

ARCHIVES

VOLUME 47 [NO 2



ASSOCIATION
DES ARCHIVISTES
DU QUÉBEC

ASSOCIATION DES ARCHIVISTES DU QUÉBEC

C.P. 9768, succ. Sainte-Foy
Québec (Québec) G1V 4C3
418 652-2357
infoaaq@archivistes.qc.ca

COMITÉ DE LA REVUE

Direction

Vivianne Maréchal, Université du Québec à Montréal

Comité de rédaction

Dominique Foisy-Geoffroy, Bibliothèque et Archives Canada
Evelyne Gratton, HEC Montréal

Rédaction

Albe Guiral, Centre d'histoire orale et de récits numérisés
Christine Périgny, Correctrice et réviseuse
Germain Bonneau, Université Laval
Isabelle Contant, Office québécois de la langue française
Jessica Huynh, Centre hospitalier de l'Université de Montréal
Josiane Jacob, Archiviste
Julie Le Bouthillier, MRC des Maskoutains
Julien Bréard, Centre hospitalier de l'Université de Montréal
Laure Guitard, Candidate au doctorat de l'Université de Montréal
Linda Rivest, Société d'histoire de la Rivière-du-Nord
Lise Boutet, Archiviste
Mariana Kaleeva, Centre de fertilité de Montréal
Marie-Claude Fortier, Congrégation de Notre-Dame
Maude Charest, Étudiante Université Laval
Pierre Lavigne, Archiviste
Sarah Corbillon, Mouvement Desjardins
Sarah Drouin, Étudiante Université de Montréal
Susanne Julien, Archiviste

Collaboration spéciale

Béatrice Lecomte, Université du Québec à Montréal
Bruce Henry, Conférence des Évêques catholiques du Canada
Mylène Bélanger, Exporail, le musée ferroviaire canadien

Graphisme

Anne-Marie Jacques

Publicité

Louis Germain

Les articles sont répertoriés dans Repère (Index analytique d'articles de périodiques de langue française) et diffusés sur la plateforme Érudit.

Les textes expriment l'opinion de leur auteur et non pas nécessairement celle de l'AAQ ou des membres du Comité de la revue *Archives*. Les demandes de reproductions doivent être acheminées aux auteurs ou, s'il s'agit de reproductions sur support papier, à Copibec 514 288-1664, 1 800 717-2022, licences@copibec.qc.ca

Archives est une revue semestrielle publiée à l'automne et au printemps.

La revue *Archives* est publiée avec l'aide de Bibliothèque et Archives nationales du Québec

Dépôt légal – 2^e trimestre 2018
Bibliothèque et Archives nationales du Québec

Bibliothèque et Archives du Canada

ISSN 0044-9423 (Imprimé)
ISSN 2369-9256 (En ligne)

SOMMAIRE

RÉDACTION

- 4 | **Mot de la rédaction**

NOTES ET BILAN D'EXPÉRIENCES

- 7 | **François Cartier**
Le traitement et la diffusion du fonds Armand-Frappier (ou comment être opportuniste en huit leçons)
- 21 | **Dany Ouellet**
Les débuts de la prise en charge de la gestion des documents administratifs au Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Saguenay–Lac-Saint-Jean

DOSSIER SPÉCIAL – MÉMOIRES SUR LE RENOUVELLEMENT DE LA POLITIQUE CULTURELLE DU QUÉBEC (2016)

- 43 | **Elaine Sirois**
Introduction aux mémoires sur le renouvellement de la politique culturelle du Québec (2016)
- 49 | **Association des archivistes du Québec (AAQ)**
Renouvellement de la politique culturelle du Québec
- 59 | **Comité des archives du Conseil du patrimoine religieux du Québec (CPRQ), Regroupement des archivistes religieux du Québec (RAR) et Table de concertation des archives religieuses de la région de Montréal (TCARM)**
Forces vives oubliées de la culture québécoise : les archives religieuses

77 | Église catholique de Québec

Mémoire présenté dans le cadre de la consultation publique sur le renouvellement de la politique culturelle du Québec.

COMPTES RENDUS

91 | Siham Alaoui

Compte rendu de l'ouvrage *La gestion intégrée des documents d'activité (GID) technologiques et en format papier* de M. Roberge.

95 | Julien Bréard

Compte rendu de l'ouvrage *Archives hospitalières. Regards croisés* de S. Monnier et K. Fiorentino.

99 | RÉSUMÉS DES TEXTES

107 | INDEX DU VOLUME 47

113 | BIBLIOGRAPHIE ANNUELLE – 2017

177 | SOMMAIRE DE LA REVUE ARCHIVARIA

MOT DE LA RÉDACTION


Chers collègues et lecteurs,

Il nous fait plaisir de vous présenter ce nouveau numéro de la revue *Archives*, qui fait la part belle aux enjeux relatifs à la gestion des documents et aux archives historiques dans les domaines de la science et de la médecine.

François Cartier, documentaliste-archiviste au Service des archives et de la gestion documentaire de l'Institut national de la recherche scientifique (INRS), nous présente quelques leçons tirées du projet de traitement du fonds Armand-Frappier mené par les archivistes de l'INRS. Le fonds de cet illustre scientifique québécois n'était que partiellement traité et les ressources régulières du service ne permettaient pas de le compléter. Couronnée de succès, cette démarche entreprise afin de trouver des ressources supplémentaires permettant de compléter le traitement de ce fonds phare montre de quelle façon les archivistes en milieu institutionnel peuvent bonifier leur mandat en développant des stratégies pour concilier la mise en valeur du patrimoine historique et la gestion des archives courantes.

Dany Ouellet, archiviste au Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Saguenay–Lac-Saint-Jean, nous présente pour sa part l'expérience d'établissement du système de gestion des documents au sein de cette institution au moment de sa création, en 2015, lors de la fusion de différentes institutions spécialisées en santé et en services sociaux de la région. Ce bilan démontre les défis importants de l'implantation d'une gestion des documents efficace en contexte de réaménagement structurel majeur au sein d'un organisme et fournit de bonnes pistes pour relever ces défis avec succès.

Un dossier dirigé par Éline Sirois, directrice des Archives Deschâtelets-NDC (Oblats de Marie-Immaculée) complète ce numéro. On y présente



trois des mémoires les plus marquants relatifs aux archives déposés dans le cadre de la consultation publique sur le renouvellement de la politique culturelle du Québec en 2016. Le mémoire de l'Association des archivistes du Québec, le mémoire conjoint du Comité des archives du Conseil du patrimoine religieux du Québec, du Regroupement des archivistes religieux du Québec et de la Table de concertation des archives religieuses de la région de Montréal, ainsi que le mémoire de l'Église catholique de Québec ont tous pour point commun de développer une vision riche du patrimoine documentaire comme partie intégrante et pilier de la culture. Ces textes de qualité méritent d'être diffusés au sein de la communauté des archivistes afin d'enrichir leur réflexion sur la place des archives dans notre société. En terminant, soulignons également le retour de la section Bibliographie annuelle pour l'année 2017, à la demande de plusieurs membres de l'AAQ. Le responsable de la section, David Rajotte, nous présentera sa méthode.

Nous espérons que ce numéro saura vous plaire et vous intéresser. Nous remercions en terminant les auteurs et bénévoles du Comité de la revue *Archives* pour leur précieuse collaboration dans le cadre de la préparation de ce numéro.

DOMINIQUE FOISY-GEOFFROY

Rédacteur en chef de la revue *Archives*

Le traitement et la diffusion du fonds Armand-Frappier (ou comment être opportuniste en huit leçons)

FRANÇOIS CARTIER

Archiviste, Institut national de la recherche scientifique

En avril 2014, je me joins à l'équipe du Service des archives et de la gestion documentaire de l'Institut national de la recherche scientifique (INRS). J'y arrive avec un bagage d'archiviste ayant surtout œuvré dans des musées d'histoire. De vieux manuscrits, des daguerréotypes, j'en ai vu jusqu'à plus soif. L'INRS est une université de recherche fondée en 1969 qui fait partie du réseau de l'Université du Québec. Elle est constituée de quatre centres de recherche au Québec, chacun ayant ses propres domaines de recherche : un à Varennes (Énergie, Matériaux et Télécommunications), un à Montréal (Urbanisation, Culture et Société), un à Québec (Eau, Terre et Environnement) et un à Laval (Microbiologie, ex-Institut Armand-Frappier¹). Me voilà donc dans un organisme public relativement jeune, avec une gouvernance et une culture à apprivoiser et où je dois rafraîchir mes notions de gestion documentaire. Sortir de sa zone de confort, même dans la quarantaine, ça peut être intimidant ! Je dois toutefois avouer que je ressentais un certain plaisir à me reconnecter à mon premier amour, la science, même si j'avoue

ne comprendre qu'à moitié la nature des recherches menées par les scientifiques de l'INRS.

Peut-être est-ce pourquoi, parallèlement à mon apprentissage de nouveau gestionnaire de documents en milieu universitaire, j'ai décidé de donner un peu d'attention aux histoires scientifiques cachées dans les archives historiques qui se trouvaient maintenant sous ma responsabilité. Pour diverses raisons, notamment la petitesse de l'équipe en place (deux archivistes et une technicienne en documentation), la majorité des efforts de notre service sont consacrés à gérer les documents issus des différentes unités de l'INRS. En effet, les besoins opérationnels gardent notre équipe occupée à temps plein. En conséquence, les archives historiques demeurent un peu laissées à elles-mêmes. Un seul groupe de documents, les archives personnelles du D^r Armand Frappier, avait déjà fait l'objet d'un premier traitement en 1988. Ces documents ne demandaient qu'à s'ouvrir davantage aux chercheurs.

1. UN PROJET DE TRAITEMENT PREND FORME

C'est donc sur ce fonds que j'ai décidé de me concentrer. L'histoire de ces documents est assez particulière et commence bien avant la fondation de l'INRS. Armand Frappier (1904-1991) est devenu l'un des scientifiques les plus célèbres au Canada dans la seconde moitié du XX^e siècle. Il a jeté les bases de la microbiologie moderne au Québec et a été responsable de grandes campagnes de vaccination, notamment contre la tuberculose, une maladie qui faisait des ravages dans la population².

Ses archives couvrent donc sa vie personnelle, mais surtout sa carrière de scientifique et de directeur de l'institut qui en viendra à prendre son nom. C'est d'ailleurs en 1999 que l'Institut Armand-Frappier³ est intégré à l'INRS. Voilà donc pourquoi nous avons aujourd'hui les archives du célèbre scientifique.

En 1988, le fonds a fait l'objet d'un traitement par l'équipe des archives de l'Institut Armand-Frappier. L'archiviste alors en place, Maryse Odessa, a bénéficié d'un luxe que de nombreux archivistes n'ont pas : la présence et les conseils du créateur des archives. En effet, le D^r Frappier, même à son âge avancé (il avait alors 84 ans), avait lui-même supervisé le traitement de ses archives. Ceci coïncidait d'ailleurs avec son propre projet, qui consistait à rédiger ses mémoires⁴.



Figure 1 : Armand Frappier dans son bureau, dans les années 1970.
Fonds de l'Institut Armand-Frappier. Photographie : André Levac.

Un inventaire détaillé de ses archives est issu de ce projet et a contribué à donner un premier aperçu du contenu du fonds. Ces archives serviront entre autres à la production d'un documentaire biographique sur le D^r Frappier réalisé en 1995 par Nicole Gravel⁵. Par contre, même avec un inventaire détaillé à la clé, le fonds demeure sous-exploité. Il faut noter que même si l'instrument de recherche était remarquablement détaillé, une absence d'indexation rendait son utilisation laborieuse. Sa publication survient aussi avant l'introduction des *Règles pour la description des documents d'archives* (RDDA) (en 1990), ce qui le rend non conforme au format de description encore en vigueur de nos jours. Toutefois, au-delà de l'importance de son créateur et de son accessibilité limitée, le nouveau traitement de ce fonds a été rendu nécessaire par la présence d'une vingtaine de boîtes de documents supplémentaires qui n'avaient jamais été intégrées au fonds. Il s'agissait de documents que le D^r Frappier avait encore en sa possession lors de son décès et qui avaient tout bonnement été rangés sur des tablettes d'un de nos dépôts.

2. MISER SUR LES PROGRAMMES DE SOUTIEN

Mon projet était donc relativement simple : intégrer ces documents au fonds existant et traiter de nouveau ce dernier au grand complet. Comme le personnel du Service des archives et de la gestion documentaire (SAGD) était déjà fort occupé, une ressource additionnelle était requise pour débiter ce projet. Peu après mon arrivée à l'INRS, j'avais déjà commencé à accueillir des stagiaires au sein de notre équipe. Toutefois, traiter un tel fonds demandait une intervention plus soutenue que vingt jours ouvrables.

J'ai donc fait appel au programme de *Soutien au traitement des archives* de Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ). Je connaissais bien ce programme pour y avoir fait appel plusieurs fois dans le passé. Je me disais qu'avec un fonds issu d'un personnage comme Armand Frappier, mes chances seraient bonnes.

- Leçon numéro un : bien vendre notre projet. Il ne suffit pas d'y croire ; il faut que les autres y croient aussi.

La réponse de BAnQ a été positive. J'ai donc été en mesure d'embaucher une personne contractuelle en mai 2015 pour commencer à traiter le fonds. Même si son mandat n'était que de deux courts mois, c'était déjà assez pour abattre pas mal de besogne. Le travail principal a consisté à prendre connaissance du contenu des « nouvelles » boîtes du fonds et de mettre sur pied un plan de classification dans lequel se fonderaient les « deux fonds » Armand-Frappier. Comme il arrive souvent, les principaux défis ont été le volume des documents et le peu de temps pour tout traiter. En conséquence, une fois les deux fonds intégrés, nous nous retrouvions devant un fonds d'une taille surprenante de près de 20 mètres linéaires. À la place d'un plan de classification principalement basé sur les types de documents, nous avons maintenant un plan façonné selon les activités personnelles et professionnelles d'Armand Frappier. Avec l'aide de stagiaires accueillis au cours de l'été 2015, le plan de classification a pu être raffiné et le classement physique des documents fut complété. Les descriptions des niveaux supérieurs (fonds et séries) ont aussi été rédigées.

- Leçon numéro deux : c'est *toujours* plus long que prévu. On a beau ajouter des heures supplémentaires au projet pour couvrir les contingences, le temps finira toujours par manquer.



Figure 2: Le fonds Armand-Frappier en voie d'être traité.
Photographe : François Cartier.

3. CHOISIR DES OUTILS TECHNOLOGIQUES ADAPTÉS À SES MOYENS ET SES BESOINS

À mon arrivée à l'INRS, aucune base de données n'est utilisée pour gérer les documents historiques. Nous étions donc devant un choix : soit laisser nos notices dans un logiciel comme *Word*, soit procéder à l'acquisition d'un système informatique permettant d'y insérer nos notices. Comme nous étions alors en plein magasinage pour un logiciel de gestion intégrée des documents, il était hors de question d'utiliser nos ressources financières déjà limitées pour acheter une application qui servirait à décrire et à indexer nos archives historiques. Ce travail, je l'espérais, pourrait être fait grâce à notre futur logiciel de GID⁶.

J'ai donc opté pour le logiciel AtoM un outil développé sous l'égide du Conseil international des archives (ICA) en collaboration avec plusieurs partenaires partout dans le monde, comme Bibliothèque et Archives

Canada⁷. Bien que le logiciel ait été développé sur mesure pour les normes de description développées par l'ICA (ISAD-G, ISAAR-CPF, ISDF et ISDIAH⁸), une interface a été créée afin d'y consigner des notices conformes aux RDDA. De plus, AtoM est créé dès son origine comme un logiciel libre afin de pouvoir être adopté sans frais par les institutions d'archives. Plusieurs organismes l'ont déjà adopté, dont les Archives de la Ville de Montréal et le portail *Archives Canada*. AtoM servirait donc dans l'immédiat comme base de données pour les archives historiques de l'INRS. Vu que les infrastructures informatiques étaient disponibles, nous avons installé le programme sur nos propres serveurs⁹. Une décision sera prise éventuellement quant à la poursuite – ou non – de son utilisation.

4. ÊTRE STRATÉGIQUE DANS LA FAÇON DE METTRE EN VALEUR SON PROJET

J'avais donc un fonds classé, étiqueté, mis en boîte et hébergé dans un système dédié, mais partiellement décrit. Heureusement, je savais déjà comment poursuivre mon projet. Un projet de traitement ou de diffusion (ou les deux) ne doit pas être mené « dans le vide », sans être relié à autre chose. Pour tirer profit des efforts investis dans de tels projets, il est toujours souhaitable de rattacher son projet à un autre élément. C'est un peu comme attacher son wagon à une locomotive en marche : on amène son propre bagage à un convoi déjà en mouvement.

Dans mon cas, c'était doublement facile. Premièrement, le D^r Frappier est décédé en 1991. Donc, en 2015, nous étions à la veille de célébrer le 25^e anniversaire de son décès. Ensuite, en regardant dans les sources de financement disponibles, j'ai vu que Patrimoine canadien offrait des subventions dans le cadre de programmes visant à commémorer les guerres mondiales¹⁰. Or, le D^r Frappier et ses collaborateurs, à partir de 1943, ont contribué à l'effort de guerre du Canada en fournissant des produits biologiques pour l'armée canadienne (notamment du sang desséché pour soigner les blessés).



Figure 3 : Don de sang desséché par l'équipe du D^r Frappier en 1944 pour le bénéfice des citoyens français éprouvés par la guerre. Fonds de l'Institut Armand-Frappier.

Un projet d'exposition virtuelle a donc été soumis afin de souligner la contribution du D^r Frappier et de son équipe à l'effort de guerre du Canada pendant la Seconde Guerre mondiale. Comme il s'agissait de la prolongation du travail effectué grâce à la subvention de BAnQ, je n'ai pas hésité à inclure BAnQ (par le biais de sa subvention) comme un « partenaire » dans notre projet de mise en valeur des archives d'Armand Frappier. Le programme de financement de Patrimoine canadien favorisait en effet la création de partenariats. Le financement obtenu de BAnQ a donc été intégré dans le budget de notre projet comme un apport d'un collaborateur externe. Mon simple projet de traitement commençait donc à se déployer comme une initiative de plus grande envergure. De plus, je prévoyais utiliser certaines pièces du Musée Armand-Frappier dans l'exposition virtuelle que nous allons mettre en ligne¹¹. J'ai donc approché le musée et sa directrice afin d'obtenir un soutien additionnel. Une fois cet appui obtenu, j'avais un très bon dossier à présenter à Patrimoine canadien. Avec tous ces atouts en main, il n'est pas surprenant que nous ayons obtenu le financement demandé.

- Leçon numéro trois : il faut savoir bien profiter des avantages qui sont mis à notre disposition.

Grâce à ce financement, à un peu d'aide de stagiaires et à la participation du personnel de mon équipe (moi inclus), nous avons pu terminer le traitement du fonds Armand-Frappier, notamment par une classification et une description plus fines des niveaux inférieurs du fonds. Une partie des sommes a aussi servi à monter une station de numérisation en vue de la mise en ligne de documents dans l'exposition virtuelle. L'avantage, ici, est qu'un numérisateur et un ordinateur neufs sont venus s'ajouter à notre équipement permanent.

Les sommes accordées m'ont aussi permis de partir à la chasse pour trouver quelqu'un pour faire les recherches dans les documents, en sélectionner en vue de la numérisation et écrire des textes pour donner du contenu à l'exposition virtuelle. Il me fallait donc trouver cette perle rare, qui avait à la fois des qualités en analyse, en recherche, en rédaction et qui savait comment bien numériser des documents. De plus, comme la subvention provenait du gouvernement fédéral, je devais mettre en ligne des contenus en français et en anglais. Je pouvais faire une première traduction des textes moi-même, mais je ne suis pas un traducteur professionnel.

Fort heureusement, j'ai trouvé cette perle rare. Une jeune diplômée du certificat en archivistique de l'École de bibliothéconomie et des sciences de l'information à qui j'avais déjà enseigné, et qui avait aussi fait des études en histoire et en anglais.

- Leçon numéro quatre : choisissez bien vos collaborateurs, car lorsque vous choisissez les mauvaises personnes, vous serez souvent déçus ; mais si vous choisissez bien et que vous tablez sur leurs forces, vous en serez grandement récompensés.

À partir du début de 2016, environ quatre mois ont donc été consacrés à la recherche, à la numérisation, à la rédaction, à la révision et à la traduction. C'était là la réelle période intense du projet, où les textes sont écrits, lus et relus, corrigés, raccourcis et retravaillés. Ce fut aussi à cette étape que nous avons eu la difficile tâche de choisir les documents à numériser. Bien entendu, nous avons une grande quantité de photographies à notre disposition, mais nous disposons aussi d'une quantité importante de documents textuels à fort potentiel informatif et évocateur. C'est ici qu'il a fallu apprendre à bien choisir et à se montrer parcimonieux : mieux vaut

choisir quelques excellents documents qui collent bien à nos textes qu'une marée de documents dans laquelle se dilue le propos. J'ai appris avec le temps qu'un des meilleurs critères est de choisir des images montrant des gens. Des édifices, c'est bien beau, mais les personnages sont généralement beaucoup plus évocateurs. De plus, les textes qui font parler les gens sont les meilleurs, d'où le choix de la correspondance.



Figure 4: Exemple d'un document qui a été utilisé dans le cadre de notre exposition virtuelle. Fonds Armand-Frappier.

C'est surtout à ce moment qu'un plan de travail est testé: les délais accordés à chaque étape étaient-ils réalistes? Les impondérables, bien anticipés? Finalement, seuls quelques textes ont « débordé » au-delà de notre plan initial et ont dû être complétés après le départ de notre ressource contractuelle. Pas si mal, en fin de compte.

Il restait alors à mettre en place les deux derniers morceaux de notre casse-tête: l'intégration de nos contenus sur le Web, de même que les activités de promotion, afin de faire connaître notre produit.

Nous avons initialement prévu diffuser notre exposition virtuelle sur le site Web du Musée Armand-Frappier. En effet, le musée y présente déjà plusieurs artefacts en lien avec la carrière du D^r Frappier. Toutefois, les responsables du musée m'ont informé en cours de projet qu'ils avaient décidé d'effectuer une refonte majeure de leur site Web. Notre exposition virtuelle, dans ce contexte, ne pourrait trouver sa place en ligne avant l'échéance du projet (et avant les délais fixés par Patrimoine canadien pour notre propre projet).

- Leçon numéro cinq : lors d'un projet mené en partenariat, s'assurer de bien s'entendre sur les priorités de chacun.

et

- Leçon numéro six : toujours avoir un « plan B ».

Fort heureusement, nous avons ce plan de rechange : notre propre site Web et mes très compétents collègues du Service des communications de l'INRS. Deux personnes de cette équipe étaient donc prêtes à faire une dernière relecture des textes et à mettre images et textes en ligne dans une interface sobre qui s'harmonisait bien avec le *look* du site Web de l'INRS.



Figure 5 : Sobre mais efficace : la page d'accueil de notre exposition virtuelle.

Le produit final, bien que mettant l'accent sur la contribution de l'équipe du D^r Frappier à l'effort de guerre du Canada, servait aussi à illustrer les débuts de sa carrière, de son Institut et du rôle qu'il a joué dans la modernisation de la microbiologie au Québec. En conclusion, nous rendions bien honneur à ce grand scientifique, un quart de siècle après son décès.

5. RENTABILISER SES EFFORTS ET EXPLOITER LE RÉSULTAT DE SON TRAVAIL DE DIFFÉRENTES FAÇONS

En complément, une activité pédagogique est venue s'ajouter à l'exposition. Après tout, il s'agissait d'une exposition virtuelle présentée sur le site d'une université. De plus, pourquoi ne pas exploiter des contenus qui ont exigé beaucoup de travail de notre part ?

- Leçon numéro sept: rentabilisez vos efforts et exploitez le résultat de votre travail de différentes façons.

Sans nécessairement le mentionner explicitement, j'avais choisi d'exploiter la filière de l'épistémologie, ou l'étude critique de la science. En effet, étant donné que l'institut du D^r Frappier connut un essor réel pendant (et à cause de) la guerre, il devenait logique de susciter chez les élèves un questionnement relatif au rôle des sciences en temps de guerre, des guerres dans l'évolution de la science et des sociétés, de même qu'à la présence de la science dans la société en général.

À l'aide des textes de l'exposition virtuelle, de même que de deux textes d'historiens traitant de la question du progrès scientifique, l'idée était d'animer des discussions à partir de questions bien ciblées, comme « La fin justifie-t-elle les moyens ? », ou « La guerre doit-elle être vue comme un mal nécessaire qui favorise l'avancement des sciences et technologies ? », ou encore « Une société devrait-elle tolérer que la science soit exploitée en temps de guerre ? Si oui, quelles balises éthiques ou morales devrait-on privilégier ? ».

Encore ici, l'important est un arrimage approprié: celui des thèmes de notre activité pédagogique au programme officiel du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES). À cause du sujet, les élèves du second cycle du secondaire (3^e, 4^e et 5^e secondaires) sont

devenus notre clientèle cible, notamment dans le domaine d'apprentissage de l'univers social et des compétences de communication et d'exercice de son jugement.

- Leçon numéro huit : les jeunes sont prêts à apprendre. Vous disposez de matériel plein de potentiel. Allez les chercher avec vos histoires.

Toujours dans le but de faire fructifier le résultat de nos efforts, la dernière ligne droite du projet a justement eu pour objet de raconter l'histoire que nous avons mise en valeur. En plus de la promotion sur les réseaux sociaux et sur le site Web institutionnel de l'INRS, la méthode choisie a été de présenter deux conférences : une au Musée Armand-Frappier, l'autre à la Société d'histoire et de généalogie de Salaberry¹² (Salaberry-de-Valleyfield étant le lieu de naissance du D^r Frappier). Le partenariat avec le Musée Armand-Frappier a même permis quelques surprises, comme la présentation du violon original sur lequel a joué le D^r Frappier, qui était excellent musicien.

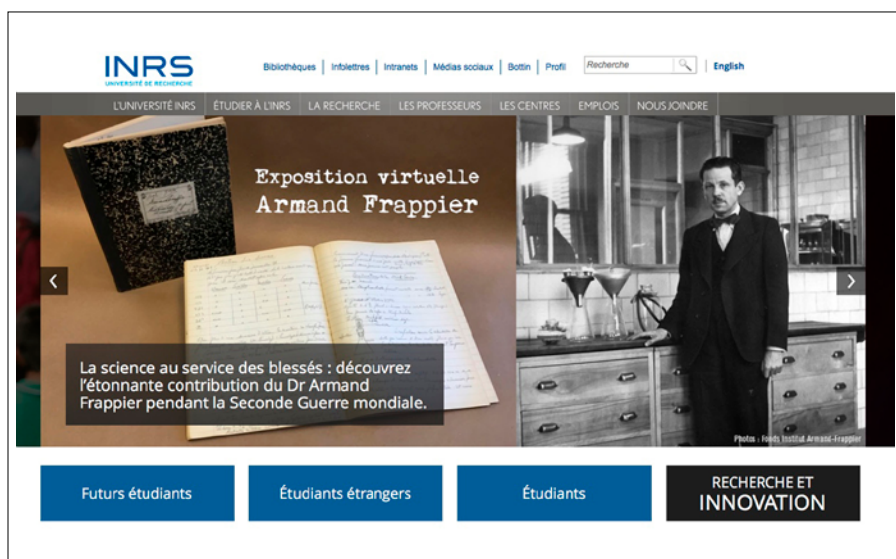


Figure 6: Bandeau promotionnel pour l'exposition virtuelle sur le site Web de l'INRS.



Figure 7: L'auteur pendant une des conférences sur le D' Frappier et son œuvre.
Source : Musée Armand-Frappier.

Plus de 110 personnes ont ainsi été rejointes dans le cadre de ces conférences. De plus, le taux de fréquentation de notre exposition virtuelle donne déjà de bons résultats.

En résumé, avec moins de 28 000 \$, il a été possible de traiter un fonds de près de 20 mètres linéaires, de mettre en ligne une exposition simple mais très bien présentée, d'acheter du matériel informatique, de proposer aux élèves du second cycle du secondaire une activité de réflexion sur l'histoire des sciences, de présenter deux conférences et d'écrire le présent article. Les défis ont été nombreux, comme le nombre des documents à traiter. Cependant, en parachevant le projet grâce au soutien de ressources internes, comme nos collègues des communications, mais aussi avec l'aide de stagiaires toujours prêts à appliquer leurs connaissances, nous avons su démontrer qu'avec un peu de créativité, il est toujours possible d'arriver à nos fins, peu importe les embûches rencontrées en chemin !

L'exposition virtuelle est disponible ici : <http://www.iaf.inrs.ca/exposition/fr/armand-frappier>

FRANÇOIS CARTIER

NOTES

1. Pour plus d'informations sur l'INRS, voir : <http://www.inrs.ca/universite/inrs-bref>.
2. Un bon aperçu de la carrière du D^r Frappier se trouve ici : <http://www.iaf.inrs.ca/iaf/centre/75-oeuvre-armand-frappier>.
3. L'institut est fondé en 1938 sous le nom de l'Institut de microbiologie et d'hygiène de l'Université de Montréal. Il est un des premiers à occuper des locaux dans les nouveaux bâtiments sur la montagne de l'Université de Montréal.
4. Ses mémoires sont achevés quelques jours à peine avant son décès, le 17 décembre 1991. Voir FRAPPIER, A. (1992). *Un rêve, une lutte : autobiographie*. Sillery, Québec : Presses de l'Université du Québec.
5. Le film, intitulé *Armand Frappier*, est disponible gratuitement sur le site de l'ONF (www.onf.ca).
6. Logiciel que nous avons trouvé depuis et que nous utiliserons éventuellement pour nos archives historiques.
7. Voir <https://www.accesstomemory.org/fr/>.
8. Voir <http://www.ica.org/en/public-resources/standards>.
9. Artefactual Systems, qui a développé le logiciel AtoM, offre aussi la possibilité d'héberger le logiciel, et nos données, sur ses propres serveurs.
10. Il s'agissait du Fonds communautaire de commémoration des guerres mondiales.
11. Voir <http://www.musee-afrappier.qc.ca>.
12. Pour ajouter à sa signification, cette conférence a été donnée dans la bibliothèque du Cégep de Valleyfield, nommée « Bibliothèque Armand-Frappier ».

Les débuts de la prise en charge de la gestion des documents administratifs au Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Saguenay–Lac-Saint-Jean.

DANY OUELLET

Archiviste-gestionnaire des documents, CIUSSS-SLSJ.

Consultant, Consuldoc enr., entreprise de services conseils et de support en gestion documentaire.

Chargé de cours, Université du Québec à Chicoutimi, certificat en gestion des documents et des archives.

INTRODUCTION

La Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales (aussi appelée Loi 10) est entrée officiellement en vigueur le 1^{er} avril 2015. Cette loi est à l'origine de la création des centres intégrés de la santé et des services sociaux du Québec (CISSS) et des centres intégrés universitaires de la santé et des services sociaux du Québec (CIUSSS), dont le Centre

intégré universitaire de la santé et des services sociaux du Saguenay–Lac-Saint-Jean (CIUSSS-SLSJ).

Le CIUSSS-SLSJ est né de la fusion de neuf établissements eux-mêmes composés de plusieurs installations, dont les centres hospitaliers, les centres locaux de services communautaires, les centres hospitaliers de soins de longue durée et les différents points de services.¹ Cette nouvelle entité regroupe près de 10 000 employés répartis dans 60 installations et dispose d'un budget d'opération de plus de 786 millions de dollars. Ce réseau territorial de santé offre à 49 municipalités réparties sur 98 710 km² des services de santé physique, de santé mentale, de santé publique, des services généraux, du soutien à l'autonomie des personnes âgées, aux jeunes en difficulté, ainsi que dans les domaines de la déficience physique, de la déficience intellectuelle/trouble du spectre de l'autisme et de la dépendance.²

Outre ce changement majeur dans la structure organisationnelle du réseau régional de la santé et des services sociaux, la loi rappelle aux instances concernées du CIUSSS-SLSJ leurs obligations légales en matière de prise en charge des documents hérités des neuf établissements fusionnés. Ainsi, l'article 202 stipule que :

Les dossiers et les documents d'un établissement fusionné et d'une agence de la santé et des services sociaux deviennent, sans autre formalité, les dossiers et documents du centre intégré de santé et de services sociaux qui leur succède.

De plus, les dossiers des usagers d'un établissement regroupé sont réputés être aussi les dossiers des usagers du centre intégré dont le conseil d'administration administre l'établissement regroupé. (Loi 10, 2015, p. 49)

Conséquemment, le CIUSSS-SLSJ devient responsable, non seulement de ses propres documents administratifs et cliniques qu'il produit et reçoit depuis sa création, mais aussi de la conservation et de l'accessibilité des documents hérités de tous les établissements fusionnés, incluant les documents en formats papier et numérique actifs, semi-actifs et les divers fonds d'archives historiques. Par ailleurs, nous retrouvons parmi les documents historiques différents supports : vidéocassettes, cassettes sonores, diapositives, plaques commémoratives, sceaux, etc.

L'objectif du présent article est, d'une part, de présenter les premières initiatives entreprises dans un établissement de santé en vue d'implanter un système de gestion intégrée des documents administratifs (SGID), soit le CIUSSS-SLSJ. Dans le cadre de cet article, nous définissons le SGID comme étant l'ensemble des outils et des opérations qui permet de gérer tous les documents administratifs produits et reçus par un établissement à l'aide d'un unique logiciel spécialisé.

D'autre part, nous espérons que cette expérience inspirera une démarche concrète de gestion des documents administratifs pour les autres établissements du réseau de la santé et des services sociaux de la province qui n'ont pas encore entrepris une telle initiative.³ Finalement, il serait souhaitable qu'une véritable et fructueuse collaboration s'installe peu à peu entre les responsables de la gestion documentaire des différents établissements du réseau de la santé.

1. LES PREMIERS PAS

Les changements structurels majeurs issus de la loi précitée interpellaient directement les personnes responsables de la gestion des documents administratifs au sein d'un établissement fusionné. Qu'allait-il se passer en cette matière? Les calendriers de conservation des établissements fusionnés s'appliqueraient-ils toujours? Qui serait responsable du traitement des fonds d'archives historiques hérités par chaque établissement fusionné? Comment arrimerait-on les outils de gestion des documents administratifs de chacun? Quelle serait la position de la « gestion documentaire » vis-à-vis de la gestion des archives médicales sur l'échiquier de la gestion de l'information documentaire dans le futur CIUSSS-SLSJ? Qui? Quoi? Comment? Où?... Bref, le 1^{er} avril 2015... beaucoup de questions en suspens et de matière à réflexion.

1.1. Une initiative personnelle à l'échelle provinciale

En septembre 2014, à la suite du dépôt du projet de loi 10, la fusion était imminente. Nous avons alors pris l'initiative de livrer nos réflexions sur la problématique de la gestion des documents administratifs dans le réseau de la santé à plusieurs acteurs concernés par notre champ d'activité professionnelle⁴.

En nous inspirant d'un article de Bouchard, Gendron et Ducasse, paru dans la revue *Archives* en 1992, qui traçait un état de situation de la gestion des documents administratifs dans les établissements de santé et de services sociaux de l'époque au Québec, et en nous basant sur une enquête personnelle réalisée dans les centres de santé et de services sociaux (CSSS) du Québec en 2006, nous concluons notre rapport de novembre 2014, intitulé *La réforme de notre système de santé et la gestion de l'information documentaire*, de la façon suivante :

Serait déconnecté qui oserait prétendre que la gestion des documents et l'application rigoureuse des articles de lois susmentionnées sont des priorités à l'intérieur du plan d'action de l'actuelle réforme de notre réseau de santé. Cependant, outre les archives médicales, il y a une masse de documents administratifs dans nos établissements de santé et des lois qui encadrent leur création, leur utilisation et leur disposition. Nous ne pouvons l'ignorer.

Ne serait-ce pas le moment idéal pour certaines organisations phares en gestion de l'information documentaire au Québec d'agir, de faire valoir la nécessité légale et les avantages pratiques de voir à la bonne gestion de la masse documentaire administrative que l'on retrouve dans les établissements de santé et le futur CISSS? (Ouellet, 2014)

On ne peut, actuellement, mesurer avec certitude les résultats de cette démarche individuelle ni faire un lien avec les écrits du Comité national des archives de la santé et des services sociaux (CNASSS⁵). Toutefois, nous sentions la nécessité de poursuivre notre effort de sensibilisation.

1.2. Des actions professionnelles au niveau régional

Lorsque la fusion fut officialisée, nous avons déposé en mai 2015, auprès de nos nouveaux supérieurs, un document intitulé *La prise en charge de la gestion documentaire au Centre intégré universitaire de santé et des services sociaux (CIUSSS) du Saguenay-Lac-Saint-Jean : une nécessité*. Dès le mois d'octobre 2015, nous avons rencontré ces derniers afin de discuter de ce document. Nous leurs avons rappelé, entre autres choses, les avantages pratiques et les obligations légales relatives à la

gestion des documents administratifs pour le CIUSSS-SLSJ, à l'instar des autres organisations du secteur public.

Ainsi, le CIUSSS-SLSJ doit adopter une politique de gestion de ses documents actifs et semi-actifs (article 6 de la Loi sur les archives). Il doit aussi assumer la gestion de ses documents historiques, incluant ceux des établissements fusionnés (articles 15, 17 et 18 de la Loi sur les archives). À cet effet, une directive de BANQ de mai 2015 précise qu'avec la fusion, les fonds d'archives des établissements fusionnés sont fermés. Les calendriers de conservation de ces établissements ne s'appliquent que pour les documents inactifs avant le 1^{er} avril 2015. Le CIUSSS-SLSJ doit donc établir, faire approuver, tenir à jour et appliquer un nouveau calendrier de conservation pour les documents actifs produits à partir du 1^{er} avril 2015 et pour les documents toujours semi-actifs produits par les établissements fusionnés au 1^{er} avril 2015 (articles 7 et 8 de la Loi sur les archives).

Par ailleurs, notre établissement doit faciliter l'accès à ses documents, entre autres par la création d'un plan de classification (articles 9 et 16 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels). Finalement, le CIUSSS-SLSJ est dans l'obligation de concevoir et de maintenir à jour un inventaire des fichiers de renseignements personnels qu'il détient (article 76 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels).

L'objectif de cette démarche à l'interne visait à rappeler la nécessité pour le CIUSSS-SLSJ de voir à la conception, à l'implantation physique et au suivi d'un SGID digne de ce nom, c'est-à-dire fonctionnel à court et moyen termes, et durable à long terme. Sur ce, il fallait donc insister, d'une part, sur l'importance d'inscrire la gestion des documents administratifs dans l'organigramme de l'établissement et, d'autre part, sur la nécessité de nommer un gestionnaire responsable de la gestion des documents administratifs et de former un comité qui prendra en charge la gestion documentaire.

Cette démarche s'est avérée fructueuse puisque, au mois d'octobre 2015, la « Gestion documentaire » était inscrite dans l'organigramme du CIUSSS-SLSJ et rattachée à la « Direction des ressources humaines, communications et affaires juridiques ». De plus, la « Chef de services – Affaires juridiques » devenait officiellement responsable de ce dossier et du futur comité de gestion des documents administratifs.

1.3. Le Comité national des archives de la santé et des services sociaux (CNASSS)

Parallèlement à nos actions, en janvier 2015, le CNASSS a distribué dans le réseau de la santé le document intitulé *Les documents inactifs du réseau de la santé et des services sociaux dans le contexte de la loi 10: principes directeurs*⁶.

Ce document avait pour but de sensibiliser les responsables des établissements de santé et de services sociaux à leurs obligations légales envers leurs documents et leurs archives dans le contexte de la restructuration des services. On y précise la manière de gérer les documents actifs, semi-actifs et inactifs des établissements fusionnés, et rappelle l'obligation, pour le CIUSSS, d'élaborer et de faire approuver son propre calendrier de conservation.

Cette initiative a eu un écho au CIUSSS-SLSJ. En effet, en mai 2015, les autorités concernées de notre établissement ont reçu un communiqué de BAnQ résumant les principaux points soulevés dans le document susmentionné. Selon nous, cette démarche du CNASSS est importante dans la mesure où elle a vraisemblablement amené chez nos directeurs une plus grande sensibilisation à la nécessaire prise en charge de la gestion des documents administratifs dans notre établissement.

2. L'ÉQUIPE DE GESTION DOCUMENTAIRE

Avant la création du CIUSSS-SLSJ, quatre personnes avaient des responsabilités en gestion des documents administratifs dans leur établissement: une technicienne en documentation (Agence de la santé et des services sociaux); un archiviste (Centre jeunesse); une spécialiste en procédés administratifs (Centre de réadaptation en déficience intellectuelle et en troubles envahissants du développement); un spécialiste en procédés administratifs (CSSS Domaine-du-Roy).

Jusqu'alors, nous n'avions pas de comité régional ni même de rencontres informelles entre nous. Chacun travaillait, en quelque sorte, isolément dans son établissement. Toutefois, avec la venue du nouvel établissement, ces ressources ont été identifiées afin de former le comité responsable de la gestion des documents administratifs. La première

rencontre formelle de l' « Équipe de gestion documentaire » a eu lieu le 18 novembre 2015. Nous y avons principalement défini notre mandat et établi un premier plan d'action.

À ce jour, nos rencontres sont régulières et nos échanges sont facilités par la création d'un espace réseau électronique réservé à l'équipe. Par ailleurs, il est important de mentionner que chaque membre de l'équipe conserve toujours ses responsabilités rattachées à son établissement fusionné, en sus de sa participation à l'intérieur de l'équipe, période de transition oblige. Finalement, de façon à faciliter notre travail sur le terrain à l'intérieur de notre vaste territoire régional, chacun devient répondant pour un certain nombre d'installations.

2.1. Le mandat

À l'instar de tout groupe de travail ayant la responsabilité de la gestion des documents administratifs dans son organisation, le mandat de notre équipe de gestion documentaire est de nous doter d'une gouvernance documentaire efficace, entre autres de planifier, d'implanter, d'administrer et d'évaluer un SGID en tenant compte de la capacité et des moyens de l'établissement.

2.2. Le premier Plan d'action (2015)

Notre équipe a préparé un plan d'action qui se voulait général au départ. Celui-ci a trois objectifs :

1. Démontrer aux gestionnaires la nécessité de mettre en place un SGID pour répondre aux obligations légales et aux besoins administratifs de repérage, d'accès et de conservation de l'information ;
2. Présenter le mandat de l'équipe de gestion documentaire ;
3. Proposer un schéma d'action sous forme d'une structure de gestion de projet avec des objectifs, des moyens, des outils et des échéanciers.

Ce plan d'action a été présenté au comité de la haute direction du CIUSSS-SLSJ⁷ en décembre 2015.

2.3. Le second Plan d'action (2016)

Notre équipe a été assez tôt confrontée à la réalité. De fait, les démarches amorcées afin de concevoir les outils de gestion des documents administratifs (plan de classification, calendrier de conservation, logiciel de gestion intégrée des documents) ont été ralenties pour laisser place à d'autres priorités. Une grande partie de nos efforts ont, entre autres, porté sur la prise en charge de la masse documentaire (les documents semi-actifs et les archives historiques) laissée pour compte et résultant des nombreux déménagements de personnel et des restructurations. Ce contexte a forcé l'équipe de gestion documentaire à préciser son premier plan d'action.

Le second plan d'action d'octobre 2016 vise donc le court terme, soit la période d'octobre 2016 à avril 2017. Il s'oriente sur trois axes :

1. Faire connaître le rôle de l'équipe de gestion documentaire à l'ensemble du CIUSSS-SLSJ;
2. Rechercher les espaces physiques requis pour y regrouper et inventorier sommairement les documents inactifs retrouvés dans chacun des neuf établissements fusionnés;
3. Poursuivre la production des outils de gestion des documents administratifs.

2.4. Les premières réalisations (2015-2016)

À l'intérieur du plan d'action de décembre 2015, notre équipe propose un projet de gestion des documents administratifs portant sur cinq livrables, soit « Le portrait documentaire de l'établissement » (livrable 1), « La conception des outils de gestion des documents administratifs » (livrable 2), « L'implantation physique du SGID » (livrable 3), « L'administration du SGID » (livrable 4) et « L'évaluation du SGID » (livrable 5).

2.4.1. Livrable 1: Le portrait documentaire de l'établissement

L'objectif premier de cet exercice était de produire un portrait aussi fidèle et complet que possible de la gestion des documents administratifs dans l'ensemble des établissements fusionnés. Entre autres, il s'avérait fort

intéressant d'évaluer la masse documentaire active et inactive présente dans l'ensemble de ces établissements depuis leur création. Dans certains cas, cela remonte à près d'un siècle. Afin de réaliser ce premier mandat, notre équipe a d'abord conçu un guide de prise d'inventaire.⁸

En nous appuyant sur ce guide, nous avons ensuite effectué une série de visites et de contacts téléphoniques auprès de différents secteurs d'activités de chaque établissement fusionné. Cette démarche s'est échelonnée du 30 décembre 2015 au 14 juin 2016. Elle a fait l'objet d'un rapport intitulé *État de situation de la gestion des documents administratifs des neuf établissements fusionnés*. Ce document a été déposé au comité de la haute direction du CIUSSS-SLSJ en octobre 2016.

Ce portrait fait état de plusieurs éléments fort intéressants. Ainsi :

A. Évaluation sommaire de l'usage des outils de gestion des documents administratifs

- 7 établissements sur 9 (78 %) n'avaient aucune politique de gestion des documents administratifs à jour.
- 6 établissements sur 9 (61 %) n'avaient pas de plan de classification organisationnel à jour ou n'en n'avaient tout simplement pas.
- 1 seul établissement sur 9 (11 %) possédait un calendrier de conservation à jour.
- 7 établissements sur 9 (78 %) possédaient un des cinq logiciels de gestion intégrée des documents (ci-après : GID) utilisés dans la région⁹. Toutefois, pour 1 seul (14 %), la base de données du logiciel était à jour et utilisée par la majorité de ses grandes directions. Pour les 6 autres (86 %), le logiciel n'était utilisé qu'occasionnellement et un système secondaire basé sur des listes produites par un logiciel de bureautique était opérationnel.
- 2 établissements sur 9 (22 %) possédaient un guide de gestion des documents administratifs.
- 6 établissements sur 9 (67 %) n'avaient pas de liste de documents essentiels disponible ni de mesures de protection sur ce plan.

- 9 établissements sur 9 (100 %) se disaient sensibilisés à la confidentialité et la protection des renseignements personnels. Cependant, nulle part on ne pouvait identifier systématiquement l'ensemble de ces documents. De plus, un seul établissement (11 %) avait élaboré un projet d'inventaire des fichiers de renseignements personnels, tel qu'exigé par la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.
- Aucun établissement (0 %) ne possédait un plan de classification organisationnel pour les documents numériques (arborescence uniforme) ni de règles de nommage des répertoires et fichiers numériques. Chaque producteur/utilisateur avait son propre classement sur son poste de travail ou partagé en réseau.

B. Évaluation sommaire de la masse documentaire

Les résultats suivants présentent la volumétrie documentaire connue et inventoriée dans les différents établissements fusionnés. Compte tenu de certains secteurs d'activités qui n'ont pas été rencontrés, ils sont donc partiels et constituent, à notre avis, un minimum.

État de conservation	Quantité de documents en mètres linéaires
Documents actifs	1 400 mètres ou 1,4 kilomètre
Documents semi-actifs	1 700 mètres ou 1,7 kilomètre
Documents inactifs	1 300 mètres ou 1,3 kilomètre
TOTAL :	4 400 mètres ou 4,4 kilomètres

Tableau 1 : Masse documentaire des 9 établissements fusionnés¹⁰

C. Conclusion et recommandations

Ces résultats montrent une gestion documentaire très fragmentaire et hétérogène d'un établissement à un autre. Certes, certains outils de gestion des documents administratifs étaient mis en place, mais peu d'entre eux étaient utilisés à l'échelle de l'organisation à l'intérieur d'une approche

systémique de la gestion des documents administratifs et dans le cadre d'un véritable programme de gestion des documents administratifs. Bref, nous sommes loin d'un système de gestion des documents administratifs digne de ce nom.

Devant ces constats, l'équipe de gestion documentaire a établi trois niveaux de priorités d'actions. Les priorités 1 consistent à faire connaître la gestion intégrée des documents à l'ensemble de l'organisation, puis à faire reconnaître le rôle-clé des agentes administratives (secrétaires, techniciennes, etc.) dans la gestion quotidienne du futur SGID. Les priorités 2 sont, d'abord, de prévoir des espaces, des conditions d'entreposage et du matériel adéquats afin d'accueillir la masse de documents inactifs hérités des établissements fusionnés. Ensuite, il s'agit d'effectuer un inventaire, au moins sommaire, de l'importante quantité de documents identifiée. Enfin, les priorités 3 visent, d'une part, à poursuivre la conception du plan de classification et du calendrier de conservation et, d'autre part, à poursuivre les démarches en vue d'acquérir un logiciel de GID qui supportera l'implantation de notre SGID. (CIUSSS, Équipe de gestion documentaire, 2016)

2.4.2. Livrable 2: La conception des outils de gestion des documents administratifs

La création du CIUSSS-SLSJ obligeait notre équipe à concevoir de nouveaux outils de gestion des documents administratifs. Dans la mesure du possible, nous désirions nous inspirer des outils déjà utilisés par les établissements fusionnés.

2.4.2.1. La politique de gestion des documents administratifs

En plus d'être une obligation légale de par la Loi sur les archives, cet outil reflète la volonté de l'organisation de prendre en charge la gestion des documents administratifs et en définit les responsabilités. De fait, nous sommes d'avis que l'adoption de notre *Politique relative à la gestion des documents administratifs*, datant de juin 2016, constitue la pierre d'assise du futur SGID. De plus, elle représente un levier important soutenant nos démarches en vue de réaliser les objectifs définis à l'intérieur de nos plans d'action.

Ainsi, les objectifs de cette politique sont d'abord de favoriser la prise en charge efficace de l'ensemble des documents administratifs par la conception, l'implantation, le suivi et l'évaluation d'un système de gestion des documents administratifs uniforme, fonctionnel et durable. Ensuite, ils visent à soutenir l'utilisation d'outils appropriés pour optimiser la gestion des documents administratifs. Finalement, ils permettent à notre établissement de mettre en place les mesures nécessaires pour assurer le contrôle, l'intégrité, la sauvegarde, l'accès et la confidentialité des documents administratifs tout au long de leur cycle de vie.

Cette politique concerne les documents administratifs, quels qu'en soient la nature, le support sur lequel ils sont fixés, leur état de conservation et leur localisation¹¹.

Finalement, des responsabilités sont définies pour le comité de la haute direction, pour la Direction des ressources humaines, pour le service des Communications et affaires juridiques, pour la Direction des ressources informationnelles (service informatique), pour l'ensemble des autres directions, pour le personnel de soutien administratif, pour les utilisateurs du système de gestion des documents administratifs et, bien sûr, pour l'équipe de gestion documentaire.

Afin de remplir adéquatement son mandat, notre équipe doit donc s'assurer de la bonne gouvernance du système de gestion des documents administratifs¹², prendre en charge la création, la mise à jour et l'application des outils de gestion des documents administratifs, supporter les directions et le personnel de soutien administratif concernés dans la gestion efficace des documents actifs sous leur gouverne et voir à la bonne gestion des documents semi-actifs et des archives historiques.

2.4.2.2. Le plan de classification et le calendrier de conservation

Notre équipe a décidé dès le départ de concevoir parallèlement ces deux outils de gestion des documents administratifs. Pour ce faire, nous nous sommes inspirés du guide fourni par le CNASSSS, soit le *Recueil des règles de conservation des documents des établissements de santé et de services sociaux du Québec*.

Nos travaux ont débuté en mai 2015 et se poursuivent toujours. La partie concernant les séries de gestion a été complétée en novembre 2016.

Il est prévu que la saisie s'effectue via le système transactionnel de BAnQ, GALA¹³. Nous compléterons le plan de classification et le calendrier de conservation au fur et à mesure que le CNAASS rendra disponible les règles relatives aux autres séries documentaires de mission.

2.4.2.3. Le choix d'un logiciel de gestion intégrée des documents

Le logiciel de gestion intégrée des documents est l'élément fédérateur d'un SGID, en ce sens qu'il intègre le plan de classification, le calendrier de conservation et constitue l'outil principal de repérage pour l'ensemble des documents administratifs en formats papier et numérique.

L'état de situation, déposé en octobre 2016, a montré que cinq logiciels différents étaient et sont toujours utilisés à différents degrés par certains établissements fusionnés. Il est donc prioritaire de procéder à l'acquisition d'une seule application qui sera disponible pour l'ensemble des directions de notre établissement. Avec la fusion, les fonds d'archives des anciens établissements doivent être fermés. Afin d'assurer l'intégrité du fonds du CIUSSS-SLSJ, cela nous oblige à migrer les informations contenues dans les banques de données de ces logiciels.

Dès mars 2015, nous avons entamé nos réflexions et nos discussions sur le dossier. Cependant, en avril, nous étions informés de l'existence d'un moratoire sur tout projet d'achat de logiciel. Ce moratoire concerne-t-il le renouvellement des licences? Le choix d'un logiciel parmi les logiciels de GID déjà en place dans notre établissement est-il soumis au moratoire? Malgré l'incertitude qui planait, nous avons préparé, en collaboration avec le service informatique et en nous s'inspirant de grilles d'évaluation glanées ici et là parmi nos collègues archivistes du réseau, un plan de démarrage de projet pour l'acquisition d'un logiciel de GID en juillet 2015. Toutefois, un changement de porteur de dossier sur le plan informatique et les nombreux autres projets informatiques en cours ont fait en sorte qu'en décembre 2016 le dossier tardait toujours à débloquer. Nous avons néanmoins eu l'autorisation de renouveler pour une période limitée les licences des logiciels déjà installés dans les établissements fusionnés¹⁴. En janvier 2017, l'équipe de gestion documentaire a réactivé le dossier en consacrant ses efforts à l'analyse détaillée de quelques solutions logicielles existantes. Notre objectif est de choisir une application au cours de la présente année.

2.5. Les autres problématiques

Au moment d'écrire cet article, le CIUSSS-SLSJ a seulement quelques mois d'existence. Tel que mentionné précédemment, au cours de cette période de démarrage, notre équipe de gestion documentaire a dû réorienter ses interventions en fonction de la réalité du terrain. Ainsi, outre nos actions précédentes devant conduire à l'implantation d'un SGID, certaines problématiques nous ont particulièrement interpellés.

2.5.1. Le déplacement de personnel

La période de transition actuelle provoque un important remaniement organisationnel. Celui-ci entraîne de nombreux changements de poste et de déménagements internes de direction et d'individus d'une installation physique à une autre. Cette situation nous permet de constater, en premier lieu, que certaines personnes apportent avec elles des dossiers actifs en format papier et laissent sur place une quantité non négligeable de dossiers inactifs (semi-actifs et archives historiques). En second lieu, nous avons remarqué que quelques employés décident d'épurer eux-mêmes leurs dossiers papier avant de quitter leur poste. Dans l'ensemble, il appert finalement que peu d'employés semblent préoccupés par le traitement de leurs documents en format numérique.

De décembre 2015 à décembre 2016, notre équipe de gestion documentaire a donc été dans l'obligation d'intervenir à plusieurs reprises afin de conserver un certain contrôle de la masse documentaire devenue « orpheline ». Ainsi, nous avons d'abord pris l'initiative de distribuer deux notes de service. La première (décembre 2015) était adressée à tous les employés et leur indiquait la marche à suivre générale en ce qui concerne la gestion de leurs documents actifs et inactifs en formats papier et numérique. La seconde (janvier 2016) fut distribuée aux gestionnaires et leur proposait un mécanisme de soutien à leurs équipes lors de la préparation de dossiers, à classer ou à déménager, de façon à assurer la sécurité, l'intégrité et la confidentialité des informations.

Dans la foulée de l'envoi de ces directives, nous avons préparé une procédure de transfert des dossiers inactifs pour faciliter l'application de ces notes : épuration, inventaire sommaire, emboîtement, déménagement et entreposage. En parallèle, nous avons soutenu à plusieurs occasions des employés qui désiraient faire du ménage dans leurs dossiers inactifs.

Pour ce faire, en collaboration avec BAnQ, nous avons préalablement récupéré les calendriers de conservation des établissements fusionnés. Cela nous a permis de répondre à certaines questions précises en regard des règles de conservation légalement applicables et de nous conformer aux directives de BAnQ en la matière.

Ensuite, nous devons nous occuper prioritairement de la quantité importante de documents inactifs laissés sur place, et ce, dans de brefs délais. En effet, à plusieurs endroits, on procède au réaménagement physique de locaux qui doivent être réoccupés par le personnel. Il devient, en quelque sorte, urgent d'inventorier le contenu des boîtes et de trouver rapidement des locaux pour les accueillir. Il y a un risque bien présent que bon nombre de dossiers deviennent introuvables s'ils sont déplacés à l'insu de l'équipe de gestion documentaire.

Notre travail n'est pas facilité par le contexte actuel où, il faut l'avouer, la gestion des dossiers inactifs ne semble pas prioritaire pour certains gestionnaires. Beaucoup de questions surgissent : les locaux pour ranger les dossiers inactifs sont-ils disponibles et adéquatement aménagés ? Quelle direction assume les coûts associés au déménagement et au matériel ? Quels seront les espaces alloués aux archives dites médicales vis-à-vis des archives administratives ? Malgré ces interrogations, l'équipe de gestion documentaire ne perd pas de vue ses objectifs en regard de la gestion des espaces nécessaires à une gestion efficace des documents actifs, semi-actifs et inactifs. Notre insistance à obtenir des réponses a donné des résultats puisque les derniers développements de décembre 2016 laissent entrevoir la possibilité de mettre sur pied un dépôt d'archives historiques permanent dans le secteur Saguenay et un autre dans le secteur Lac-Saint-Jean. L'avenir nous dira si cela se concrétisera.

2.5.2. La prise en charge des documents en format numérique

Bien que l'essentiel de nos actions aient porté jusqu'à présent sur la prise en charge des documents en format papier, nous étions néanmoins conscients, dès le départ, de l'importance de tenir compte des documents numériques. Ainsi, en avril 2016, un projet de stratégie de prise en charge des documents numériques actifs a résulté de nos premières discussions. Ce projet pourrait vraisemblablement avancer puisqu'une de nos prochaines actions en 2017 consistera à rencontrer les agentes administratives des directions afin de connaître, entre autres, leurs besoins

particuliers en ce qui concerne les documents actifs en format numérique. On ne peut ignorer l'importance de l'adhésion de cette catégorie de professionnels, producteurs/créateurs de documents papier et numérique, dans le succès d'un SGID. Dans la même veine, nous avons commencé au même moment une démarche en vue de préserver les sites Web et préparé, en juin 2016, un projet de sauvegarde des archives historiques numériques des établissements fusionnés. Finalement, en novembre 2016, quelques vidéos ayant une valeur historique sur support VHS furent transférées sur disques compacts (CD). Ces quelques réalisations constitueront certes des acquis sur le plan de la prise en charge concrète des documents numériques le moment venu.

3. BILAN À CE JOUR: FACTEURS POSITIFS ET ÉCUEILS

Pouvons-nous cibler avec certitude un élément déclencheur de la prise en charge de la gestion des documents administratifs au sein du CIUSSS-SLSJ ? Notre initiative personnelle ? Les écrits du CNAASS ? Chose certaine, en opérant un certain recul, il appert que certains facteurs ont contribué à initier cette prise en charge. Notons, entre autres, l'inscription de l'activité « gestion documentaire » dans l'organigramme ; la nomination d'un gestionnaire à titre de responsable de cette activité et de l'équipe de gestion documentaire ; la participation de ce gestionnaire dans la recherche de solutions auprès de la direction et de ses collègues gestionnaires¹⁵ ; la mise sur pied d'une véritable équipe de gestion documentaire ; la motivation et le professionnalisme de chaque membre de cette équipe ; le respect des opinions de chaque membre de cette équipe, malgré certaines discussions un tantinet houleuses mais combien productives ; la nécessaire collaboration avec le service informatique et celui des archives médicales.

Bien sûr, tout n'est pas rose ! Pensons aux difficultés rencontrées pour dénicher, auprès des gestionnaires concernés, des locaux pouvant recevoir les documents semi-actifs et inactifs (archives historiques), à ce combat toujours d'actualité dans le réseau de la santé afin de faire reconnaître notre profession et notre champ d'activité professionnelle comme distinct de celui des archives médicales¹⁶, etc. En ce qui regarde le rythme de déploiement du SGID, les actions de l'équipe de gestion documentaire à ce jour peuvent sembler de prime abord tâtonnantes. Cependant, malgré la réalité inhérente à la période actuelle de transition,

les éléments de base pour l'implantation d'un véritable SGID se mettent graduellement en place.

Somme toute, les défis sont importants et la route pourrait s'avérer relativement longue et parsemée d'embûches avant que le CIUSSS-SLSJ ne puisse compter sur un SGID organisationnel et totalement fonctionnel. Toutefois, l'avenir s'annonce prometteur et dépendra en grande partie des ressources humaines, financières et matérielles disponibles. Dans cet ordre d'idées, il est à espérer que l'importance de la gestion des documents administratifs et celle du rôle de l'équipe de gestion documentaire soient non seulement maintenues, mais renforcées. En contrepartie, les autorités du CIUSSS-SLSJ peuvent compter sur une équipe de gestion documentaire dont les membres sont passionnés par leur métier et motivés par le défi qui se présente à eux.

DANY OUELLET

NOTES

1. Ces établissements sont : l'Agence de la santé et des services sociaux du Saguenay–Lac-Saint-Jean ; le Centre de réadaptation en déficience intellectuelle et en troubles envahissants du développement du Saguenay–Lac-Saint-Jean ; le Centre de santé et de services sociaux Cléophas-Claveau ; le Centre de santé et de services sociaux de Chicoutimi ; le Centre de santé et de services sociaux de Jonquière ; le Centre de santé et de services sociaux de Lac-Saint-Jean-Est ; le Centre de santé et de services sociaux Domaine-du-Roy ; le Centre de santé et de services sociaux Maria-Chapdelaine ; le Centre jeunesse du Saguenay–Lac-Saint-Jean.
2. Site Web consulté le 7 décembre 2016 : <http://santesaglac.com/ciuss> (lien non fonctionnel).
3. Les opinions émises dans cet article n'engagent que l'auteur.
4. Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ), l'Association québécoise des établissements de santé et de services sociaux (AQESSS), l'Association des archivistes du Québec (AAQ), l'Association sur l'accès et la protection de l'information (AAPI), l'Association des gestionnaires de l'information de la santé du Québec (AGISQ) et aux établissements universitaires offrant des formations en gestion des documents administratifs.
5. Le CNASSS est né en 2015 suite à l'abolition de l'AQESSS (Association québécoise des établissements de santé et de services sociaux) qui était chargé auparavant d'élaborer le recueil des règles de conservation du réseau de la santé. Ce comité, sous

la supervision de la Direction générale des Archives nationales de BANQ, assume donc maintenant le leadership dans ce dossier. Afin d'assurer une meilleure représentativité et une meilleure connaissance des réalités de ce milieu, le comité peut compter sur une étroite collaboration de ce dernier. De fait, chaque secteur de la santé et des services sociaux est représenté au sein du comité. Outre les activités reliées au recueil, le comité a aussi pour mission d'élaborer des procédures pour rappeler aux organismes de ce secteur public leurs responsabilités par rapport à la Loi sur les archives. Notons enfin que le CNASSS n'est pas un organisme légalement constitué, mais demeure cependant un comité permanent.

6. Ce document a été mis à jour en juin 2015 suite à l'adoption de la loi.
7. Le comité de la haute direction du CIUSSS-SLSJ est l'équivalent d'un comité exécutif.
8. Le contenu de ce guide est constitué d'une série de questions portant sur l'évaluation sommaire de l'usage des outils de gestion des documents administratifs (la politique de gestion des documents administratifs, le plan de classification, le calendrier de conservation, les outils électroniques de repérage, le guide de gestion des documents administratifs, la protection des documents essentiels, les documents confidentiels, le mode de destruction des documents confidentiels et la gestion des documents numériques), suivi d'une évaluation sommaire de la masse documentaire et de commentaires des employés concernés. Le tout est complété par les observations *in situ* par l'équipe de gestion documentaire et de quelques recommandations.
9. Constellio, Documentik, Gestion virtuelle, Logiplus et SyGED.
10. Notre évaluation de la masse documentaire ne portait que sur les documents administratifs et excluait les documents à caractère clinique communément appelés « archives médicales ». Notre équipe de gestion documentaire a décidé de distinguer ces deux secteurs d'activités en gestion de l'information parce que leurs assises légales sont différentes, leurs règles de fonctionnement et les outils utilisés sont particuliers à chacun. De fait, les archives médicales prennent en charge spécifiquement les dossiers de santé et autres documents relatifs aux services de santé, sociaux et communautaires dispensés aux usagers du réseau québécois de santé et de services sociaux. Certes, la gestion des documents administratifs et la gestion des archives médicales sont bien présentes dans nos établissements de santé, mais ce sont deux systèmes tout à fait différents. D'ailleurs, historiquement, la gestion des archives médicales est sous la responsabilité d'un service structuré et reconnu dans l'établissement. Ce dernier a un mandat clairement défini et il peut compter sur des ressources humaines, matérielles et financières qui lui sont propres. Pour la gestion des documents administratifs cependant, c'est en général malheureusement fort différent. Il n'existe que peu ou pas de service de gestion documentaire à proprement parler.
11. Le système de gestion des documents de référence et des documents audiovisuels relatifs à la bibliothéconomie, le système de gestion des archives médicales et les documents personnels à un employé ne sont pas directement concernés par la présente politique.

12. À cette fin, l'équipe de gestion documentaire participe, entre autres, à toute activité relative à l'introduction d'une nouvelle technologie d'information dont l'objet est le traitement de données et de documents soumis au cadre légal en la matière.
13. GALA (Gestion de l'application de la Loi sur les archives), lancé officiellement en février 2014, rend transactionnel le processus de création, de soumission, d'analyse et d'approbation des calendriers de conservation entre les organismes publics et BANQ.
14. En novembre 2016, le Secrétariat du Conseil du trésor du gouvernement du Québec faisait parvenir, à l'ensemble des dirigeants sectoriels de l'information du réseau de la santé et des services sociaux, une lettre indiquant que les organismes publics pourraient considérer et favoriser la sélection d'un logiciel libre pour la gestion intégrée des documents. Un produit a ainsi été sélectionné dans le cadre de la mesure 19 de la Stratégie gouvernementale en TI: Rénover l'État par les technologies de l'information. Au cours des prochains mois, nous devrions donc être en mesure de savoir si cette orientation doit être considérée comme une recommandation, une « forte » recommandation ou une obligation.
15. À notre avis, encore plus que ne l'est l'inscription de l'activité « gestion documentaire » dans l'organigramme, faire comprendre et accepter la nécessité et les avantages d'implanter un SGID auprès des décideurs et des gestionnaires représente un défi important pour l'équipe de gestion documentaire.
16. Force est de constater (voir en bibliographie l'enquête de 2006) que la culture organisationnelle des établissements de santé au Québec en matière de gestion de l'information documentaire est très fortement associée à la gestion du dossier de santé (archives médicales). La gestion des documents administratifs est malheureusement souvent laissée pour compte.

BIBLIOGRAPHIE

Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BANQ). Direction des services aux usagers et aux partenaires. (2015, mai). *Création du CIUSSS et calendriers de conservation*. Directive interne. Québec, Québec: BANQ.

BOUCHARD, C., Gendron, M. et Ducasse, Y. (1992). Les archives médicales et administratives dans les établissements de santé du Québec. Deux services parallèles? *Archives* 24 (1-2), 263-272.

Centre intégré universitaire de la santé et des services sociaux (CIUSSS) du Saguenay–Lac-Saint-Jean. Équipe de gestion documentaire.

(2016, octobre). *État de situation de la gestion documentaire des 9 établissements fusionnés*. Rapport interne. Chicoutimi, Québec: CIUSS.

Centre intégré universitaire de la santé et des services sociaux (CIUSSS) du Saguenay–Lac-Saint-Jean. Équipe de gestion documentaire. (2015, décembre). *Le portrait documentaire des établissements fusionnés. Prise d’inventaire*. Rapport interne. Chicoutimi, Québec: CIUSS.

Centre intégré universitaire de la santé et des services sociaux (CIUSSS) du Saguenay–Lac-Saint-Jean. (2016, juin). *Politique relative à la gestion des documents administratifs*. PO-AJ.011. Chicoutimi, Québec: CIUSS. Repéré à http://santesaglac.gouv.qc.ca/medias/documents/politiques_internes/politique_relative_gestion_documents_administratifs_vf_2017-01-19.pdf

Comité national des archives de la santé et des services sociaux (CNASSS). (2015, juin). *Les documents inactifs du réseau de la santé et des services sociaux dans le contexte de la Loi modifiant l’organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l’abolition des agences régionales. Principes directeurs*. Montréal, Québec: Bibliothèque et Archives nationales du Québec. Repéré à http://www.banq.qc.ca/documents/archives/archivistique_gestion/partenaires/organismes_publics/fusion/Documents_inactifs_sante_loi_10_2015-06-05.pdf

Comité national des archives de la santé et des services sociaux (CNASSS). (2017). *Recueil des règles de conservation des documents des établissements de santé et de services sociaux du Québec*. Québec, Québec: Bibliothèque et Archives nationales du Québec. Repéré à <http://www.banq.qc.ca/dotAsset/ae7e54d4-6379-4fea-88d8-bdac78173e06.pdf>

Loi modifiant l’organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l’abolition des agences régionales. (RLRQ, chapitre O-7.2.). Repéré à <http://www.legisquebec.gouv.qc.ca/fr/ShowDoc/cs/O-7.2>

Loi sur l’accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels. (RLRQ, chapitre A-2.1.) Repéré à <http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/ShowDoc/cs/A-2.1>

Loi sur les archives. (RLRQ, chapitre A-21.1.) Repéré à <http://www.legisquebec.gouv.qc.ca/fr/showdoc/cs/A-21.1>

OUELLET, D. (2006, décembre). *Enquête sur la gestion documentaire dans les centres de santé et de services sociaux du Québec*. Document interne. Chicoutimi, Québec.

OUELLET, D. (2015, mai). *La prise en charge de la gestion documentaire au Centre universitaire de santé et des services sociaux (CIUSSS) du Saguenay-Lac-Saint-Jean : une nécessité*. Document interne. Chicoutimi, Québec.

OUELLET, D. (2014, novembre). *La réforme de notre système de santé et la gestion de l'information documentaire*. Document interne. Chicoutimi, Québec.

OUELLET, D. – Consuldoc enr. (2016, novembre). *Guide pour élaborer le portrait documentaire d'un poste de classement des documents administratifs*. Document interne. Chicoutimi, Québec : Consuldoc Enr.

AVANT-PROPOS

Introduction aux mémoires sur le renouvellement de la politique culturelle du Québec (2016)

ELAINE SIROIS

Directrice, Archives Deschâtelets-NDC

La politique culturelle du Québec a 25 ans. C'est beaucoup ! La société a évolué sur le plan culturel, que ce soit en matière de pratiques ou de diversité, sans parler de la mondialisation, des changements démographiques et du développement des technologies (Ministère de la Culture et des Communications du Québec, 2017c). C'est pourquoi le gouvernement du Québec a ressenti le besoin d'actualiser sa politique. Pour ce faire, plusieurs stratégies et consultations publiques ont eu lieu, dont celle du dépôt de mémoires rédigés par des organismes et institutions du milieu culturel. Plusieurs associations et organisations du domaine des archives ont saisi cette occasion de démontrer la place prépondérante qu'occupent les archives dans la vie culturelle québécoise.

La revue *Archives* a choisi de vous présenter trois de ces mémoires. Pourquoi ? Certainement pour leur offrir une meilleure diffusion au sein même d'une clientèle gagnée d'avance, mais surtout pour vous présenter une mise à jour de la situation des archives au Québec et, pourquoi pas, vous proposer des arguments quant au rôle culturel joué par celles-ci.

Les mémoires que vous lirez dans ce numéro ont été déposés au ministère de la Culture et des Communications du Québec (MCC) pendant l'été 2016. En tout, 430 mémoires ont été déposés provenant de divers milieux culturels, de municipalités, d'associations et de citoyens qui ont à cœur la culture québécoise. Le milieu des archives s'est mobilisé de plusieurs façons. L'Association des archivistes du Québec a déposé son mémoire, réclamant ainsi une place de choix pour les archives dans la nouvelle politique culturelle, un rôle reconnu pour les archivistes dans la préservation du patrimoine ainsi qu'une refonte de la Loi sur les archives (Association des archivistes du Québec, 2016).

Le domaine des archives religieuses a aussi réagi. Les trois associations reliées à ce domaine se sont regroupées pour présenter un mémoire commun. Il s'agit du comité des archives du Conseil du patrimoine religieux du Québec (CPRQ), le Regroupement des archivistes religieux du Québec (RAR) et la Table de concertation des archives religieuses de la région de Montréal (TCARM). Leur mémoire, intitulé *Forces vives oubliées de la culture québécoise*, réitère la richesse des archives religieuses et présente un état de la situation dans un contexte de décroissance et de vieillissement des membres des communautés religieuses.

Le troisième mémoire, celui de l'Église catholique de Québec, propose une réflexion sur l'importance du patrimoine religieux. L'Église de Québec souhaite entre autres que le MCC intègre explicitement le patrimoine religieux dans sa politique culturelle. Le patrimoine archivistique religieux est présenté comme un témoin du patrimoine immobilier dont il documente les bâtiments, les œuvres d'art et les objets de culte. Les archives rappellent aussi les rites et pratiques religieuses tout en véhiculant le message évangélique (Église catholique de Québec, 2016, p. 3). Parmi ses nombreuses recommandations, l'Église de Québec propose notamment de poursuivre la compilation et la mise à jour des inventaires du patrimoine religieux ainsi que la réalisation d'un état des lieux de ce patrimoine (2016, p. 7). Ce projet pourrait facilement être réalisé par le CPRQ, pour lequel l'Église de Québec recommande d'ailleurs un élargissement de son mandat et de son financement afin qu'il puisse prendre en charge des aspects actuellement non couverts par son programme, dont la conservation et la diffusion du patrimoine archivistique (2016, p. 9).

Suite au dépôt des mémoires et à de nombreuses consultations publiques à travers la province, le MCC propose une ébauche de

sa nouvelle politique dans le document *Partout, la culture, Politique québécoise de la culture*, disponible en ligne (2017b). Des consultations publiques sur cette version ont été tenues les 5 et 6 septembre 2017, lors d'un forum national, afin de permettre aux différentes associations du milieu culturel de réagir aux nouvelles orientations (MCC, 2017a). Plusieurs associations étaient présentes lors de ces deux journées : les bibliothécaires, les libraires, les historiens, les muséologues... mais pas les archivistes ! Étonnamment, les archives ne semblent pas être associées à la culture et les archivistes ont encore beaucoup de travail à faire, même au niveau gouvernemental, pour se faire valoir en tant qu'acteurs culturels.

Dans son projet de nouvelle politique, un document d'une cinquantaine de pages, le MCC n'évoque qu'à une seule reprise le mot « archives » dans un encart à propos du caractère irremplaçable du patrimoine culturel :

Que l'on parle de paysages, d'immeubles, de patrimoine immatériel, de sites archéologiques, de personnages et d'événements historiques ou encore de collections conservées dans les institutions muséales et les centres d'archives, le patrimoine culturel témoigne de l'histoire et de l'évolution de la société. (2017b, p. 27)

Quant au mot « archiviste », il n'apparaît également qu'une seule fois, à la page précédente :

La connaissance, la protection, la valorisation et la transmission du patrimoine culturel sont des responsabilités collectives portées par de multiples intervenants (municipalités, propriétaires d'immeubles, bénévoles, porteurs de tradition, muséologues, archivistes, archéologues, médiateurs, travailleurs des métiers traditionnels du bâtiment, etc.). Tous investissent temps, énergie et argent au bénéfice de l'ensemble de la société québécoise. (2017b, p. 26)

Dans ce projet de politique, le MCC s'engage à soutenir les acteurs culturels dans leur travail. Ce principe est louable, restera à voir s'il s'accompagnera de mesures concrètes. Reconnaisant que l'État québécois est lui-même propriétaire de nombreux documents, il s'engage à les traiter de manière exemplaire pour les transmettre aux générations futures (2017b, p. 26). Cet engagement est rassurant, quoiqu'il n'apporte rien de bien nouveau.

Ce peu de visibilité des archives dans la nouvelle politique s'explique-t-il, en partie, par la composition du comité scientifique chargé de sa rédaction? Composé de treize membres, il regroupe surtout des gens provenant des milieux de l'architecture et de l'urbanisme. Il n'y a pas d'historiens, encore moins d'archivistes. Comment peut-on rédiger une politique culturelle sans le concours d'un historien?

Bien que les archives n'occupent pas une grande place dans ce mémoire, elles y sont tout de même mentionnées. Cependant, encore et toujours, un grand travail de reconnaissance reste à accomplir. Les archives sont souvent au début de la chaîne patrimoniale, préservant des documents sous une variété de supports qui témoignent des origines, des pratiques et des manifestations culturelles d'hier et d'aujourd'hui. Elles sont, par exemple, souvent requises pour des travaux de restauration et de mise en valeur patrimoniales. Les tient-on pour acquises? Elles ont toujours été là et le seront toujours? Elles vivent dans l'ombre, au même titre que leurs archivistes. Il est temps de sortir de nos centres d'archives et de nous manifester. C'est ce qu'ont tenté de faire les archivistes qui ont rédigé les mémoires soumis à votre regard dans ce numéro. Continuons d'en parler et de faire valoir la place importante des archives dans la culture québécoise.

ELAINE SIROIS

BIBLIOGRAPHIE

ASSOCIATION DES ARCHIVISTES DU QUÉBEC. (2016). *Renouvellement de la politique culturelle du Québec*. Repéré à https://www.mcc.gouv.qc.ca/fileadmin/documents/Politique-culturelle/Memoires_Metadonnees/Association_des_archivistes_du_Quebec_memoirel.pdf

COMITÉ DES ARCHIVES DU CONSEIL DU PATRIMOINE RELIGIEUX DU QUÉBEC (CPRQ), REGROUPEMENT DES ARCHIVISTES RELIGIEUX DU QUÉBEC (RAR) ET TABLE DE CONCERTATION DES ARCHIVES RELIGIEUSES DE LA RÉGION DE MONTRÉAL (TCARAM). (2016), *Forces vives oubliées de la culture québécoise: les archives religieuses*. Repéré à https://www.mcc.gouv.qc.ca/fileadmin/documents/Politique-culturelle/Memoires_Metadonnees/Conseil_du_patrimoine_religieux_du_Quebec_et_Regroupement_des_Archivistes_memoire.pdf

ÉGLISE CATHOLIQUE DE QUÉBEC. (2016). *Mémoire présenté dans le cadre de la consultation publique sur le renouvellement de la politique culturelle du Québec*. Repéré à https://www.mcc.gouv.qc.ca/fileadmin/documents/Politique-culturelle/Memoires_Metadonnees/Archidipcese_catholique_memoire.pdf

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS DU QUÉBEC (MCC). (2017a). Consultation sur le projet de politique québécoise de la culture. Repéré à <https://www.mcc.gouv.qc.ca/index.php?id=6120>

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS DU QUÉBEC (MCC). (2017b). *Partout, la culture. Politique québécoise de la culture*. Repéré à https://www.mcc.gouv.qc.ca/fileadmin/documents/grands_dossiers/PolitiqueQcCulture/PartoutLaCulture.pdf

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS DU QUÉBEC (MCC). (2017c). *Partout, la culture. Politique québécoise de la culture*. Contexte. Repéré à <https://www.mcc.gouv.qc.ca/index.php?id=5795>

MÉMOIRE

Renouvellement de la politique culturelle du Québec

ASSOCIATION DES ARCHIVISTES DU QUÉBEC

Créée en 1967, l'Association des archivistes du Québec (AAQ) regroupe plus de 650 gestionnaires de documents et d'archivistes professionnels, majoritairement du Québec, qui œuvrent au sein d'organismes publics et privés. Ses membres assurent une saine gestion des documents et des archives ainsi que l'intégrité, l'intelligibilité, l'authenticité et la pérennité des informations qu'ils détiennent, participant ainsi au maintien et au développement de la démocratie, à la transparence des organismes et au respect des droits des personnes tout en garantissant la constitution d'une mémoire nationale.

L'AAQ travaille en étroite collaboration avec Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) et participe activement aux activités du Conseil canadien des archives (CCA) et du Conseil international des archives (ICA). Elle s'insère donc dans l'infrastructure archivistique nationale et internationale, et participe aux actions que celle-ci met en œuvre.

L'AAQ compte à son crédit plusieurs interventions publiques. Ses membres se sont toujours sentis concernés par les mesures prises par le législateur en matière de gestion des archives, d'accès à l'information, de protection des renseignements personnels ainsi que de préservation

et d'accessibilité de notre patrimoine culturel, y compris celui de nature numérique. Ainsi, l'AAQ a présenté plusieurs mémoires depuis sa fondation. Ses interventions auprès des gouvernements sur des dossiers majeurs démontrent son dynamisme et son expertise en archivistique. Et c'est toujours dans un but de collaboration que nous présentons le présent mémoire.

1. SOMMAIRE

L'AAQ accueille favorablement les démarches entreprises par le ministère de la Culture et des Communications en vue du renouvellement de la politique culturelle datant de 1992. Il nous semble très important de moderniser l'État, ses lois, ses règlements et ses politiques, en tenant compte des réalités actuelles.

Nous croyons que les huit grands principes qui orientent la production de la prochaine politique culturelle du Québec sont tout à fait pertinents dans leur ensemble et peuvent servir d'assises à cette dernière. Ils évoquent nos racines francophones, notre identité et nos relations avec les autres peuples d'ici et d'ailleurs. Ils rappellent l'importance de la culture dans notre société et évoquent la participation de tous les citoyens, cette contribution étant par ailleurs primordiale, dans l'affirmation de nos caractères politique et artistique.

L'AAQ est particulièrement interpellée par les principes énoncés par le ministre qui soulignent le caractère essentiel de la culture ainsi que la participation, la contribution et l'accès de tous à celle-ci par le Web, évidemment, mais aussi par une présence régionale et locale. Pour assurer la longévité de ces principes, l'engagement de l'État doit être non seulement soutenu, mais également augmenté.

Nos recommandations en bref :

1. Assurer une place prépondérante aux archives dans la nouvelle politique culturelle, en tant que vecteur essentiel de nos connaissances culturelles, artistiques, historiques et patrimoniales.
2. Assurer aux archivistes une place significative en tant qu'acteur dans la préservation du patrimoine culturel québécois.

3. Effectuer une refonte complète de la Loi sur les archives (RLRQ, chapitre A-21.1) pour assurer la constitution, la préservation et la mise en valeur du patrimoine documentaire québécois.
4. Revoir la Loi sur les archives (RLRQ, chapitre A-21.1) pour s'adapter aux pratiques actuelles et favoriser la transition numérique des documents à valeur pérenne tout en en garantissant l'authenticité, l'intégrité et la fiabilité.
5. Insérer dans la Loi sur les archives (RLRQ, chapitre A-21.1) une référence directe à la présence régionale et aux activités de diffusion de BAnQ.
6. Revoir le titre de la loi pour qu'il soit changé par « Loi sur la gestion des archives », titre plus dynamique et correspondant mieux aux pratiques.
7. S'engager à offrir un financement public favorisant la pérennité et le rayonnement des services d'archives locaux en améliorant leur capacité de préserver, de rendre accessible et de promouvoir le patrimoine documentaire.

2. CARACTÈRE ESSENTIEL DE LA CULTURE

Les enjeux culturels du Québec d'aujourd'hui sont fragiles à l'heure de la mondialisation des contenus culturels et des échanges virtuels, qui ne nécessitent plus les endroits d'échanges traditionnels. La culture n'est plus le vase clos des théâtres, des musées, des salles de concert ou de spectacles, des bibliothèques ou des centres d'archives.

Elle devient plutôt la réalité d'une quantité de nouveaux modèles de création, individuels ou collectifs et d'œuvres numériques qui sont souvent diffusées à l'échelle mondiale. Ajoutons à cela la transmission des savoirs et des connaissances en temps réel par le biais du Web. Le monde vit depuis quelque temps une véritable et rapide révolution qui élimine toutes les frontières du temps et de l'espace. Le Québec doit nécessairement être proactif et présent s'il veut être entendu, écouté, lu, visionné, consulté partout dans la francophonie ou dans le monde.

L'AAQ estime cependant que les domaines des archives et du patrimoine documentaire sont les grands oubliés du cahier de consultation présenté par le Ministère. Il s'agit pour nous d'un recul important sur la reconnaissance des archives comme patrimoine culturel du Québec.

Les archives sont la source de toutes publications scientifiques et d'œuvres artistiques à saveur historique qui s'appuient sur des documents authentiques. Pensons au *Moulin à images* de Robert Lepage et à plusieurs autres œuvres théâtrales qui s'appuient sur les documents d'archives, notamment *Sauvageau, Sauvageau*, la pièce du Théâtre Blanc qui repose essentiellement sur les manuscrits du créateur; aux expositions virtuelles ou dans les musées; ainsi qu'à plusieurs émissions de télévision grand public comme *Les enfants de la télé* diffusée à Radio-Canada depuis plusieurs années.

La culture doit être considérée comme un élément fondamental du développement des sociétés, au même titre que les dimensions sociale, économique et environnementale. Cela suppose que les archives, comme élément du patrimoine, soient prises en compte dans toutes les stratégies de développement.

Les archives éclairent la culture en préservant les documents sous toutes ses formes: photographies, manuscrits, enregistrements sonores ou vidéos, cartes et plans et, dès à présent, documents numériques. Tous doivent avoir accès à la vie culturelle et pour ce faire, un accès large et démocratique doit s'appliquer aux archives qui constituent une partie essentielle de notre patrimoine.

Mentionnons que le registre *Mémoire du monde* de l'UNESCO a classé les archives du Séminaire de Québec comme trésor mondial. D'autres fonds d'archives au Canada ont eu la même reconnaissance internationale. Les archives ont le pouvoir de préciser, valider, développer et améliorer nos connaissances sur des livres, des artefacts, des tableaux, des films et des créateurs. Elles sont elles-mêmes des documents de culture.

Comme professionnel, l'archiviste joue un rôle incontournable dans la société pour assurer l'organisation, la protection, la conservation et la mise en valeur du patrimoine documentaire québécois. Ces professionnels jouent un rôle-conseil important auprès de leur organisation, spécialement dans le développement de solutions et d'outils, dans l'application des lois

et règlements et dans le développement et la mise en place de politiques, directives et procédures.

Ils sont également des médiateurs culturels et voient à la mise en place de moyens d'accompagnement, de création et d'intervention destinés aux citoyens et aux publics du milieu artistique et culturel. Les archivistes sont un point de contact direct et personnalisé entre publics, artistes et intervenants pour la création, la production et la diffusion de la culture, sous toutes ses formes.

Recommandation 1 :

Conformément au principe A selon lequel « la culture est porteuse de sens, d'identité et de valeurs » (Ministère de la Culture et des Communications, 2016, p. 8) il nous paraît clair que les archives sont un moteur de développement culturel inestimable et qu'elles sont présentes dans toutes nos régions. Ainsi, la politique culturelle doit assurer une place prépondérante aux archives en tant que vecteur essentiel de nos connaissances culturelles, artistiques, historiques et patrimoniales.

Recommandation 2 :

Attendu que la conservation de ces archives est de plus en plus confiée à des professionnels, la politique culturelle doit assurer une place significative aux archivistes en tant qu'acteurs dans la préservation du patrimoine culturel québécois dont font partie intégrante les archives. Il en va du respect du principe A qui veut que « la culture participe également au développement [...] de la vie en société » (Ministère de la Culture et des Communications, 2016, p. 8).

3. ACCÈS, PARTICIPATION ET CONTRIBUTION

L'accès, la participation et la contribution de tous à la culture sont des principes de base qui peuvent être menacés dans un monde où le numérique a pris une place prépondérante. Chaque citoyen peut maintenant s'improviser créateur et diffuser sa création en temps réel, avec des coûts de production minimes, partout et pour tous. Il en va de même pour les organisations.

En tant qu'archivistes, nous voyons cette situation comme précaire ; la société québécoise doit s'assurer que la culture reste pérenne et accessible au bénéfice des générations actuelles et futures. La meilleure façon d'assurer que les documents de toute nature qui ont une valeur pérenne seront préservés et arriveront dans les dépôts d'archives est de réformer et rendre plus forte la Loi sur les archives (RLRQ, chapitre A-21.1).

La Loi sur les archives (RLRQ, chapitre A-21.1) et ses règlements – qui doivent également être revus dans cette perspective – devra faire une juste place à la gestion des documents actifs et semi-actifs en reconnaissant que la majorité des actions découlant de la loi sont réalisées dans ce domaine par les ministères et organismes assujettis (plus de 150 ministères et organismes du secteur public centralisé et 2 570 organismes du secteur public décentralisé). Il s'agit donc de l'adoption d'une approche systémique de la gestion des documents en s'appuyant sur les critères d'authenticité, de fiabilité, d'intégrité et d'exploitabilité. Bref, les décisions principales en archivistique contemporaine se doivent d'être prises en amont du cycle de vie des archives.

Les archives sont essentielles pour que la mémoire des organisations soit documentée et rendue accessible aux générations actuelles et futures. L'accès à l'information, et donc au patrimoine, se révèle parfois difficile pour les citoyens qui souhaitent consulter les documents publics. La Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1) est devenue, au fil de la jurisprudence, une loi contre l'accès. Sans une bonne gestion documentaire et sans une loi sur les archives revue dans un esprit de bonne gouvernance et d'imputabilité, l'accès aux documents n'est absolument pas garanti.

Recommandation 3 :

Attendu que les organisations publiques sont assujetties à la Loi sur les archives (RLRQ, chapitre A-21.1) et que celle-ci devrait donner aux gestionnaires de documents et archivistes des organismes assujettis les outils et leviers nécessaires qui leur permettront de constituer le patrimoine de demain, nous préconisons une refonte complète de cette Loi sur les archives, qui a été adoptée en 1983.

Recommandation 4:

Attendu que les archives de demain seront presque essentiellement numériques, la Loi sur les archives (RLRQ, chapitre A-21.1) doit être revue pour s'adapter aux pratiques actuelles et favoriser la transition numérique des documents à valeur pérenne tout en en garantissant l'authenticité, l'intégrité et la fiabilité.

Recommandation 5:

Attendu que BAnQ a pour mission d'offrir un accès démocratique au patrimoine documentaire, à la culture et au savoir, contribuant ainsi à l'épanouissement des citoyens, la Loi sur les archives (RLRQ, chapitre A-21.1) devrait faire une référence directe à la présence régionale et aux activités de diffusion de BAnQ.

Recommandation 6:

En ce sens nous recommandons également que le titre de la Loi soit changé pour « Loi sur la gestion des archives », titre plus dynamique et correspondant mieux aux pratiques.

4. ENGAGEMENT DE L'ÉTAT ET AFFIRMATION DU CARACTÈRE FRANCOPHONE DU QUÉBEC

L'engagement de l'État dans la culture demeure un atout majeur dans la survie de notre identité francophone en Amérique, dans la promotion de nos acquis et dans la diffusion de nos œuvres. Il faut que cette identité soit assurée grâce à une culture forte et diffusée partout sur le territoire, dans la francophonie et même ailleurs.

L'état doit également amplifier son rôle de gardien du patrimoine religieux en particulier en ce qui a trait à leurs documents d'archives. Les communautés religieuses possèdent des fonds d'archives dont la richesse n'est plus à démontrer, mais il leur faut de l'aide pour les mettre en valeur, les identifier, les décrire, les numériser, etc. Les missions du Ministère et de BAnQ sont toujours pertinentes, mais leurs moyens doivent être augmentés, tant sur le plan du financement que sur celui du législatif.

Recommandation 7:

L'État doit s'engager à offrir un financement favorisant la pérennité et le rayonnement des services d'archives locaux en améliorant leur capacité de préserver, de rendre accessible et de promouvoir le patrimoine documentaire. Ces contributions donneront aux communautés locales des occasions d'évoluer, de demeurer viables et d'agir de façon stratégique. Elles accroîtront la capacité des institutions locales de préserver le patrimoine documentaire du Québec de façon plus durable. Un tel programme de financement pourrait couvrir la formation des professionnels, la mise en place de projets de diffusion ou encore de numérisation de notre patrimoine documentaire.

CONCLUSION

En guise de conclusion à ce mémoire, l'Association des archivistes du Québec ne saurait trop insister sur l'urgence et le caractère essentiel d'une révision en profondeur de la Loi sur les archives (RLRQ, chapitre A-21.1) qui est un des piliers fondamentaux de la nouvelle politique culturelle dont veut se doter le Québec. Car ne l'oublions pas, les archives sont à la culture ce que la fondation est à l'édifice. Aussi solide soit la fondation, aussi pérenne sera l'édifice.

ASSOCIATION DES ARCHIVISTES DU QUÉBEC

BIBLIOGRAPHIE

Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1). Repéré à <http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/showdoc/cs/A-2.1>

Loi sur les archives (RLRQ, chapitre A-21.1). Repéré à <http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/showdoc/cs/A-21.1>

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS. (2016).
*Consultation publique - Renouveau de la politique culturelle
du Québec. Un nouveau chapitre culturel pour le Québec.* Cahier
de consultation. Repéré à [https://www.mcc.gouv.qc.ca/fileadmin/
documents/Politique_culturelle/RPC-CahierConsultation.pdf](https://www.mcc.gouv.qc.ca/fileadmin/documents/Politique_culturelle/RPC-CahierConsultation.pdf)

MÉMOIRE

Forces vives oubliées de la culture québécoise : les archives religieuses

**COMITÉ DES ARCHIVES DU CONSEIL DU PATRIMOINE
RELIGIEUX DU QUÉBEC, REGROUPEMENT DES
ARCHIVISTES RELIGIEUX DU QUÉBEC ET TABLE DE
CONCERTATION DES ARCHIVES RELIGIEUSES DE LA
RÉGION DE MONTRÉAL**

DAVID BUREAU

Archiviste, Oratoire Saint-Joseph du Mont-Royal

STEPHANE COMEAU

Adjoint du chancelier et archiviste, Archevêché de Montréal

MARIE-PIERRE COURCHESNE

Archiviste, Service des archives de l'Administration générale des Religieuses Hospitalières de Saint-Joseph

HELENE ÉLEMENT

Responsable des archives, Congrégation des Sœurs de Sainte-Anne

MARC LACASSE

Archiviste et coordonnateur du département des archives, Univers culturel de Saint-Sulpice

STEPHAN MARTEL

Historien, gestionnaire du Centre de documentation et archives, Musée Marguerite-Bourgeoys

ELAINE SIROIS

Archiviste et directrice, Archives Deschâtelets-NDC des missionnaires Oblats de Marie Immaculée

PRÉSENTATION DES ORGANISMES SIGNATAIRES

Le Conseil du patrimoine religieux du Québec (CPRQ), Comité des archives

C'est en 2006 que le comité des archives voit le jour au sein du Conseil du patrimoine religieux du Québec (CPRQ). Fondé en 1995, le CPRQ est un organisme à but non lucratif qui œuvre à l'échelle du Québec avec pour mission de soutenir et de promouvoir la conservation et la mise en valeur du patrimoine religieux québécois. Le comité des archives témoigne du souci du CPRQ d'inclure le patrimoine archivistique dans son champ d'intervention. Ce comité est composé d'archivistes de communautés religieuses féminines, masculines, d'archivistes diocésains (dont le diocèse anglican) de deux historiens et de collaborateurs ponctuels. Il a pour but d'encourager les représentants de différentes traditions religieuses et leurs communautés religieuses à assurer la pérennité de leurs archives, afin d'en garantir la valeur de témoignage pour les générations à venir. Le comité vise entre autres à : 1. Promouvoir les archives religieuses en sensibilisant la population et les décideurs à l'importance de ce patrimoine ; 2. Soutenir toute initiative émanant du milieu des archivistes religieux qui concourent à remplir sa mission ; 3. Favoriser les échanges entre les différents intervenants du patrimoine. De 2012 à 2016, le comité des archives a tenu quatre Journées des archives religieuses rassemblant un total de près

de 500 intervenants(es) afin d'aborder des sujets touchant la pérennité des archives religieuses et leur mise en valeur. En 2016, anticipant les besoins qui vont toucher les détenteurs d'archives, le comité a rédigé un guide de déménagement de dépôt d'archives.

Le Regroupement des archivistes religieux du Québec (RAR)

Créé en 1978 et incorporé en 1991, le Regroupement des archivistes religieux est une association au service des archivistes qui œuvrent dans les congrégations religieuses, les chancelleries diocésaines, les fabriques de paroisses, les instituts séculiers, les ordres et les sociétés religieuses. Elle offre à ces professionnels de la mémoire, désireux de s'entraider, un soutien dans l'accomplissement de leur tâche et un lieu de formation et d'échange sur tout sujet relatif à la préservation, la diffusion et l'avenir des archives ecclésiastiques dont ils sont les responsables.

La Table de concertation des archives religieuses de la région de Montréal (TCARM)

Fondée en janvier 2014, la Table de concertation des archives religieuses de la région de Montréal est une initiative du Regroupement des archivistes religieux (RAR) et de congrégations religieuses. Elle regroupe une vingtaine de communautés membres, actives ou ayant été actives à Montréal. Dans le contexte actuel où la majorité des communautés religieuses subissent une décroissance du nombre de leurs membres et doivent se départir de plusieurs de leurs biens, la TCARM a pour objectif principal de mettre sur pied un Centre du patrimoine religieux à Montréal, qui aura pour objet la préservation et la diffusion des archives, des publications, des biens mobiliers et des œuvres d'art témoignant de l'histoire et de l'importance du fait religieux pour l'histoire du Québec. Ce Centre vise à offrir des solutions pérennes afin d'assurer l'avenir de cet héritage et sa mise en valeur. Il aura aussi pour mission d'être un pôle touristique, historique, éducatif et culturel. Le comité exécutif travaille actuellement à doter la TCARM d'un statut juridique, à trouver du financement et un lieu pour accueillir ce futur Centre. En parallèle, il s'active aussi à mettre en place des activités de réseautage et de sensibilisation afin de mettre en valeur le projet et à en faciliter la mise en place.

PRÉLUDE

Depuis la publication du mémoire sur l'avenir des archives religieuses, il s'est écoulé plus d'une année et le projet de la Table de concertation des archives religieuses de Montréal (TCARM) a pris son envol. Déjà, le sigle TCARM est délaissé pour s'adapter à sa nouvelle réalité, plus concrète, celle du Centre d'archives et de patrimoine religieux de Montréal (CAPREM). Les deux termes se réfèrent à la même entité, à la seule exception que le CAPREM reflète un certain degré de maturité atteint par le projet.

Dès 2016, le CAPREM a suscité l'intérêt de la Ville de Montréal. Depuis, un comité bilatéral formé des membres du comité exécutif du CAPREM, de représentants de la Ville de Montréal, d'un représentant de Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) et du ministère de la Culture et des Communications (MCC) du gouvernement du Québec a été mis en place. En 2017, l'achat du couvent des Religieuses hospitalières de Saint-Joseph par la Ville de Montréal ouvre une opportunité au CAPREM de faire partie du projet. Nommé Cité des Hospitalières, la thématique développée pour le site sera celle du « vivre ensemble ». Cette proposition a été accueillie avec enthousiasme par les communautés religieuses et les organismes membres du CAPREM.

Récemment, le CAPREM a engagé son premier directeur en la personne de Monsieur Simon Bissonnette. Ce dernier cumule plus de quinze années d'expérience en direction au sein de moyennes et grandes organisations. Il est par ailleurs l'artisan de la restauration et l'ouverture au public de la maison Félix-Leclerc à Vaudreuil. Son premier mandat au CAPREM sera de doter l'organisme d'une existence juridique. Un premier pas vers l'existence officielle de l'organisme pour sa pérennité et celle du patrimoine religieux à sauvegarder et à transmettre.

Pour d'autres informations sur le CAPREM, veuillez contacter Monsieur Simon Bissonnette au (514) 397-9415 ou par courriel : sbissonnette@tcarm.org

INTRODUCTION

Le présent mémoire est le fruit des efforts d'archivistes et d'historiens professionnels qui, au-delà de leurs activités quotidiennes dans leurs

institutions respectives, s'impliquent bénévolement au sein de leur milieu associatif et trouvent du temps pour promouvoir la conservation et la mise en valeur du patrimoine archivistique.

1. LA RICHESSE DES ARCHIVES RELIGIEUSES

Le milieu des archives religieuses, représenté par les associations œuvrant pour leur sauvegarde et leur diffusion, est particulièrement interpellé par le renouvellement de la politique culturelle du gouvernement du Québec. Chroniquement sous-financées, souvent en danger ou déjà perdues, les archives religieuses revendiquent la reconnaissance de leur rôle comme pilier de la culture québécoise.

Il est impossible de soustraire le fait religieux de l'histoire québécoise. Des découvreurs et colons, essentiellement des chrétiens catholiques, sont venus en Nouvelle-France, pour s'y établir. Très tôt, des communautés religieuses françaises se sont implantées dans la colonie. Les Récollets, Jésuites, Sulpiciens, Ursulines, Hospitalières de Saint-Joseph et les Augustines, animés par une mission d'évangélisation, ont bâti des écoles et des hôpitaux¹. Certains ordres religieux ont leur origine en terre canadienne, comme les sœurs de la Congrégation de Notre-Dame et les Sœurs de la Charité de Montréal (Sœurs Grises). La forte influence de l'Église catholique en Nouvelle-France s'explique également par l'édit de Fontainebleau, que proclama Louis XIV en 1685, qui interdisait aux non-catholiques de s'établir dans la colonie. En dépit de la Conquête britannique, la religion catholique s'est maintenue, puis a continué à croître en notre province. C'est pourquoi les archives religieuses du Québec sont surtout catholiques, bien qu'elles s'enrichissent depuis la conquête de la Nouvelle-France par la Grande-Bretagne de l'apport des traditions anglicanes, protestantes, orthodoxes, juives, et, plus récemment, musulmanes, sans oublier les traces des traditions autochtones.

Les organismes religieux créateurs d'archives sont divers. Il y a notamment :

- Les communautés religieuses où les membres sont réunis selon un rythme structuré par la prière et les différents services communs². Chaque communauté a son propre charisme et sa propre mission dans l'Église ;

- Les paroisses, subdivisions territoriales relevant d'un diocèse, où une communauté précise de fidèles bénéficie des services d'un curé ;
- Les diocèses, circonscriptions ecclésiastiques dirigées par un évêque ;
- Les mouvements, œuvres sociales et autres organismes ayant eu une dimension religieuse à leur origine et dans leur mission.

Les archives religieuses sont bien plus que de simples chroniques à citer dans les livres d'histoire, dans les festivals et les commémorations. Ces archives sont aussi indispensables afin de documenter et de contextualiser les autres types de patrimoines religieux.

Les patrimoines immobiliers et immatériels ont fait l'objet d'une grande attention de la part des autorités en terme de subventions ou d'actions concrètes de préservation ces dernières années. Toutefois, que serait une église sans les plans de celle-ci, soigneusement conservés au fil des décennies et des documents expliquant les raisons de cette construction ? Comment restaurer des biens immobiliers sans photographies et documents textuels expliquant leur utilisation au fil du temps ? Comment saisir toute la signification des objets de culte sans comprendre les croyances et les usages qui y sont reliés ? Les archives constituent une pièce maîtresse du patrimoine religieux et culturel du Québec et méritent une attention primordiale à l'heure où beaucoup d'entre elles sont menacées de disparition due à des conditions de conservation inadéquates et au manque de financement.

D'un point de vue beaucoup plus large, les archives ecclésiales permettent non seulement de documenter l'histoire des communautés religieuses et des institutions des différentes églises, mais aussi l'histoire de la société québécoise dans son ensemble. Tous citoyens et citoyennes peuvent se sentir interpellés par le patrimoine religieux puisqu'il se trouve à l'origine d'un grand nombre de nos institutions contemporaines, notamment des milieux éducatif, hospitalier, culturel, etc. Notons, par exemple, les liens historiques avec les autres pays de la Francophonie, dont nous conservons les traces dans les archives religieuses québécoises. Plusieurs communautés religieuses proviennent de ces pays ou encore ont envoyé des missionnaires dans d'autres pays de la Francophonie. La diffusion des archives qui en témoignent suscite l'intérêt des citoyens et permet ainsi d'accroître la place de la culture du Québec au sein du réseau de la Francophonie. Par ailleurs, les archives religieuses du Québec

sont avant tout francophones. Assurer leur préservation et encourager leur diffusion revient incidemment à promouvoir et à préserver la langue française, tant au Québec que dans la Francophonie. Les archives religieuses contiennent des éléments historiques incontournables sur l'origine du français au Québec et sur son évolution. Elles sont aussi porteuses de l'histoire de l'évolution de l'enseignement du français et de l'usage de la langue dans la province.

De plus, les archives religieuses reflètent la diversité culturelle québécoise à travers son histoire, car de nombreuses communautés ont œuvré auprès des cultures d'où proviennent les immigrants qui s'installent au Québec. Les innombrables photographies, documents sonores et audiovisuels, les récits de voyage des missionnaires décrivant les us et coutumes de ces pays, sans compter les artefacts apportés par les missionnaires, constituent des témoignages éloquentes et souvent rares de ces cultures. Aussi, depuis plus d'un siècle, les diocèses du Québec ont créé des « missions » locales, pourvues d'églises et de personnel pastoral, destinées à accueillir les divers regroupements laïques ethniques et culturels qui sont catholiques. Cette longue histoire des communautés et des diocèses mérite d'être davantage diffusée pour favoriser l'intégration et la participation à la vie culturelle des personnes issues de l'immigration. Les religieux et religieuses ont aussi côtoyé les autochtones depuis les débuts de la Nouvelle-France jusqu'à aujourd'hui. Plusieurs missionnaires ont appris les langues autochtones et développé des dictionnaires et des grammaires qui sont actuellement conservés dans les archives des communautés religieuses. Certains centres d'archives contiennent aussi des enregistrements sonores et audiovisuels de chants ancestraux. Une meilleure diffusion de ces documents pourrait être utile aux communautés autochtones dans leurs efforts de réappropriation de leurs langues.

À considérer toute cette richesse des archives religieuses du Québec, il ne faut surtout pas négliger qu'elles sont un legs que les organismes religieux désirent ardemment partager avec les citoyens et citoyennes. Ces organismes souhaitent, sans vouloir en faire un profit pécuniaire, que leur patrimoine et leur histoire soient reconnus à leur juste valeur et diffusés à grande échelle.

2. ÉTAT DE LA SITUATION

Dans un contexte de décroissance et de vieillissement des membres des communautés religieuses, l'intégrité des archives est parfois mise en péril. En effet, les responsables religieux doivent assurer avant tout le bien-être de leurs membres, vendre les propriétés désormais trop grandes pour leurs besoins et, parfois même, se relocaliser. Les profits de la vente des bâtiments servent en priorité à subvenir aux besoins essentiels des membres des communautés. Quant aux archives, plusieurs communautés doivent leur trouver un nouveau lieu de conservation. Plusieurs communautés se sentent démunies, peu outillées pour mener à bien le déménagement d'un service d'archives. D'autres ont peu de moyens financiers pour embaucher des responsables de leurs patrimoines archivistique, documentaire et muséal. La décroissance et le vieillissement des membres des communautés religieuses provoquent un état d'urgence qu'un sondage, réalisé par la Table de concertation des archives religieuses de la région de Montréal (TCARM) auprès de ses membres, illustre clairement. Le sondage révèle que d'ici 10 ans, douze des treize communautés montréalaises approchées ne pourront plus assurer la conservation de leurs archives. La période d'autonomie de conservation du patrimoine religieux de ces communautés a été estimée³ à :

- 3 ans et moins pour 3 communautés ;
- 3 ans à 8 ans pour 4 communautés ;
- 5 à 10 ans pour 5 communautés ;
- 10 à 15 ans pour 1 communauté.

Une solution doit rapidement être trouvée pour certaines communautés de Montréal et d'autres régions du Québec. Cette situation d'urgence n'est pas surprenante, étant donné que, depuis longtemps, il n'existe pratiquement aucune source de financement pérenne dédiée spécifiquement aux archives religieuses. Déjà en 2005, un mémoire de l'Association des archivistes du Québec faisait mention du sous-financement grave du patrimoine archivistique religieux. Le financement de l'État pour le soutien aux organismes chargés des archives religieuses ne représentait alors qu'un maigre 1,5 % du montant total consacré aux autres formes de patrimoine⁴. Les ressources limitées offertes par Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ), laissent croire

à un désengagement à répondre aux besoins d'organismes privés détenteurs de patrimoine archivistique, puisqu'aucun montant n'est dédié spécifiquement aux archives religieuses. Les programmes de soutien financier pour le traitement des archives sont régulièrement réduits et visent des objectifs limités à très court terme. Quant au Conseil du patrimoine religieux du Québec (CPRQ), il faudrait lui donner les moyens de soutenir son comité des archives, qui ne bénéficie d'aucune enveloppe budgétaire pour des projets particuliers. Pour réaliser ses activités, le comité des archives doit procéder par recherche de commanditaires et de subventions, s'appuyer sur des frais d'inscription et la collaboration gracieuse d'institutions pour la gratuité de locaux.

Le Regroupement des archivistes religieux du Québec (RAR) s'est efforcé, dès 1998, à trouver des solutions viables pour la sauvegarde des archives religieuses. Parmi ses récents efforts, le RAR a encouragé, et soutenu, la création de tables de concertation des archives religieuses dans plusieurs régions du Québec.

Par exemple, la Table de concertation des archives religieuses de la région de Montréal (TCARM), fondée en janvier 2014, regroupe une vingtaine de communautés membres, actives ou ayant été actives à Montréal. La TCARM a pour objectif principal de mettre sur pied un Centre du patrimoine religieux à Montréal. Ce Centre aura pour objet la préservation et la diffusion des archives, des publications, des biens mobiliers et des œuvres d'art témoignant de l'histoire et de l'importance du fait religieux pour l'histoire du Québec. Il vise à offrir des solutions pérennes afin d'assurer l'avenir de cet héritage et sa mise en valeur. La création d'un tel centre d'archives est un défi de taille. Pour en comprendre l'envergure, le RAR a commandé, en cours d'année 2015-2016, une analyse de préféabilité pour ce type de projet. Cette analyse, que l'on retrouve à l'annexe 1 de ce mémoire, contient, entre autres, des recommandations pour la création d'une fondation, des suggestions pour le financement du projet ainsi qu'une analyse des risques et des facteurs de succès. Il est à noter que la recherche d'un lieu pour le Centre est une des tâches les plus ardues. D'un côté, les ressources humaines et financières pour mettre en place le projet sont limitées ou inexistantes. De l'autre, certaines communautés, avant de se joindre et de contribuer à la TCARM, attendent qu'un lieu soit déjà choisi pour le projet. Ensuite, il faut financer la construction même du centre.

Par exemple, dans une deuxième analyse commandée par le RAR, que l'on retrouve à l'annexe 2 de ce mémoire, une firme d'architectes a estimé à 3 900 000 \$ le coût de la construction d'un petit centre d'archives qui pourrait satisfaire, minimalement, les besoins actuellement urgents pour la sauvegarde des archives religieuses de la région de Montréal. Selon l'analyse, la construction d'un centre pouvant satisfaire les besoins de conservation à plus long terme, c'est-à-dire les besoins de conservation pour beaucoup plus d'organismes religieux de Montréal et d'ailleurs, et pouvant offrir tous les services de diffusion d'archives envisagés, pourrait coûter jusqu'à 10 600 000 \$. Il faut ajouter à ces coûts, le coût d'achat du terrain et les frais annuels pour la gestion du centre.

De la préservation du contenu culturel que sont les archives religieuses, jusqu'à sa diffusion et son impact sur la participation citoyenne, les centres d'archives religieuses s'inscrivent certainement dans la chaîne culturelle québécoise. Cependant, le manque de ressources fait en sorte que cette chaîne est fragilisée dès ses débuts. Bien que les centres d'archives religieuses visent à accorder aux archives un traitement archivistique selon les normes établies, les ressources actuelles ne permettent pas aux archives religieuses d'être diffusées et exploitées à leur juste valeur. Les centres d'archives religieuses peinent à répondre aux besoins en conservation, en traitement, en accessibilité et en mise en valeur de leurs archives. Il va sans dire, conséquemment, que le réseau d'équipements culturels (musées, bibliothèques, salles de spectacles, etc.) des centres d'archives religieuses est loin d'être aussi bien établi que les autres réseaux.

3. RECOMMANDATIONS

3.1. Une vision globale du patrimoine religieux

La situation du milieu archivistique québécois, et particulièrement celui du milieu archivistique religieux, gagnerait à être mieux documentée. Il serait nécessaire que la première grande enquête qui a été menée en 2005 par l'Institut de la statistique du Québec⁵ soit reprise à intervalles réguliers afin d'obtenir une image à jour du milieu archivistique au Québec et de son évolution. Il serait même souhaitable que cette enquête soit élargie, en y ajoutant un volet permettant de mieux connaître les sources de financement et le fonctionnement des services d'archives dans la province. Plus spécifiquement, un observatoire pour le patrimoine religieux

devrait aussi être mis sur pied, car une vision d'ensemble, à l'échelle de la province, est nécessaire afin de suivre l'évolution de la situation au Québec. Cette vision d'ensemble offrirait la possibilité d'une gestion plus intégrée de notre patrimoine religieux au Québec. Le développement de cette vision d'ensemble permettrait aussi de mieux comprendre les réalités et les besoins de chacune des régions. Il est nécessaire que nous connaissions l'état de la situation des communautés religieuses les plus à risque et que nous puissions les soutenir avant qu'il ne soit trop tard. À l'heure actuelle, de nombreux fonds d'archives religieuses sont déjà perdus et plusieurs sont à risque de l'être.

3.2. Aide à l'utilisation et à la diffusion des archives

Notons ici quelques exemples où l'aide à l'utilisation et à la diffusion des archives religieuses aurait des impacts significatifs pour le Québec.

Au cours des dernières années, de nombreux projets de restauration de bâtiments religieux ont nécessité des recherches dans les archives institutionnelles. À certaines occasions – et particulièrement pour les interventions sur des bâtiments classés – on a tenu pour acquis que l'expertise du personnel du service d'archives (en recherche documentaire, analyse et synthèse documentaires, reproductions d'archives textuelles, photographiques, devis et plans, etc.) pouvait se réaliser sur demande et relevait de la plus complète gratuité. Considérant la complexité de tels dossiers en planification de travaux, il devrait être requis que tout projet de restauration tienne compte d'un volet « documentation et recherche », doté d'un budget conséquent afin de produire un « rapport d'état patrimonial » comprenant bilans historiques, architecturaux, artistiques, archéologiques, ethnographiques, etc., se rapportant à l'évolution et les usages du bâtiment au fil de son existence et à son environnement. De tels rapports demeurent utiles sur bien des aspects, non seulement dans leur réutilisation lors d'interventions subséquentes sur l'édifice, mais également à titre de modèles comparatifs, de bilan d'expériences ou document de référence pour soutenir la planification d'interventions sur des bâtiments comparables dans d'autres régions.

Encourager les centres d'archives religieux à faire de la diffusion sur Internet serait une façon simple de favoriser, pour le gouvernement du Québec, la visibilité des contenus culturels québécois francophones.

Au niveau local, soutenir la diffusion favoriserait la participation citoyenne des Québécois. Les citoyens et citoyennes, étant mieux sensibilisés par l'histoire religieuse du Québec, se sentiraient davantage responsables à l'égard de ce patrimoine. Tout cela pourrait améliorer les conditions socioéconomiques de ceux qui travaillent en ce moment dans le milieu religieux, tels les intervenants en pastorale, les animateurs, les conférenciers, les chercheurs, etc. Ces travailleurs pourraient alors contribuer davantage à la création de nouveaux documents alimentant les archives religieuses. Ainsi, l'aide gouvernementale initiale pour la diffusion peut créer un cercle vertueux qui favoriserait, par la suite, l'autofinancement.

3.3. Main-d'œuvre et stages

Les collaborations avec des instances publiques et privées, avec des maisons d'enseignement depuis le niveau primaire jusqu'au niveau universitaire, sont déjà fréquentes et bénéfiques. Elles permettent aux gens, dès leur plus jeune âge, de s'approprier leur culture. Ces mises en commun sont toutefois plutôt ponctuelles et de courte durée, car elles monopolisent souvent les ressources limitées à une ou deux personnes du service d'archives et se déroulent dans des espaces restreints, faute de mieux. Il faut dès lors envisager des partenariats et mécanismes incitatifs pour stimuler ces collaborations qui, selon certaines règles, pourraient participer à la formation de la main-d'œuvre. De telles initiatives devraient être évaluées, non pas sur la base des revenus générés, mais sur l'offre culturelle offerte au public et l'atteinte d'objectifs en matière de diffusion et de formation. Il serait aussi souhaitable d'avoir une offre de partenariat provenant des institutions de formation de la relève archivistique dans des activités qui aillent au-delà du stage académique de quelques semaines. Il peut s'agir de programmes de stages professionnels rémunérés. Ces stages permettraient à de jeunes diplômés de vivre une expérience de travail de quelques mois tout en étant rattachés à leur institution de formation, de pouvoir bénéficier des conseils et de l'expertise du corps professoral, d'avoir accès à des équipements et des outils de travail permettant de réaliser des projets et de faciliter leur accès au marché du travail. Pour l'employeur, cela lui permet d'atteindre des objectifs plus ambitieux, de bénéficier de l'expertise d'une main d'œuvre pour une plus longue

période, d’initier du personnel dynamique au monde du patrimoine, de contribuer à augmenter les connaissances sur les archives et de participer à sensibiliser le personnel au patrimoine.

Une autre action envisageable au niveau de la participation citoyenne serait un incitatif permettant aux gens ayant atteint l’âge de la retraite de poursuivre un travail sur d’autres bases que le travail hebdomadaire à temps plein. On peut penser à des personnes provenant du monde de l’éducation, des communications, de la recherche qui, tout en restant actives, participent à la formation de la relève dans un centre d’archives, contribuent au travail de description des archives, à leur informatisation, à l’animation et aux visites de groupe.

3.4. Une solution intégrée: les centres régionaux

Pour sauvegarder leurs archives religieuses, les communautés ont tenté des partenariats avec des organismes civils, publics ou privés de leur région. Elles ont aussi souhaité s’associer avec leur diocèse, lorsque ce dernier est en faveur d’accueillir et d’héberger leurs archives. À la connaissance du RAR, des tentatives ont été faites dans certains diocèses, dont ceux de Chicoutimi, Québec et Montréal. Malheureusement, les commentaires reçus par le RAR font tous mention des mêmes problématiques : manque d’espace adéquat et manque de financement.

Comme exposé précédemment, une autre option proposée par le RAR consiste en ce que les communautés religieuses d’une même région prennent l’initiative de créer elles-mêmes un centre régional d’archives religieuses pour conserver et diffuser leurs archives. Cette mise en commun des ressources et la gestion intégrée du patrimoine permettraient d’avoir une vue d’ensemble des besoins et des solutions à mettre en place. La création de centres patrimoniaux religieux régionaux a aussi comme objectif de créer des pôles historiques, sociaux et culturels, permettant de :

- Maintenir le patrimoine dans sa région d’origine afin qu’il conserve tout son sens, à travers les mémoires personnelles et collectives ;
- Entretenir ce patrimoine vivant, facteur d’identité et d’intégration, pour la génération actuelle et les futures ;

- Accroître la signification de ce patrimoine grâce à la mise en commun de l'expertise des professionnels du milieu et de la collaboration interdisciplinaire ;
- Mettre en valeur ce patrimoine grâce à des initiatives visant à répondre à différents besoins et à des publics variés ;
- Faciliter l'accès au patrimoine en des lieux uniques, que ce soit pour la population locale, les institutions d'enseignement, les touristes, etc.

La création de nouveaux pôles multidisciplinaires est primordiale pour stimuler l'intérêt des citoyens et donner un nouvel élan à l'éducation culturelle et artistique. Les centres de patrimoine religieux régionaux pourraient être non seulement des lieux de conservation, mais aussi des lieux de recherche, de diffusion et d'éducation. De plus, aider les centres régionaux de patrimoine religieux favoriserait le développement, à l'intérieur de ces centres, de musées et autres moyens de diffusion récréatifs. Ces moyens de diffusion pourraient être des attraits invitants pour les écoles et les familles, donnant un nouvel élan à l'éducation culturelle et soutenant le potentiel créatif des jeunes, leur sensibilisation et engagement en faveur de la culture. À travers des activités variées, les piliers de la culture que sont le loisir et l'éducation s'unissent. Le Musée des Hospitalières de l'Hôtel-Dieu de Montréal est un modèle déjà établi et inspirant pour représenter ce concept. Il offre notamment des programmes éducatifs pour les élèves du primaire et du secondaire alliant visite du musée à des ateliers⁶ (ex. visites commentées du jardin jumelées à des ateliers d'apiculture⁷). En rendant le patrimoine vivant, facteur d'identité et d'intégration, les générations actuelles et futures seront responsabilisées envers leur propre héritage et leur culture.

La centralisation régionale avantage les citoyens, surtout lorsque l'implantation des institutions culturelles se fait dans des lieux centraux, faciles d'accès. Ces lieux pourraient être près des établissements scolaires et des secteurs touristiques. Cette solution est un outil de visibilité, par la création d'un pôle attractif où plusieurs activités de diffusion et d'éducation peuvent être mises en place dans un même lieu, facilitant ainsi les efforts de mise en valeur et donnant aux Québécois un accès privilégié à leur culture.

Comment trouver des lieux pour ces centres régionaux? Le Québec compte déjà un nombre important de bâtiments patrimoniaux. Il serait

intéressant de favoriser et d'encourager la mise en valeur de ces bâtiments avec des fonctions culturelles, dont ceux de services d'archives. Les centres régionaux de patrimoine religieux pourraient être les organismes par excellence pour s'établir dans de tels lieux patrimoniaux. En effet, ces centres s'inscrivent parfaitement dans un contexte d'aménagement du territoire qui favorise la conservation du patrimoine, l'archéologie, l'urbanisme et la qualité architecturale des lieux. Par exemple, l'implantation du Centre du patrimoine religieux à Montréal dans un site patrimonial religieux s'inscrirait admirablement dans sa mission de mise en valeur et de diffusion. Elle permettrait de conserver et de mettre en valeur la signification et la portée du lieu, grâce à la préservation des liens existant entre le contenant (bâtiment) et son contenu (archives, publications, biens mobiliers et œuvres d'art). Il serait alors possible d'aller au-delà de la conservation du patrimoine bâti, en protégeant la mémoire des lieux.

Le centre régional d'archives religieuses le plus avancé dans sa réalisation est le Centre d'archives Mgr-Antoine-Racine, aménagé dans la cathédrale Saint-Michel à Sherbrooke. De plus petite envergure que le centre qui sera nécessaire pour la région de Montréal, ce centre d'archives rassemblera, les archives du Séminaire de Sherbrooke et celles de l'Archevêché. Vers la fin du projet, trois communautés religieuses ayant marqué le développement de la région rejoindront le centre. Il s'agit d'une mise en valeur exceptionnelle de plusieurs patrimoines réunis : historique, architectural, artistique et archivistique. Les travaux sont évalués à 1 281 604 \$ et le Centre a reçu une subvention gouvernementale de 606 660 \$ en vertu du programme *Aide aux immobilisations*. Le reste du financement provient des partenaires privés.

Somme toute, l'établissement de centres régionaux de patrimoine religieux est une solution qui permettrait de centraliser les interventions gouvernementales par région, facilitant ainsi la prise de décisions relatives à la conservation et à la diffusion du patrimoine religieux.

CONCLUSION

Les patrimoines religieux archivistique, documentaire et muséal font partie intégrante du patrimoine du Québec et il est important qu'ils soient reconnus comme tels par la société et l'État. Ils témoignent notamment des origines des systèmes d'éducation, hospitaliers et services sociaux ainsi que

de divers événements qui ont marqué l'histoire du Québec. Ils sont aussi des témoins éloquents des liens historiques qu'entretient le Québec avec les autres nations de la Francophonie, et peuvent être un outil facilitant la préservation de la langue française. L'histoire des missions religieuses locales et à l'étranger, telle que documentée dans les archives, reflètent la diversité culturelle du Québec et, pour les personnes issues de l'immigration, peuvent favoriser leur participation, intégration et compréhension de la culture de leur nouvelle terre d'accueil. Les autochtones peuvent également trouver, dans les archives religieuses, du matériel leur permettant de se réapproprier leurs langues ancestrales.

Malheureusement, les communautés religieuses sont majoritairement en fin de vie. Pour plusieurs, leur patrimoine est en situation de précarité. Des solutions sont déjà explorées par le milieu religieux afin d'assurer la préservation et l'accessibilité à ce patrimoine. La concertation entre les intervenants est déjà engagée, mais elle ne saurait mener à des solutions pérennes sans un soutien logistique et financier pour développer, implanter et veiller à la viabilité à long terme de ces projets. Ce mémoire recommande des incitatifs, des partenariats et autres projets, pour lesquels une aide financière aurait un net impact sur la mise en valeur du patrimoine religieux et de la culture québécoise. Que l'on parle de partenariats avec les municipalités, d'aménagement du territoire favorisant la conservation du patrimoine, d'un nouvel élan à l'éducation culturelle ou d'un engagement revitalisé en faveur de la culture québécoise, on ne peut ignorer ce que les archives religieuses peuvent contribuer. En définitive, il nous paraît impossible d'imaginer une politique culturelle renouvelée pour le Québec sans imaginer de nouveaux efforts pour la conservation et la mise en valeur des archives religieuses.

NOTES

1. Conférence des évêques catholiques du Canada. (2016). *Histoire de l'Église au Canada*. Repéré à <http://www.cccb.ca/site/frc/eglise-au-canada-et-ailleurs/leglise-catholique-au-canada/histoire-de-leglise-au-canada>
2. Église catholique en France. *Glossaire*. Repéré à <http://www.eglise.catholique.fr/glossaire/>
3. Sondage de la TCARM, mai 2016.

4. Gilles Héon. *L'avenir du patrimoine archivistique religieux du Québec*. Mémoire de l'Association des archivistes du Québec en vue des auditions publiques de la Commission de la culture dans le cadre de la consultation générale sur le patrimoine religieux, 1^{er} septembre 2005, paru dans *Archives*, volume 37, no. 2, 2005-2006, p. 176-177.
5. Observatoire de la culture et des communications du Québec. *État des lieux du patrimoine des institutions muséales et des archives. Cahier 6. Les archives au Québec, des ressources documentaires à découvrir*, 2006, 79 pages. Repéré à <http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/culture/patrimoine-musees-archives/cahier-06-etatdeslieux.pdf>
6. Programmes éducatifs du Musée des Hospitalières de l'Hôtel-Dieu de Montréal. Repéré à <http://museedeshospitalieres.qc.ca/programmes-educatifs/>
7. Visites du jardin des Hospitalières. Repéré à <http://museedeshospitalieres.qc.ca/activity/visites-commentees-du-jardin-du-monastere/>

MÉMOIRE

Mémoire présenté dans le cadre de la consultation publique sur le renouvellement de la politique culturelle du Québec

MARC PELCHAT

Vicaire général, Archidiocèse de Québec
Président du Comité diocésain du patrimoine religieux et d'art sacré

INTRODUCTION – CONTEXTE DE LA DÉMARCHE DE CONSULTATION

En 1992, le gouvernement du Québec adoptait une première politique culturelle. En 2000, le rapport de M. Roland Arpin *Notre patrimoine, un présent du passé* était publié¹. En juin 2006, la commission de la culture de l'Assemblée nationale présentait le rapport *Croire au patrimoine religieux du Québec*. En 2011, le gouvernement du Québec adoptait la Loi sur le patrimoine culturel du Québec (RLRQ, chapitre P-9.002).

Voilà un rappel de quelques événements et décisions, parmi tant d'autres, qui ont permis au cours des 25 dernières années de développer un regard collectif sur notre culture et de prendre conscience de l'enjeu du patrimoine religieux au sein de notre société. À l'occasion du renouvellement de la politique culturelle, l'Église catholique de Québec,

par son Comité diocésain du patrimoine religieux et d'art sacré, souhaite de nouveau contribuer à la réflexion en déposant ce mémoire centré sur la question du patrimoine religieux, notamment immobilier, qui constitue une part incontournable du patrimoine culturel québécois.

1. RECONNAISSANCE DU PATRIMOINE RELIGIEUX DE L'ÉGLISE CATHOLIQUE DE QUÉBEC

Au sujet du patrimoine religieux, le Groupe-conseil sur la Politique du patrimoine culturel du Québec, sous la présidence de M. Roland Arpin, écrivait : « Ce patrimoine est le plus universel, le plus diversifié, le plus riche et le plus répandu au Québec. Sa valeur repose sur cinq grands critères : l'intérêt architectural, l'intérêt historique et artistique, l'intérêt urbanistique, et le rôle social et culturel ». Quarante et une églises paroissiales dans le diocèse de Québec sont protégées en vertu des dispositions de la Loi sur le patrimoine culturel du Québec (RLRQ, chapitre P-9.002) à titre de biens immobiliers classés, encore situés dans des sites patrimoniaux ou cités par les municipalités.

De même, le tome III des *Chemins de la Mémoire* publié en 1999, recense les œuvres et objets d'art de vingt églises² de notre diocèse qui ont été classés biens culturels entre 1961 et 1992, soit un tiers des biens mobiliers québécois visés par cette Loi. Ce sont des sculptures (maîtres-autels, retables, baldaquins, bancs d'œuvre, mobilier, statues, etc.), peintures, pièces d'orfèvrerie, orgues, ornements sacerdotaux produits par des artistes et artisans et hérités de toutes les époques de notre histoire. Cette contribution de l'Archidiocèse de Québec au patrimoine québécois s'explique aisément par sa longue présence ici, laquelle est indissociable de la vie sociale et culturelle des Québécois.

En effet, l'Église catholique de Québec demeure la plus ancienne institution de notre société tirant ses origines de la présence des missionnaires récollets et jésuites de même que des œuvres des Augustines et des Ursulines établies ici respectivement en 1615, 1625 et 1639. Vicaire apostolique en 1658, François de Laval devint en 1674 le premier évêque d'un diocèse maintenu sans discontinuité jusqu'à aujourd'hui. L'Archidiocèse de Québec a donné naissance, par divisions territoriales successives, à plus de cent cinquante diocèses répartis partout au Canada et aux États-Unis, dont dix-huit au Québec même. Ses 233 églises

paroissiales actuelles, réparties dans 188 paroisses, témoignent de sa forte présence sur son territoire³, sans compter les communautés religieuses qui y tiennent de nombreuses résidences, couvents et monastères. C'est donc à bon droit que l'Église catholique de Québec estime être porteuse d'un patrimoine culturel inestimable par ses biens, certes, mais surtout par sa mission spirituelle et missionnaire menée auprès de toutes les générations depuis les fondements de la Nouvelle-France. L'Église catholique réaffirme entre autres que la dimension spirituelle et religieuse des personnes et des communautés humaines, l'égalité des personnes, le respect de la religion, la prédominance de la langue française, la protection de l'environnement et la recherche du développement durable sont toutes des valeurs qui doivent être rappelées et reflétées dans nos politiques, visions et orientations.

Recommandation 1 :

Que la politique culturelle du Québec intègre explicitement le patrimoine religieux puisqu'il reflète les valeurs spirituelles et humaines de notre société et en raison de la place prédominante qu'il occupe dans notre patrimoine sous toutes ses acceptions.

2. RÔLE DE L'ÉTAT À L'ÉGARD DU PATRIMOINE RELIGIEUX

L'élargissement du champ d'application de la Loi sur le patrimoine culturel du Québec (RLRQ, chapitre P-9.002), le réaménagement des statuts de protection, le développement des approches de protection, en engageant davantage le monde municipal et les citoyens et citoyennes, sont des pas importants qui ont été franchis au cours des 25 dernières années.

2.1. Patrimoine archivistique

L'Église catholique de Québec rappelle que les archives documentent la présence matérielle de l'Église à travers ses propriétés foncières, ses bâtiments, ses œuvres d'art et objets de culte. Elles rappellent les rites et pratiques de son œuvre pastorale : œuvres missionnaires, éducatives et sociales, œuvres d'adoration et de prière, œuvre d'accueil et de partage. Les archives expriment le message évangélique et demeurent le signe de l'expression de la foi dans notre société⁴. La conservation et la mise en valeur des archives religieuses présentent de multiples défis, notamment

pour les archives des instituts de vie consacrée alors que plusieurs maisons, couvents et monastères doivent fermer. Les archives paroissiales vont aussi présenter des défis croissants en regard de leur conservation suite aux regroupements juridiques.

2.2. Patrimoine immobilier

L'Église catholique de Québec reconnaît l'importance du palier municipal en matière de reconnaissance et de protection du patrimoine religieux bâti. Toutefois, les municipalités ont besoin d'être accompagnées et de disposer de ressources appropriées à ce mandat.

Le réseau municipal québécois est étroitement associé au réseau paroissial, notamment en milieu rural et en dehors des grands centres urbains où territoires et populations coïncident. En outre, c'est aux municipalités qu'incombe la responsabilité d'établir les schémas d'aménagement (MRC) et les plans d'urbanisme (niveau municipal), lesquels devraient impérativement pourvoir à la protection des bâtiments recelant archives et œuvres d'art ainsi qu'à celle des sites et des paysages d'intérêt, car ces derniers traduisent tout autant l'histoire que les valeurs qui sont nôtres. Partant du principe que le patrimoine découle d'une appropriation collective, il devrait appartenir à chaque collectivité locale de définir son patrimoine paysager et de veiller à sa protection et à sa transmission.

Recommandation 2 :

Que la politique culturelle reconnaisse le rôle primordial des collectivités locales dans la définition, la protection et la transmission du patrimoine religieux, et ce, en partenariat et dans le respect des institutions relevant des diverses traditions religieuses, dont l'Église catholique.

2.3. Patrimoine immatériel

Le patrimoine immatériel est une dimension reconnue comme importante et essentielle dans la Loi sur le patrimoine culturel du Québec (RLRQ, chapitre P-9.002). Les documents de consultation sur le renouvellement de la politique n'abordent pas clairement ce type de patrimoine. Dans le rapport Arpin⁵, le patrimoine immatériel est associé

au patrimoine vivant, fait de savoirs et de savoir-faire traditionnels, qui se fixe sur un support tangible comme les collections des Archives de folklore de l'Université Laval où l'on consulte des transcriptions, photographies et enregistrements sonores ou visuels de contes, chansons, coutumes qui ont eu cours chez nous. L'approche de M^{me} Diane Audy, ethnologue, définit le patrimoine immatériel comme suit: « ensemble de traditions, de paroles, de gestes, de pratiques, de rituels et de coutumes⁶. » À cet égard, l'Église a développé un ensemble fort riche de rites et pratiques autant pour le besoin du culte que pour l'accomplissement de ses tâches missionnaires, éducatives et sociales. Combien d'aspects de la vie paroissiale, tout autant que de la vie des communautés, ne sauraient faire sens et resteraient incompris des générations futures sans une attention particulière à ces porteurs de mémoire que sont les membres du clergé, des communautés religieuses et des laïcs associés à la vie religieuse, tels les sacristains et les agents de pastorale par exemple? Force est de constater encore aujourd'hui, chez les jeunes notamment, une ignorance totale des pratiques séculaires, des symboles et des objets sacrés.

Comme le signale à plusieurs reprises M^{me} Audy dans l'article cité sur le patrimoine immatériel, c'est par l'enquête orale, les sessions de sensibilisation et les expositions commentées que l'on peut transmettre le véritable sens de nos rites, pratiques et objets de culte, le véritable sens aussi, pourrions-nous ajouter, des représentations artistiques qui ont embelli nos églises, couvents et monastères. Pensons également aux films des abbés Albert Tessier et Maurice Proulx qui ont su capter les gestes traditionnels au moment même où notre société passait à l'ère industrielle. Tous les produits, ne l'oublions pas, résultant de ces enquêtes orales, fixés sur un support analogique ou numérique, et tous ces films constituent aussi des archives qu'il faut s'efforcer de conserver au risque de pertes irréparables. L'Église catholique de Québec est préoccupée par les difficultés d'identification, voire de protection, du patrimoine immatériel lié aux manifestations, aux lieux et même aux personnes porteuses de mémoire.

Recommandation 3

Que la politique culturelle énonce des orientations et des objectifs à l'égard du patrimoine immatériel, notamment celui de l'Église catholique qui est éminemment présent à travers ses œuvres pastorales, paroissiales, missionnaires, éducatives et sociales.

2.4. Collaboration et partenariat

La Loi sur le patrimoine culturel du Québec (RLRQ, chapitre P-9.002) a confié au monde municipal l'adoption des mesures comme la citation d'un monument historique et la constitution d'un site du patrimoine. D'autres notions sont véhiculées dans d'autres lois québécoises, telles que la protection du patrimoine local ou régional; l'intérêt d'ordre historique, culturel, esthétique ou écologique (dans la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1)); les études d'impact sur les éléments du patrimoine culturel, archéologique et historique (dans la Loi sur la qualité de l'environnement (RLRQ, chapitre Q-2)); la protection des paysages humanisés (dans la Loi sur la conservation du patrimoine naturel (RLRQ, chapitre C-61.01)); et, finalement, la protection du patrimoine culturel constitué de biens, de lieux, de paysages, de traditions et de savoirs (dans la Loi sur le développement durable (RLRQ, chapitre D-8.1.1)). Conséquemment plusieurs ministères, organismes gouvernementaux, MRC et municipalités sont non seulement concernés, mais appelés à collaborer.

Recommandation 4

Que la politique culturelle énonce un devoir de conduite et une responsabilité d'harmonisation et de concertation par le gouvernement québécois et ses ministères, particulièrement le ministère de la Culture et des Communications et le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, en matière de patrimoine religieux, et ce, en partenariat essentiel avec l'Église catholique, pour viser ensemble la protection de ce patrimoine important dans la culture et l'histoire du Québec.

Recommandation 5

Que soit constituée une instance nationale et permanente de concertation et de dialogue entre l'Église catholique, les autres traditions religieuses, le gouvernement du Québec et ses ministères, dont le ministère de la Culture et des Communications et le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, pour établir des orientations gouvernementales et définir des priorités d'action en matière de patrimoine religieux.

3. INVENTAIRES, ÉTAT DES LIEUX ET PLAN DE CONSERVATION

En 2005, les premières recommandations de la Commission de la culture⁷ insistaient sur la confection des inventaires, voire d'un inventaire des inventaires. Une meilleure connaissance de nos biens culturels, quels qu'ils soient, demeure la clé de leur protection.

Plusieurs types d'inventaires existent, tout autant que de disciplines reliées au patrimoine. Il y a des inventaires archivistiques, constitués par divers organismes: mentionnons le centre des archives de l'Archidiocèse de Québec (relocalisé en 2014 au Pavillon Camille-Roy du Séminaire de Québec), les archives de Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ), les centres régionaux d'archives.

Du côté du patrimoine religieux bâti, le Conseil du patrimoine religieux du Québec diffuse depuis le milieu des années 2000 un inventaire des lieux de culte comportant des données relativement sommaires.

Pour les biens historiques et artistiques, divers inventaires existent. Ces inventaires ont été réalisés au cours des années par des universités, les diocèses ou encore par des organismes comme, par exemple, la Société des musées du Québec.

Enfin, mentionnons l'important Répertoire culturel du Québec qui est une source incontournable de renseignements et de connaissance de notre patrimoine.

L'Église catholique de Québec encourage ses fabriques paroissiales à compléter un « carnet de santé » de leurs bâtiments, mais les coûts associés à cette opération retardent son application. Elle les invite aussi à se doter d'un plan directeur immobilier afin d'évaluer leur besoin réel, établi en relation avec leur projet pastoral, en vue de formuler une appréciation de l'avenir de leurs églises. De même, l'archidiocèse comme les paroisses disposent d'un guide de gestion de leurs archives⁸ tant pour les documents administratifs courants que pour les documents historiques, mais, encore là, la modestie des ressources disponibles en fait un instrument inégalement appliqué. Notre Église s'est aussi montrée proactive en convenant des ententes de partenariat avec la Ville de Québec, la MRC de Portneuf et plusieurs autres instances publiques et privées pour assurer la sauvegarde d'églises menacées. Finalement, elle

procède à un relevé complet des meubles, objets de culte et œuvres d'art conservés dans nos églises.

Toutefois, la cueillette d'informations sur l'état actuel des biens susceptibles de protection et la qualité de leur conservation est loin d'être complétée. La mise à jour des inventaires existants est très variable et peu priorisée.

Pour les églises paroissiales, diverses méthodes de hiérarchisation des lieux de culte en raison de leur intérêt patrimonial ont été développées, mais elles ne prennent pas en compte leur état physique. Là encore, un important travail reste à réaliser.

Recommandation 6

Que la politique mette l'accent sur une stratégie priorisant la poursuite des inventaires ainsi que la réalisation d'un état des lieux du patrimoine religieux et que le gouvernement et le ministère de la Culture et des Communications accordent les ressources financières nécessaires à la réalisation de ces interventions.

4. CONSULTATION ET PRISE DE DÉCISION AU SUJET DU PATRIMOINE RELIGIEUX

Malgré l'actuelle Loi sur le patrimoine culturel du Québec (RLRQ, chapitre P-9.002), l'Église de Québec constate les faibles moyens et ressources accordés par le gouvernement pour la protection et la mise en valeur du patrimoine religieux ou encore pour le maintien d'usage des églises paroissiales, particulièrement en milieu rural.

Lors du processus d'attribution d'aide ou de mise en place de partenariat entre les paroisses et les municipalités, la compréhension des critères qui guident les fonctionnaires des différentes institutions ou des directions du ministère de la Culture et des Communications ou du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire n'est pas toujours claire et leur interprétation est variable. Les politiques ne s'inscrivent pas toujours dans une vision partagée des valeurs communes à notre société et à l'Église.

L'Église catholique de Québec souhaite que tous les efforts soient entrepris pour assurer une meilleure cohésion et une bonne collaboration de tous les intervenants gouvernementaux et municipaux.

Recommandation 7

Que la politique précise clairement le rôle de l'Église catholique et des autres traditions religieuses, tout autant que celui des intervenants gouvernementaux et municipaux dans le processus de consultation et de décision en matière de patrimoine religieux.

5. RENFORCEMENT DE L'ENGAGEMENT EN MATIÈRE DE SAUVEGARDE DU PATRIMOINE

L'engagement individuel ou collectif envers le patrimoine doit être valorisé dans notre société. On a évoqué l'urgence de constituer des inventaires et autres moyens de connaissance. Il importe en effet que ces instruments soient le plus accessibles possible pour les citoyens et les chercheurs, mais ce, toutefois, dans le respect des dispositions légales en vigueur en matière de protection des renseignements personnels, des droits d'auteur et de la propriété privée.

Si l'engagement en matière de protection du patrimoine est affaire de citoyens, cette préoccupation est aussi grandement partagée par les institutions que sont les universités, les institutions muséales et culturelles ainsi que leurs constituantes, les Églises et autres institutions religieuses. À cet égard, nous devons souligner les apports du milieu universitaire et des différentes traditions religieuses à la connaissance et à la promotion du patrimoine religieux. Combien de colloques, conférences, rencontres et publications au Québec, sur le patrimoine religieux au cours des dernières années ont été initiés par des professeurs, des chaires spécialisées ou par le Conseil du patrimoine religieux du Québec.

Recommandation 8

Que la politique réaffirme l'importance que les milieux de formation académique développent des programmes de sensibilisation et de formation au patrimoine religieux à l'intention des étudiants en général, mais aussi des responsables et bénévoles engagés dans les paroisses catholiques ou dans des organisations civiles qui ont à gérer l'important patrimoine mobilier et immobilier de l'Église catholique, qu'il soit encore en usage à des fins religieuses ou qu'il soit désacralisé.

6. FINANCEMENT

Les mesures financières à développer ou à créer pour assurer la conservation des biens culturels du Québec, dont les biens religieux, sont incontournables.

Il est vrai que les ressources financières sont limitées, comme nous le rappelle constamment le gouvernement. Mais l'État a une responsabilité de mobilisation et de direction dans la recherche de solutions qui impliquent entre autres les collectivités, les entreprises et les personnes en mesure de contribuer par le mécénat. Il a aussi le devoir de rendre accessibles les programmes d'aide existants qui, malheureusement, excluent de façon systématique les paroisses et les diocèses. Trop souvent sont exclus les biens religieux sous prétexte qu'ils sont déjà couverts par le seul et unique programme de « Soutien à la restauration du patrimoine religieux » du Conseil du patrimoine religieux du Québec. Encore là, ce programme ne finance que les travaux de restauration des églises cotées A, B ou C, soit uniquement une partie de celles qui ont été construites avant 1945 (sauf une quarantaine d'églises construites entre 1946 et 1977 ayant une cote A dite incontournable) de sorte que les églises cotées D, E et F de même que celles construites après 1945 ne sont admissibles à aucun programme d'aide.

L'Église catholique de Québec reconnaît les apports financiers de source gouvernementale affectés à la conservation du patrimoine immobilier paroissial. Cependant, cet apport est nettement insuffisant pour couvrir les besoins d'un parc patrimonial constitué de 233 églises. De plus, nous devons déplorer le peu de ressources financières qui sont consacrées à la conservation et la mise en valeur du patrimoine archivistique.

Recommandation 9

Que la politique énonce une stratégie pour développer des nouvelles mesures de financements adéquates et accessibles. Cette stratégie *doit* identifier spécifiquement le patrimoine religieux. Les mesures d'aide doivent prendre en compte les aspects non couverts par le programme existant du CPRQ et couvrir notamment les frais d'exploitation et les coûts d'énergie liés à la conservation du patrimoine immobilier en priorisant les églises classées, la réalisation des inventaires et états des lieux, la conservation et la diffusion

du patrimoine archivistique et l'instauration de programmes de sensibilisation et de formation au patrimoine.

CONCLUSION

Le 2 novembre 2005, les représentants de l'Église catholique de Québec rencontraient les membres de la Commission parlementaire de la culture dans le cadre de la consultation sur le patrimoine religieux du Québec. Les principes alors exposés demeurent encore aujourd'hui les mêmes. Ainsi :

1. Le patrimoine religieux constitue un héritage riche et précieux pour les générations actuelles et futures. Il révèle que la dimension spirituelle et religieuse de l'être humain est une composante essentielle à la vie des personnes et des collectivités. Ce patrimoine participe et agit activement dans les cœurs et les esprits. Il ouvre le chemin du respect, de la dignité, de l'ouverture à l'autre. Il contribue à construire la foi, la charité et l'espérance ;
2. Les églises, peu importe leur âge ou leurs qualités au plan architectural ou artistique, méritent d'être considérées comme des lieux porteurs d'une histoire et comme symboles identitaires qui témoignent de la culture, de la vie communautaire et spirituelle d'un milieu. Tout en reconnaissant que l'ensemble des biens religieux ne pourra être conservé, les choix devront favoriser le développement du tissu social des communautés chrétiennes et des collectivités ;
3. Les paroissiens, les membres de leur fabrique ou les collectivités en général sont les premiers acteurs dans la recherche de solutions et, en conséquence, tous les efforts doivent être pris pour les soutenir et les reconnaître ;
4. Le partenariat est le mot clef dans la recherche de solution. Il doit se vivre dans le respect des convictions et droits de chaque partenaire⁹.

C'est donc à la lumière de ces principes que nous avons voulu participer à la présente consultation sur le renouvellement de la politique culturelle.

Le patrimoine religieux occupe sans contredit un espace majeur non seulement par la quantité et la qualité des œuvres architecturales et artistiques qu'il déploie dans tout le Québec, mais aussi dans la perception généralement admise du patrimoine chez nos concitoyens.

De tout temps, l'Église catholique de Québec a su se doter de biens mobiliers et immobiliers nécessaires à sa mission pastorale, missionnaire, éducative et sociale avec le concours de la population et des institutions publiques. Ces biens, elle les a entretenus et enrichis au fil des années de telle sorte qu'ils constituent aujourd'hui la part la plus visible et la plus répandue de notre patrimoine culturel comme l'ont souvent répété plusieurs auteurs, historiens et spécialistes de l'art sous toutes ses formes.

Toutefois, comme institution, l'Église catholique de Québec reconnaît qu'elle ne peut plus assumer seule la charge de conserver et de valoriser le patrimoine religieux qui est sien et dont elle est la gardienne au nom de sa mission et pour le bien de la collectivité québécoise.

C'est pourquoi elle souhaite que s'instituent une coopération et un partenariat exemplaires entre tous les intervenants – citoyens, institutions, sociétés et associations, municipalités, État –, tous soucieux de la protection de ce patrimoine.

MARC PELCHAT

NOTES

1. GROUPE-CONSEIL SUR LA POLITIQUE DU PATRIMOINE CULTUREL DU QUÉBEC. (2000). *Rapport Arpin « Notre patrimoine, un présent du passé »*. Québec, Québec: Ministère de la Culture et des Communications, p. 191.
2. Chapelle de l'Hôtel-Dieu de Québec, église Saint-Nicolas, église Saint-Louis (Isle-aux-Coudres), église Saint-Joseph (Deschambault), église Saint-Elzéar (Beauce), église Saint-Pierre (Île d'Orléans), église Saint-François de Sales (Neuveville), église Saint-François de Sales (Île d'Orléans), église Saint-Henri (Lévis), église Notre-Dame de Lorette (Wendake), chapelle Bon-Pasteur (Québec), église Saint-Michel (Sillery), église Saint-Augustin de Desmaures, église Saint-Jean-Baptiste (Québec), église Sainte-Marie (Beauce), église Saint-Georges (Beauce), église Sainte-Famille (Cap-Santé), église Saint-François (Beauceville), église Saint-Charles-Borromée (Grondines), chapelle des Ursulines (Québec).
3. L'Archidiocèse recouvre quatre régions administratives (Capitale nationale, Centre-du-Québec, Chaudière-Appalaches et Estrie).
4. HÉON, G. (2005). Les défis de la conservation des archives religieuses. dans L. Turgeon (dir.), *Le patrimoine religieux du Québec: entre le cultuel et le culturel*. Québec, Québec: Les Presses de l'Université Laval, p. 310.

5. GROUPE-CONSEIL SUR LA POLITIQUE DU PATRIMOINE CULTUREL DU QUÉBEC. (2000). *Rapport Arpin « Notre patrimoine, un présent du passé »*. Québec, Québec: Ministère de la Culture et des Communications, 34^e recommandation, p. 200.
6. AUDY, D. (2005). Les défis de la conservation des archives religieuses. dans L. Turgeon (dir.), *Le patrimoine religieux du Québec: entre le cultuel et le culturel*. Québec, Québec: Les Presses de l'Université Laval, p. 225.
7. COMMISSION PERMANENTE DE LA CULTURE. (2006). *Croire au patrimoine religieux du Québec*. Québec, Québec: Secrétariat des commissions de l'Assemblée nationale du Québec, recommandations 4 et 5.
8. Le Guide de gestion des archives comprend un plan de classification et un calendrier de conservation, lequel prévoit la durée de conservation et la disposition finale des documents.
9. COMITÉ DIOCÉSAIN DU PATRIMOINE RELIGIEUX DE L'ÉGLISE CATHOLIQUE DE QUÉBEC. (2005). *Mémoire du Comité diocésain du patrimoine religieux de l'Église catholique de Québec à l'intention de la Commission de la culture de l'Assemblée nationale dans le cadre de sa consultation sur le patrimoine religieux du Québec*. Québec, Québec.

ROBERGE, M. (2016). *La gestion intégrée des documents d'activité (GID) technologiques et en format papier*. Québec, Québec: Éditions Michel Roberge, 400 pages.

SIHAM ALAOUÏ

Étudiante au doctorat, département des sciences historiques – Université Laval

Michel Roberge est spécialiste en gestion intégrée des documents (GID) et fondateur de l'entreprise GESTAR Experts en gouvernance documentaire, située à Québec. Fort de son expérience, il a enseigné dans plusieurs universités au Canada et à l'étranger. Il consacre une grande partie de sa carrière à la recherche et à la publication de manuels professionnels en archivistique intégrée. Son manuel *La gestion intégrée des documents d'activité (GID) technologiques et en format papier* est une version à jour d'une ancienne publication traitant du même sujet.

D'entrée de jeu, l'auteur fait une description de l'environnement d'un système de gestion intégrée des documents d'activité (technologiques et analogiques). Une attention particulière a été accordée aux caractéristiques

des organisations publiques et privées dans lesquelles ces documents d'activité sont produits et reçus. Roberge identifie les ressources à gérer, en prenant le soin d'en indiquer les formats, les supports documentaires et ceux de conservation. Il met l'accent sur le cadre légal et réglementaire en matière de GID. Il expose, tant au niveau fédéral qu'au niveau provincial, les dispositions des lois régissant le champ de la gestion des documents d'activité. Pour conclure la première partie de ce manuel, l'auteur dresse un portrait des métiers de GID, en identifiant les types d'intervenants, les programmes de formation ainsi que les associations professionnelles locales et internationales en archivistique.

La deuxième partie accorde une place au concept de la GID. Celui-ci est positionné dans le champ de l'archivistique par rapport à la gestion électronique des documents (GED). Ensuite, le système de GID est défini en tant que produit d'interactions entre un ensemble de composantes, à savoir : le schéma de classification, le calendrier de conservation, le thésaurus, les documents normatifs et la solution logicielle. Les fonctions documentaires d'un tel système sont nuancées, et ce, aux divers âges du cycle de vie des documents. Les exigences techniques et légales relatives au transfert et à la migration des supports documentaires sont énumérées vers la fin de ce chapitre.

La troisième partie présente d'emblée la gestion d'un projet d'implantation d'un système de GID. L'auteur aborde cet aspect de gestion sous deux angles : (1) la mise en place d'un nouveau système, et (2) le remplacement d'un système existant. Chacun des deux cas de figure dicte l'adoption d'une approche de gestion distincte.

Dans la quatrième partie, Roberge nuance un ensemble de facteurs de succès d'un projet de mise en place d'un système de GID. Ces facteurs sont d'ordre directorial et technique. Le premier type réfère à la nécessité de définir clairement les objectifs du projet et à l'importance de sa planification. En outre, il est crucial d'opter pour une démarche de gestion appropriée selon la situation. Les intervenants dans les projets de GID, dont les archivistes, les gestionnaires et la haute direction, doivent s'engager afin de veiller à la réalisation effective de ces projets. Le deuxième type de facteurs a trait aux caractéristiques techniques et fonctionnelles du système de GID. Les composantes de celui-ci, à savoir entre autres les outils de gestion documentaire et la solution logicielle, doivent être performantes et conformes aux exigences archivistiques

et réglementaires en vigueur. En outre, le système doit comporter des mesures techniques visant à assurer la pérennité de la conservation des documents d'activité.

Ce manuel se veut le fruit d'une riche expérience en GID, une pratique archivistique québécoise par excellence. Roberge a choisi de transférer, dans un style convivial et simple, un ensemble d'astuces qu'il a pu acquérir tout au long de sa carrière professionnelle. Ces conseils sont présentés dans une logique de déroulement d'un projet de GID, depuis l'analyse des besoins, en passant par l'élaboration de la politique organisationnelle, jusqu'à l'installation et le déploiement du système. L'ouvrage est ainsi un miroir reflétant une réalité vécue par les professionnels œuvrant en archivistique.

L'auteur a présenté la mise en place d'un système de GID en partant d'une perspective managériale. Cela se perçoit à travers l'application de la norme *ISO 30300* sur la mise en place d'un système de gestion des documents d'activité (SGDA). Rien de surprenant, l'application de cette norme garantit (1) un meilleur alignement avec la stratégie organisationnelle, (2) une opérabilité avec les autres systèmes d'information organisationnels et (3) une approche centrée sur l'utilisateur. Ces principes font en sorte que les SGDA en tant que systèmes d'information organisationnels de nature archivistique soient mieux valorisés. En outre, dans un contexte où les documents numériques sont en constante abondance, l'application de l'approche par processus énoncée dans cette norme facilite l'exécution de quelques étapes, dont la numérisation et la migration des supports. De tels projets se caractérisent par la complexité et exigent une persévérance de la part des intervenants et une approche directoriale perspicace. La présence remarquable de cette norme dans les propos de l'auteur constitue un point de différence avec la version antérieure de ce manuel.

Outre l'application des lignes directrices de l'*ISO 30300*, l'auteur souligne les principes énoncés dans la nouvelle version de la norme *ISO 15489* sur la gestion des documents d'activité, publiée en 2016. Puisqu'il s'agit d'un ensemble de considérations garantissant la conformité des documents d'activité et des systèmes de GID aux exigences archivistiques (c.-à-d. authenticité, fiabilité, intégrité et exploitabilité), il s'est avéré nécessaire de les aborder dans le contexte de la conduite des projets de GID. Dotée d'un poids considérable, on a perçu l'évocation continue de l'*ISO 15489* (première version) dans le *Cadre de référence gouvernemental en gestion*

intégrée des documents (CRGGID). Ce dernier vise à piloter la mise en place de ces projets par l'entremise des principes, de recommandations et de lignes directrices, issus de la pratique archivistique du Québec.

Côté terminologie, Roberge a opté pour l'expression « documents d'activité » pour désigner les archives courantes et intermédiaires (c.-à-d. *records*) à gérer par le système de GID. Cette appellation est devenue officielle tout d'abord avec la publication de la série des normes *ISO 30300*, *ISO 30301* et *ISO 30302* sur la mise en place des SGDA. Elle s'est concrétisée encore plus avec l'apparition de la nouvelle version de la norme *ISO 15489* sur les documents d'activité. Rien d'étonnant, le courant normatif en matière de gestion des documents est en constante évolution.

Ce manuel s'adresse à la communauté archivistique québécoise et internationale. En raison de la richesse du contenu présenté et sa conformité à la réalité archivistique québécoise, il contribue à l'avancement des connaissances pratiques en gestion intégrée des documents. Il constitue un bon point de départ pour les archivistes qui désirent entreprendre, pour la première fois, un projet de GID. Il se veut une source d'enrichissement de la littérature professionnelle en archivistique, exigeant constamment des contributions de la part des archivistes. En outre, le portrait détaillé de la réalité québécoise dont ce manuel rend compte renforce la pratique de GID transposée à l'échelle internationale. Enfin, la convergence des notions de l'archivistique avec celles de la gestion, telles qu'abordées dans cette publication, donne naissance à de nouvelles pistes épistémologiques à aborder par les chercheurs en archivistique, et ce, en vue d'enrichir la production scientifique dans ce domaine.

SIHAM ALAOUÏ

COMPTE RENDU

Monnier, S. et Fiorentino, K. (dir.). (2016). *Archives hospitalières. Regards croisés*. Paris, France: L'Harmattan, 188 pages.

JULIEN BRÉARD

Spécialiste en procédés administratifs, Gestion documentaire, Centre hospitalier de l'Université de Montréal, CHUM

Au Québec, les archives provenant des hôpitaux sont souvent peu connues, car peu valorisées par les institutions elles-mêmes. La gestion des archives médicales, celle des dossiers des patients, est bien prise en main par les organismes de santé, mais le reste, c'est-à-dire les archives administratives, est généralement oublié. Pourtant, celles-ci contiennent une importante richesse patrimoniale qui reste à découvrir. En France, la réflexion sur les archives hospitalières est plus avancée. À preuve, cet ouvrage collectif où divers spécialistes, archivistes, avocats et professeurs d'université, réfléchissent sur le concept des archives hospitalières au sein de l'hexagone.

Tout d'abord, en introduction, Marie Cornu, directrice de recherche au CNRS, résume ce que sont les archives hospitalières: des archives

plurielles concernant autant la gestion du dossier médical des patients que celle des autres types de documents (finances, ressources humaines, etc.) produits et reçus par un établissement de santé. Ces archives hospitalières se caractérisent parce qu'elles représentent un domaine très sensible, celui de la santé des gens. Elles ont un caractère confidentiel puisqu'elles contiennent des informations personnelles sur les patients, mais elles doivent aussi être transparentes puisqu'elles sont d'ordre public et normalement accessibles à tous (selon certaines conditions). Les archives hospitalières touchent autant au respect de la vie privée qu'au droit d'obtenir de l'information.

Sur un ton plus pratique, Frédérique Fleisch présente l'application des principaux outils de gestion documentaire à la Haute Autorité de santé (HAS), un organisme public qui vise à réguler le système de santé français, notamment en effectuant régulièrement des évaluations de procédures et en décernant des certifications aux différents établissements. Elle explique comment fonctionnent le plan de classification, le calendrier de conservation (charte de conservation), les règles de nommage et la portée d'un dictionnaire de données.

De son côté, Estelle François, responsable d'un service d'archives municipales, donne des exemples de valorisation des archives historiques provenant d'établissements de santé. Pour elle, un hôpital est une communauté de vie dans laquelle se retrouvent des centaines de personnes vivant et travaillant ensemble. L'histoire de cette communauté étant riche, ses archives historiques le sont tout autant. Elles démontrent, entre autres l'évolution des différentes techniques (ex. : médicales, architecturales, etc.) ainsi que celle de la société dans son ensemble. Les archives hospitalières représentent donc une grande richesse ; elles peuvent raconter l'histoire d'une communauté entière. La valorisation de ces archives historiques peut se faire à travers la publication d'études historiques sur un établissement hospitalier ou sur un éminent médecin. Elle peut également se faire par des expositions d'objets représentant un aspect de la médecine ou des photographies représentant la vie au quotidien dans un hôpital.

Jean-Marie Ponthier, professeur à l'université d'Aix-Marseille, traite du lien entre les politiques publiques et les archives hospitalières. Selon lui, l'application des politiques publiques dans ce domaine doit constamment faire face au même dilemme, soit la volonté de conserver les archives

hospitalières et de les rendre accessibles à tous *versus* le désir de protéger la vie privée des gens, un sujet très sensible dans le milieu hospitalier. Les archives hospitalières seraient au croisement du droit public de savoir et celui de la protection de la vie privée. L'auteur souligne ici les difficultés que cela occasionne pour les législations en cause. Par ailleurs, il souligne à quel point les hôpitaux ont l'importante responsabilité de ne pas perdre leurs archives, ne serait-ce qu'une infime partie, car la perte d'un seul document pourrait avoir d'importantes conséquences sur la santé des patients.

Pour sa part, Sophie Monnier, maître de conférences en droit public à l'Université de Bourgogne, aborde le sujet du droit des patients vis-à-vis des archives hospitalières. Le devoir des hôpitaux de conserver leurs archives participe aux droits des patients. L'auteure aborde la question de la frontière entre les informations provenant des archives hospitalières qui peuvent être communicables et celles qui ne le peuvent pas. Elle souligne que les lois actuelles ne fournissent pas de listes exhaustives des types de documents qui peuvent être communicables, obligeant ainsi l'organisme à se poser un certain nombre de questions (L'information obtenue auprès d'un tiers qui n'intervient pas dans les traitements est-elle communicable ? Est-ce que l'hôpital peut donner certaines informations dans un dossier et en cacher d'autres ? Etc.) Elle conclut finalement que l'accessibilité ou non aux documents devrait se faire au cas par cas selon les documents. Ensuite, Sophie Monnier aborde la question du droit de propriété du dossier du patient. Appartient-il à l'hôpital ou au patient ? Doit-on penser à la dignité de la personne ou au droit de propriété intellectuelle de l'hôpital ? Alors que pour certains juristes, un droit de propriété pour le patient ferait craindre que l'individu renonce (volontairement ou involontairement) à la logique de protection de son dossier, d'autres préconisent une autodétermination informationnelle, c'est-à-dire un droit du patient à décider de la communication et de l'utilisation de son propre dossier.

Finalement, la dernière partie du livre donne deux exemples d'une utilisation des archives hospitalières à des fins d'études historiques. Tout d'abord, Éliane Lochot, directrice des archives municipales de Dijon, explique le rôle de ces archives dans l'étude historique des politiques municipales de santé et d'hygiène publique en France aux XIX^e et XX^e siècles. Elle y présente les différentes sources conservées dans les services d'archives des municipalités qui peuvent être considérées comme des archives hospitalières. Pour sa part, Karen Fiorentino, professeure d'histoire du droit à l'Université de Bourgogne, explique comment

les archives hospitalières peuvent être utilisées pour étudier l'histoire des enfants assistés dans la région de Dijon. Ces archives sont riches et diversifiées. Elle démontre que la consultation de différentes archives conservées par l'Hôpital général de Dijon (ex. : rapports d'inspection, résultats d'enquêtes, lettres, etc.) combinée avec celles de la préfecture régionale peuvent témoigner des conditions de vie des enfants assistés. Elles permettent, principalement d'identifier ces enfants (orphelins, enfants délaissés), d'en faire un profil et d'analyser les conditions dans lesquelles ils étaient pris en charge par l'État.

La lecture d'un ouvrage collectif n'est pas toujours facile en raison des nombreux auteurs qui y collaborent. Parfois, différents styles d'écriture cohabitent; souvent sur des sujets différents malgré la présence d'un thème central. Ce livre ne fait pas exception, certains textes sont plus faciles à lire que d'autres. Certains abordent des sujets avec une approche plus théorique tandis que d'autres y vont avec une démonstration plus pratique. Toutefois, c'est souvent ce qui en fait sa richesse et c'est justement le cas avec cet ouvrage. Évidemment, les sujets abordés par les auteurs touchent à des thématiques très françaises, mais les questionnements et les réflexions sont pratiquement les mêmes qu'au Québec (ex. : droit du patient à propos de son dossier médical, richesse des archives hospitalières pour l'étude historique).

Une seule déception, l'absence de conclusion à la fin du livre qui aurait résumé l'ensemble des textes et fait ressortir les principaux points de réflexion. Une telle fin aurait pu être le point de départ d'un prochain livre sur les archives hospitalières qui sera à écrire dans une dizaine, voire une quinzaine d'années.

Tel que mentionné au début de ce texte, les archives hospitalières québécoises sont peu connues et peu valorisées. À l'exception de celles de certaines communautés religieuses, les pionnières dans le milieu hospitalier au Québec, peu de gens en connaissent la richesse. Cette faible connaissance peut s'expliquer par le manque de ressources et de volonté des établissements actuels qui jugent coûteuse et peu utile la conservation de ces documents. Pourtant, l'ouvrage *Archives hospitalières. Regards croisés* démontre la pertinence d'une réflexion sur l'utilisation de ces archives au Québec.

JULIEN BRÉARD

RÉSUMÉS DES TEXTES

FRANÇOIS CARTIER

Le traitement et la diffusion du fonds Armand-Frappier (ou comment être opportuniste en huit leçons), p. 7-20.

Cet article nous relate les différentes étapes qui ont mené à la diffusion du Fonds Armand-Frappier. Ce fonds, déposé aux archives de l'Institut national de la recherche scientifique (INRS, une constituante du réseau de l'Université du Québec), illustre le parcours de cet homme qui eut une influence importante sur l'évolution des sciences au Québec. C'est le 25^e anniversaire du décès du Dr Frappier qui a fourni le prétexte à ce projet de diffusion qui a finalement compris une exposition virtuelle et un programme de conférence. Pour arriver à leurs fins, l'équipe du service des archives de l'INRS a fait preuve

This article discusses the stage of processing that led to the communication of the Armand-Frappier Fonds. Deposited at the National Institute of Scientific Research (INRS, the scientific research institute of the University of Quebec), the fonds documents the career of a man who had a major influence on the evolution of the sciences in Quebec. The 25th anniversary of his death is being marked by this project of communicating his fonds, including a virtual exhibition and a conference. The INRS archives team were creative in obtaining financial and other resources. The project began with a new

de créativité et d'opportunisme afin d'aller chercher ressources et financement. Le projet a demandé dans un premier temps un nouveau traitement du fonds et a fait surgir de nombreuses questions quant au passage d'un format de description à un autre ainsi que sur les outils technologiques à utiliser.

L'auteur aura retenu huit leçons au cours de ce projet. Il nous les livre ici par la description de sa mise en œuvre. Ces leçons concernent, entre autres, la capacité de vendre notre idée, celle de saisir les opportunités et la nécessité de bien choisir ses collaborateurs et partenaires. Il revient également sur certains éléments de gestion, tels que l'évaluation du temps requis et l'utilité du plan B. Il nous incite finalement à réaliser la richesse de nos fonds et de l'intérêt qu'ils suscitent chez les jeunes. Cet article nous démontre qu'avec de l'initiative et la maximisation des programmes à notre disposition, il est possible de réaliser des projets qui deviennent des réussites.

processing of the fonds, which gave rise to many questions related to transferring the description from one format to another and the attendant technological issues.

The author lists eight lessons learned in the course of the work. He discusses them as he presents the actual work. They concern, among other things, the ability to sell an idea and to take advantage of opportunities, and the necessity of carefully choosing one's collaborators and partners. He also emphasizes certain aspects of management, such as the estimation of time required and the usefulness of having a Plan B. Finally, he encourages archivists to unpack the richness of our holdings and to be aware of the interest they arouse among young people. The article shows that with initiative and maximization of available programs, it is possible to succeed in realizing projects.

DANY OUELLET

Les débuts de la prise en charge de la gestion des documents administratifs au Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Saguenay–Lac-Saint-Jean, p. 21-42.

La mise en place d'un système de gestion intégrée des documents est un défi en soi, mais il est particulièrement ambitieux de le faire dans le contexte de fusion de structures aussi imposantes que celles des établissements du réseau de la santé. Dany Ouellet nous présente ici un retour sur l'expérience et les premières initiatives en ce sens au sein du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Saguenay–Lac-Saint-Jean. Le projet fut de taille en particulier par la diversité des approches de gestion documentaire et des outils en vigueur dans les différentes entités qui furent fusionnées suite à l'adoption par le gouvernement du Québec d'une loi à cet effet en 2015.

Dans cet article, l'auteur fait la recension des étapes parcourues jusqu'à maintenant et des problématiques soulevées. L'équipe de gestion documentaire nouvellement réunie dût d'abord constater les ressources disponibles, la masse de documents à traiter. Il fut nécessaire de tenir compte du respect des directives de Bibliothèque et Archives nationales du Québec, ainsi que des archives

The establishment of an integrated document management system is difficult enough, but it becomes even more challenging when it is done in the context of the merger of large structures such as the components of a health care network. Dany Ouellet offers a review of his experience of the early stages at the Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Saguenay–Lac-Saint-Jean (Québec). The project was all the more challenging because of the diversity of approaches for document management and the tools that were being used by the various entities which were merged following the passage of a law to this effect by the Québec government in 2015.

The author reviews the steps that have been taken up to now and the problems that have been encountered. The newly united documentary team first had to check what resources were available and the mass of documents that had to be processed. The team had to take account of directives from Bibliothèque et Archives nationales du Québec and although most of their work was focused on

numériques, bien que les réalisations aient surtout été centrées sur les documents papier, dans un premier temps. L'auteur retient en conclusion que la reconnaissance de la gestion documentaire dans l'organigramme de l'organisme et l'appui d'un gestionnaire dans un milieu où les archives administratives sont souvent négligées par rapport aux archives médicales, ont été des facteurs facilitant dans ce processus. Et il y a tout lieu d'être optimiste quant à la suite.

documents on paper, they also had to consider born-digital documents. The author acknowledges the positive impact of recognition of document management as a function in the organization and of a facilitative, knowledgeable manager, in a milieu where administrative archives are often neglected in favour of medical archives. He finds every reason to be optimistic for the future.

ELAINE SIROIS

Introduction aux mémoires sur le renouvellement de la politique culturelle du Québec (2016), p. 43-48.

En ouverture du dossier spécial de la revue *Archives*, l'auteure présente les consultations publiques tenues en 2016 par le ministère de la Culture et des Communications (MCC) sur le renouvellement de la politique culturelle québécoise. Les mémoires publiés par la revue, celui de l'Association des archivistes du Québec (AAQ), celui des associations d'archives religieuses – le Comité des archives du Conseil du patrimoine religieux du Québec (CPRQ), Regroupement des archivistes religieux du Québec (RAR) et la Table de concertation des archives religieuses de la région de

Introducing the special section of the Archives journal, the author presents the public consultations held in 2016 by the Ministry of Culture and Communications (MCC) on the renewal of Québec's cultural policy. The memoirs published by the journal, the one of the Association des archivistes du Québec (AAQ), the one of religious archives associations – the Comité des archives du Conseil du patrimoine religieux du Québec (CPRQ), the Regroupement des archivistes religieux du Québec (RAR) and the Table de concertation des archives religieuses de la région

Montréal (TCARM) – ainsi que celui de l'Église catholique de Québec, témoignent de la mobilisation du milieu en faveur des archives lors de ces consultations. Malgré cela, les archives sont peu présentes dans le projet de nouvelle politique du MCC. L'auteure appelle les archivistes à l'action pour redonner aux archives leur importance dans la culture.

de Montréal (TCARM) – as well as the one of the Église catholique de Québec, shows the mobilization in favor of the archives. In spite of this, the archives are not very present in the MCC's new policy project. The author calls archivists to action to restore the importance of archives in culture.

ASSOCIATION DES ARCHIVISTES DU QUÉBEC (AAQ)

Renouveau de la politique culturelle du Québec, p. 49-58.

Dans leur mémoire remis au ministère de la Culture et des Communications au cours de la consultation publique de 2016, l'Association des archivistes du Québec (AAQ) propose en premier lieu que les archives aient une place importante dans la nouvelle politique culturelle québécoise. D'autres recommandations appellent à une révision majeure de la Loi sur les archives, notamment afin de l'adapter aux pratiques numériques ainsi que pour protéger le patrimoine documentaire québécois. L'AAQ préconise aussi un financement adéquat des services d'archives locaux afin qu'ils poursuivent leur mandat de préservation et de diffusion du patrimoine archivistique.

During the 2016 public consultation led by the Ministry of Culture and Communications, the Association des archivistes du Québec (AAQ) recommended that archives should occupy an important place in Québec's new cultural policy. Other recommendations called for a major revision of the Archives Act, particularly to adapt the law to digital practices as well as to protect Québec's documentary heritage. The Association also advocated for adequate funding for local archives centers to pursue their mission of preservation and dissemination of archival heritage.

COMITÉ DES ARCHIVES DU CONSEIL DU PATRIMOINE RELIGIEUX DU QUÉBEC (CPRQ), REGROUPEMENT DES ARCHIVISTES RELIGIEUX DU QUÉBEC (RAR) ET TABLE DE CONCERTATION DES ARCHIVES RELIGIEUSES DE LA RÉGION DE MONTRÉAL (TCARM)

Forces vives oubliées de la culture québécoise: les archives religieuses, p. 59-76.

Le patrimoine religieux a une place importante dans l'histoire du Québec; ses archives, qui en constituent une pièce maîtresse, reflètent des facettes de la société comme l'éducation, la santé, les services sociaux, la diversité culturelle, le réseau de la francophonie et la culture autochtone. Cependant, plusieurs archives religieuses sont menacées de disparition en raison du vieillissement et de la disparition des communautés religieuses, qui en sont les gardiennes. Leur vulnérabilité s'explique aussi par des conditions de conservation inadéquates et un sous-financement chronique de la part du gouvernement.

Dans ce mémoire, plusieurs solutions pour sauver les archives sont proposées, comme la création de centres régionaux par la mise en commun des ressources des diverses communautés. Par exemple, à Montréal, où le problème est criant, la mise sur pied d'un centre de patrimoine religieux

Religious heritage has an important place in Quebec's history. Its archives reflect facets of society such as education, health, social services, cultural diversity, the Francophonie network and Aboriginal culture. However, many religious archives are in danger of disappearing because the religious communities keeping these are aging and disappearing. Their vulnerability is also due to inadequate conservation conditions and chronic underfunding by the government.

In this memoir, several solutions to save the religious archives are proposed, such as creating regional centers by sharing resources of the various communities. For example, in Montreal, where the problem is glaring, the establishment of a religious heritage center is underway, although several funding problems hinder the project. However, it is first through a global vision of religious heritage that the situation can improve. This has to be complemented with assistance

est en branle, bien que plusieurs problèmes de financement freinent le projet. C'est à travers une vision globale du patrimoine religieux que la situation pourra s'améliorer. À cela, on peut ajouter une aide à l'utilisation et à la diffusion des archives, une aide à l'embauche de main-d'œuvre et de stagiaires, des partenariats avec les municipalités et un aménagement du territoire favorisant la conservation du patrimoine.

in the use and dissemination of archives, assistance in the hiring of employees and interns, the establishment of partnerships with municipalities, and territorial development that promotes heritage preservation

ÉGLISE CATHOLIQUE DE QUÉBEC

Mémoire présenté dans le cadre de la consultation publique sur le renouvellement de la politique culturelle du Québec, p. 77-90.

S'appuyant sur une brève rétrospective, le mémoire de l'Église catholique de Québec insiste d'abord, dans la première de ses neuf recommandations, sur la nécessité de l'intégration explicite du patrimoine religieux à la politique culturelle. Il aborde ensuite le rôle de l'état et des collectivités dans la protection, la conservation et la mise en valeur de ce patrimoine archivistique, mobilier et immobilier aussi bien qu'immatériel, insistant sur la faiblesse des moyens et des ressources qu'on y consacre.

Based on a brief retrospective, the memoir of the Église catholique de Québec insists, in the first of its nine recommendations, on the need for the explicit integration of religious heritage into Quebec's cultural policy. It then discusses the role of the state and communities in the protection, conservation and promotion of this archival heritage, movable and immovable assets as well as intangible heritage, emphasizing the weakness of means and resources dedicated to this purpose. After a brief chapter on the development of

Après un bref chapitre sur le développement des programmes de sensibilisation et de formation au patrimoine religieux, le mémoire revient sur l'épineuse question des mesures financières à développer ou à créer, tout en reconnaissant les apports financiers de source gouvernementale déjà affectés à la conservation du patrimoine immobilier paroissial. Le mémoire se conclue en rappelant que le patrimoine religieux est un précieux héritage pour le futur, que les églises sont des lieux porteurs d'histoire aussi bien que symboles identitaires et que l'Église catholique de Québec ne peut conserver et valoriser ce riche patrimoine seule, sans aide.

awareness and training programs on religious heritage, the essay addresses the difficult issue of the financial measures to be developed and created, while recognizing the financial contributions from governmental sources already devoted to the conservation of the parochial real estate that is part of the religious heritage. The memoir concludes with the importance of the religious heritage for the future, churches are historic sites as well as symbols of identity. The preservation and enhancement of this rich heritage can not be the responsibility of the Église catholique de Québec alone.

Index du volume 47

VIVIANNE MARÉCHAL

Archiviste, Université du Québec à Montréal
Directrice de la revue *Archives*

L'index du volume 47 de la revue *Archives*, publié en 2017 et 2018, se divise en trois parties: un index de chaque auteur de tout article ou compte rendu, un index alphabétique des sujets ainsi qu'un index des ouvrages ayant fait l'objet d'un compte rendu critique. Un ouvrage écrit par plusieurs auteurs se retrouve indexé à chaque auteur. De plus, chaque article est indexé de manière à ce que sa notice bibliographique apparaisse une seule fois dans l'index des sujets. L'index des sujets s'harmonise avec les sujets de la bibliographie annuelle telle que développée en 2017 par David Rajotte, responsable de la bibliographie annuelle de la revue *Archives*. Finalement, les ouvrages recensés se retrouvent dans l'index des auteurs, sous le nom de l'auteur du compte rendu, ainsi que dans l'index des ouvrages recensés sous le nom de l'auteur de l'ouvrage.

INDEX DES AUTEURS

ALAOUI, S. [Compte rendu de l'ouvrage *La gestion intégrée des documents d'activité (GID) technologiques et en format papier* de M. Roberge]. 47(2), 91-94.

ALAOUI, S. La normalisation et la gestion intégrée des documents (GID) : quelle relation ? Réflexion sur les normes ISO 30300, ISO 30301, ISO 14641 et leur apport à l'implantation des systèmes de GID. 47(1), 7-30.

ASSOCIATION DES ARCHIVISTES DU QUÉBEC (AAQ). Renouveau de la politique culturelle du Québec. 47(2), 49-58.

BAILLARGEON, D. Les centres et les services d'archives du Québec se font tirer le portrait... statistique. Quelques considérations méthodologiques et résultats d'une préenquête. 47(1), 125-152.

BRÉARD, J. [Compte rendu de l'ouvrage *Archives hospitalières. Regards croisés* de S. Monnier et K. Fiorentino]. 47(2), 95-98.

BROCHU, S. [Compte rendu de l'ouvrage *Amateur Filmmaking: The Home Movie, the Archive, the Web* de L. Rascaroli, G. Young et B. Monahan]. 47(1), 185-191.

CARTIER, F. Le traitement et la diffusion du fonds Armand-Frappier (ou comment être opportuniste en huit leçons). 47(2), 7-20.

CHALIFOUR, J. La subjectivité dans la numérisation : les perspectives des professionnels. 47(1), 31-58.

COMITÉ DES ARCHIVES DU CONSEIL DU PATRIMOINE RELIGIEUX DU QUÉBEC (CPRQ). Forces vives oubliées de la culture québécoise : les archives religieuses. 47(2), 59-76.

DAVID, F. Les centres et les services d'archives du Québec se font tirer le portrait... statistique. Quelques considérations méthodologiques et résultats d'une préenquête. 47(1), 125-152.

ÉGLISE CATHOLIQUE DE QUÉBEC. Mémoire présenté dans le cadre de la consultation publique sur le renouvellement de la politique culturelle du Québec. 47(2), 77-90.

- GADOURY, N. Acquérir, évaluer et conserver des photographies dans un milieu de santé et de services sociaux. 47(1), 153-183.
- GUITARD, L. A. [Compte rendu de l'ouvrage *Les Ursulines de Québec. Espaces et mémoires* de C. Cheyrou]. 47(1), 193-198.
- LE CLECH, L. Archives et géographie: typologie, caractéristiques et perspectives. 47(1), 59-83.
- MAUREL, D. Les centres et les services d'archives du Québec se font tirer le portrait... statistique. Quelques considérations méthodologiques et résultats d'une préenquête. 47(1), 125-152.
- MICHON, P. Archivistique, histoire et Web sémantique: une approche interdisciplinaire basée sur l'événementiel. 47(1), 85-105.
- OUELLET, D. Les débuts de la prise en charge de la gestion des documents administratifs au Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Saguenay-Lac-Saint-Jean. 47(2), 21-42.
- OURY, C. L'archivage du Web: bibliothèques et archives à la croisée des chemins. 47(1), 107-124.
- PARK, E. G. La subjectivité dans la numérisation: les perspectives des professionnels. 47(1), 31-58.
- PICHÉ, G. [Compte rendu de l'ouvrage *Managing Active Business Records* (2^e édition) d'A. Bennick et J. Vasek Sitton]. 47(1), 199-202.
- RAJOTTE, D. [Compte rendu de l'ouvrage *Is Digital Different: How Information Creation, Capture, Preservation and Discovery are being Transformed* de M. S. Moss, B. Endicott-Popovsky et M. J. Dupuis]. 47(1), 203-207.
- REGROUPEMENT DES ARCHIVISTES RELIGIEUX DU QUÉBEC (RAR). Forces vives oubliées de la culture québécoise: les archives religieuses. 47(2), 59-76.
- ROWAT, T. Les centres et les services d'archives du Québec se font tirer le portrait... statistique. Quelques considérations méthodologiques et résultats d'une préenquête. 47(1), 125-152.

SIROIS, E. Introduction aux mémoires sur le renouvellement de la politique culturelle du Québec (2016). 47(2), 43-48.

TABLE DE CONCERTATION DES ARCHIVES RELIGIEUSES DE LA RÉGION DE MONTRÉAL (TCARM). Forces vives oubliées de la culture québécoise : les archives religieuses. 47(2), 59-76.

ZWARICH, N. Les centres et les services d'archives du Québec se font tirer le portrait... statistique. Quelques considérations méthodologiques et résultats d'une préenquête. 47(1), 125-152.

INDEX DES SUJETS

Diffusion des archives

CARTIER, F. Le traitement et la diffusion du fonds Armand-Frappier (ou comment être opportuniste en huit leçons). 47(2), 7-20.

Documents sonores, audiovisuels et photographiques

GADOURY, N. Acquérir, évaluer et conserver des photographies dans un milieu de santé et de services sociaux. 47(1), 153-183.

Gestion d'un service d'archives et gestion des archives

ZWARICH, N., MAUREL, D., LEMELIN, P., BAILLARGEON, D., DAVID, F. et ROWAT, T. Les centres et les services d'archives du Québec se font tirer le portrait... statistique. Quelques considérations méthodologiques et résultats d'une préenquête. 47(1), 125-152.

Gouvernance et gestion des documents

ALAOUI, S. La normalisation et la gestion intégrée des documents (GID) : quelle relation ? Réflexion sur les normes ISO 30300, ISO 30301, ISO 14641 et leur apport à l'implantation des systèmes de GID. 47(1), 7-30.

OUELLET, D. Les débuts de la prise en charge de la gestion des documents administratifs au Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Saguenay-Lac-Saint-Jean. 47(2), 21-42.

Histoire, patrimoine et mémoire

ASSOCIATION DES ARCHIVISTES DU QUÉBEC (AAQ). Renouveau de la politique culturelle du Québec. 47(2), 49-58.

COMITÉ DES ARCHIVES DU CONSEIL DU PATRIMOINE RELIGIEUX DU QUÉBEC (CPRQ), REGROUPEMENT DES ARCHIVISTES RELIGIEUX DU QUÉBEC (RAR) et TABLE DE CONCERTATION DES ARCHIVES RELIGIEUSES DE LA RÉGION DE MONTRÉAL (TCARM). Forces vives oubliées de la culture québécoise : les archives religieuses. 47(2), 59-76.

ÉGLISE CATHOLIQUE DE QUÉBEC. Mémoire présenté dans le cadre de la consultation publique sur le renouvellement de la politique culturelle du Québec. 47(2), 77-90.

LE CLECH, L. Archives et géographie : typologie, caractéristiques et perspectives. 47(1), 59-83.

MICHON, P. Archivistique, histoire et Web sémantique : une approche interdisciplinaire basée sur l'événementiel. 47(1), 85-105.

SIROIS, E. Introduction aux mémoires sur le renouvellement de la politique culturelle du Québec (2016). 47(2), 43-48.

Numérisation

CHALIFOUR, J. et PARK, E. G. La subjectivité dans la numérisation : les perspectives des professionnels. 47(1), 31-58.

Préservation numérique

OURY, C. L'archivage du Web : bibliothèques et archives à la croisée des chemins. 47(1), 107-124.

INDEX DES OUVRAGES RECENSÉS

BENNICK, A. et VASEK SITTON, J. (2014). *Managing Active Business Records* (2e édition). Overland Park, KS: ARMA International, 248 p. (Compte rendu par G. Piché, 47(1), 199-202)

- CHEYROU, C. (2015). *Les Ursulines de Québec. Espaces et mémoires*. Québec, Québec: Fides, 211 p. (Compte rendu par L. A. Guitard, 47(1), 193-198)
- MONNIER, S. et FIORENTINO, K. (dir.). (2016). *Archives hospitalières. Regards croisés*. Paris, France: L'Harmattan, 188 p. (Compte rendu par J. Bréard, 47(2), 95-98.)
- MOSS, M. S., ENDICOTT-POPOVSKY, B. et DUPUIS, M. J. (dir.). (2015). *Is Digital Different: How Information Creation, Capture, Preservation and Discovery are being Transformed*. Londres, Angleterre: Facet Publishing, 217 p. (Compte rendu par D. Rajotte, 47(1), 203-207)
- RASCAROLI, L., YOUNG, G. et MONAHAN, B. (2014). *Amateur Filmmaking: The Home Movie, the Archive, the Web*. New York, NY: Bloomsbury, 375 p. (Compte rendu par S. Brochu, 47(1), 185-191)
- ROBERGE, M. (2016). *La gestion intégrée des documents d'activité (GID) technologiques et en format papier*. Québec, Québec: Éditions Michel Roberge, 400 p. (Compte rendu par S. Alaoui, 47(2), 91-94.)

Bibliographie annuelle – Année 2017

DAVID RAJOTTE

Bibliothèque et Archives Canada
Responsable de la bibliographie annuelle de la revue *Archives*

La bibliographie annuelle de l'AAQ est établie dans le cadre d'une veille continue effectuée par David Rajotte diffusée sur diverses plateformes. Elle recense des publications parues en français ou en anglais. La bibliographie tente de lister exhaustivement les titres publiés dans les principales revues archivistiques, qu'elles soient payantes ou en libre accès. Elle comprend également les monographies et les rapports mis en ligne qui sont susceptibles de faire avancer la profession. Certains périodiques de bibliothéconomie sont également dépouillés. Les articles traitant d'archives dans des périodiques d'autres disciplines sont également ajoutés. Les titres sont classés en 16 thèmes différents. Chaque titre ne fait l'objet que d'un seul classement. Le thème principal a été privilégié au détriment d'autres thèmes secondaires. La bibliographie est compilée et produite avec le logiciel Zotero.

SOMMAIRE DES THÈMES

- 1. Archives, citoyennetés, minorités et marginaux*
- 2. Art et Archives*
- 3. Aspects juridiques des archives*
- 4. Description des archives*
- 5. Diffusion des archives*
- 6. Documents sonores, audiovisuels et photographiques*
- 7. Évaluation et accroissement des archives*
- 8. Gestion d'un service d'archives et gestion des archives*
- 9. Gouvernance et gestion des documents*
- 10. Histoire, patrimoine et mémoire*
- 11. Numérisation*
- 12. Outils pour archivistes*
- 13. Préservation analogique*
- 14. Préservation numérique*
- 15. Profession archivistique*
- 16. Théorie des archives*

1. ARCHIVES, CITOYENNETÉS, MINORITÉS ET MARGINAUX

- ALTANIAN, M. (2017). *Archive against Genocide Denialism? Challenges to the Use of Archives in Turkish-Armenian Reconciliation*. SwissPeace. Repéré à [http://www.ssoar.info/ssoar/bitstream/handle/document/50915/ssoar-2017-altanian-Archive against Genocide Denialism Challenges.pdf](http://www.ssoar.info/ssoar/bitstream/handle/document/50915/ssoar-2017-altanian-Archive%20against%20Genocide%20Denialism%20Challenges.pdf)
- ASHTON, J. (2017). Feminist Archiving [a manifesto continued]: Skilling for Activism and Organising. *Australian Feminist Studies*, 32(91-92), 126-149. <https://doi.org/10.1080/08164649.2017.1357010>
- BAK, G., BRADFORD, T., LOYER, J. et WALKER, E. (2017). Four Views on Archival Decolonization Inspired by the TRC's Calls to Action. *Fonds d'Archives*, 1. (2017). Repéré à <https://fondsdarchives.ca/index.php/fondsdarchives/article/view/3>
- BESSETTE, J. (2017). *Retroactivism in the Lesbian Archives: Composing Pasts and Futures*. Carbondale, IL: Southern Illinois University Press. Repéré à <http://www.siupress.com/books/978-0-8093-3623-4>
- BLUM, F. (Éd.). (2017). *Genre de l'archive: constitution et transmission des mémoires militantes*. Paris, France: Codhos éditions.
- BOITEAU, J. (2017). *The National Centre for Truth and Reconciliation and the pursuit of archival decolonization*. University of Manitoba. Repéré à <https://mspace.lib.umanitoba.ca/handle/1993/32225>
- BOUTCHMA, M. (2017). Coming Out: Moving LGBT Archives from Private to Public Spaces. *The iJournal: Graduate Student Journal of the University of Toronto's Faculty of Information*, 2(2). Repéré à <http://thejournal.ca/index.php/ijournal/article/view/28125>
- CANTILLON, Z., BAKER, S. et BUTTIGIEG, B. (2017). Queering the Community Music Archive. *Australian Feminist Studies*, 32(91-92), 41-57. <https://doi.org/10.1080/08164649.2017.1357004>
- CARTER, E. (2017). 'Setting the record straight': the creation and curation of archives by activist communities. A case study of activist responses to the regeneration of Elephant and Castle, South London. *Archives and Records*, 38(1), 27-44. <https://doi.org/10.1080/23257962.2016.1260532>

CASWELL, M., MIGONI, A. A., GERACI, N. et CIFOR, M. (2017). 'To Be Able to Imagine Otherwise': community archives and the importance of representation. *Archives and Records*, 38(1), 5-26. <https://doi.org/10.1080/23257962.2016.1260445>

CIFOR, M. (2017). Stains and Remains: Liveliness, Materiality, and the Archival Lives of Queer Bodies. *Australian Feminist Studies*, 32(91-92), 5-21. <https://doi.org/10.1080/08164649.2017.1357014>

COCCIOLO, A. (2017). Community Archives in the Digital Era: A Case from the LGBT Community. *Preservation, Digital Technology & Culture*, 45(4), 157-165.

DJURIC, B. (2016). Living Traces: an archive of place: Parramatta Girls Home. *Archives and Manuscripts*, 44(3), 165-170. <https://doi.org/10.1080/01576895.2016.1263965>

EL-MALIK, S. S. et KAMOLA, I. (2017). *Politics of African Anticolonial Archive*. Lanham, MD: Rowman.

FARRELL, A. C. (2017). Archiving the Aboriginal Rainbow: Building an Aboriginal LGBTIQ Portal. *Journal of Information Systems*, 21, 1-14.

GALVAN, M. (2017). Archiving Wimmen: Collectives, Networks, and Comix. *Australian Feminist Studies*, 32(91-92), 22-40. <https://doi.org/10.1080/08164649.2017.1357007>

GILLILAND, A. J. (2017). A Matter of Life or Death: A Critical Examination of the Role of Records and Archives in Supporting the Agency of the Forcibly Displaced. *Journal of Critical Library and Information Studies*, 1(2). Repéré à <http://libraryjuicepress.com/journals/index.php/jclis/article/view/36>

GILLILAND, A. J. et HALILOVICH, H. (2017). Migrating memories : transdisciplinary pedagogical approaches to teaching about diasporic memory, identity and human rights in archival studies. *Archival Science*, 17(1), 79-96. <https://doi.org/10.1007/s10502-016-9265-9>

GOLDING, F. (2016). The Care Leaver's perspective. *Archives and Manuscripts*, 44(3), 160-164. <https://doi.org/10.1080/01576895.2016.1266954>

- GUENTHER, F. C. (2017). Archives, Creative Memoirs, and Queer Counterpublic Histories: The Case for the Text-as-Record. *Australian Feminist Studies*, 32(91-92), 75-90. <https://doi.org/10.1080/08164649.2017.1357012>
- HAWKES, M. (2017). *Loss and Genocide in the Archives*. London, Angleterre: Routledge.
- HENNINGHAM, N., EVANS, J. et MORGAN, H. (2017). The Australian Women's Archives Project: Creating and Co-curating Community Feminist Archives in a Post-custodial Age. *Australian Feminist Studies*, 32(91-92), 91-107. <https://doi.org/10.1080/08164649.2017.1357015>
- HORODYSKI, M. (2017). *Society seems like it doesn't even know...": archival records regarding people labelled with intellectual disability who have been institutionalized in Manitoba*. University of Manitoba. Repéré à <https://mspace.lib.umanitoba.ca/handle/1993/32118>
- HUNTER, K. M. (2017). Silence in Noisy Archives: Reflections on Judith Allen's 'Evidence and Silence – Feminism and the Limits of History' (1986) in the Era of Mass Digitisation. *Australian Feminist Studies*, 32(91-92), 202-212. <https://doi.org/10.1080/08164649.2017.1357009>
- HURLEY, D. A., KOSTELECKY, S. R. et AGUILAR, P. (2017). Whose Knowledge? Representing Indigenous Realities in Library and Archival Collections. *Collection Management*, 42(3-4), 124-129. <https://doi.org/10.1080/01462679.2017.1392805>
- JORGENSEN, D. et MCLEAN, I. (Éds). (2017). *Indigenous Archives: The Making and Unmaking of Aboriginal Art*. Perth, Australie: University of Western Australia Publishing.
- KARUK TRIBE, HILLMAN, L., HILLMAN, L., HARLING, A. R. S., TALLEY, B. et MCLAUGHLIN, A. (2017). Building Sîpnuuk: A Digital Library, Archives, and Museum for Indigenous Peoples. *Collection Management*, 42(3-4), 294-316. <https://doi.org/10.1080/01462679.2017.1331870>
- KELLY, J. (2017). Of Archives and Architecture: Domestication, Digital Collections, and the Poetry of Mina Loy. *Australian Feminist Studies*, 32(91-92), 171-185. <https://doi.org/10.1080/08164649.2017.1357008>

KILLEN, G. (2017). Archiving the Other or Reading Online Photography as Queer Ephemera. *Australian Feminist Studies*, 32(91-92), 58-74. <https://doi.org/10.1080/08164649.2017.1357005>

LEE, J. A. (2017). A Queer/ed Archival Methodology: Archival Bodies as Nomadic Subjects. *Journal of Critical Library and Information Studies*, 1(2). Repéré à <http://libraryjuicepress.com/journals/index.php/jclis/article/view/26>

LOWRY, J. (2017). *Displaced Archives*. London, Angleterre: Routledge.

LUKER, T. (2017). Decolonising Archives: Indigenous Challenges to Record Keeping in 'Reconciling' Settler Colonial States. *Australian Feminist Studies*, 32(91-92), 108-125. <https://doi.org/10.1080/08164649.2017.1357011>

MORAVEC, M. (2017). Feminist Research Practices and Digital Archives. *Australian Feminist Studies*, 32(91-92), 186-201. <https://doi.org/10.1080/08164649.2017.1357006>

POOLE, A. H. (2017a). Harold T. Pinkett and the Lonely Crusade of African American Archivists in the Twentieth Century. *The American Archivist*, 80(2), 296-335. <https://doi.org/10.17723/0360-9081-80.2.296>

POOLE, A. H. (2017b). Pinkett's Charges: Recruiting, Retaining, and Mentoring Archivists of Color in the Twenty-First Century. *The American Archivist*, 80(1), 103-134. <https://doi.org/10.17723/0360-9081.80.1.103>

Safe havens for archives at risk. (2017). *Safe havens for archives at risk*. Repéré à https://literaryarchives.files.wordpress.com/2017/01/safe_havens_for_archives_final_outcome_paper_2016-ds.pdf

SIMON, J. (2017). Documenting the Domestic: Chantal Akerman's Experimental Autobiography as Archive. *Australian Feminist Studies*, 32(91-92), 150-170. <https://doi.org/10.1080/08164649.2017.1357013>

SRAKU-LARTEY, M., ACQUAH, S. B., SAMAR, S. B. et DJAGBLETEY, G. D. (2017). Digitization of indigenous knowledge on forest foods and medicines. *IFLA Journal*, 43(2), 187-197.

- STORY, S. (2017). *Offering our Gifts, Partnering for Change: Decolonizing Experimentation in Winnipeg-based Settler Archives*. University of Manitoba, Winnipeg. Repéré à <https://mspace.lib.umanitoba.ca/xmlui/handle/1993/32497>
- SUTHERLAND, T. (2017a). Archival Amnesty: In Search of Black American Transitional and Restorative Justice. *Journal of Critical Library and Information Studies*, 1(2). Repéré à <http://libraryjuicepress.com/journals/index.php/jclis/article/view/42>
- SUTHERLAND, T. (2017b). Making a Killing: On Race, Ritual, and (Re) Membering in Digital Culture. *Preservation, Digital Technology & Culture*, 46(1), 32-40.
- TAYLOR, C. (2017). Getting Our House in Order: Moving from Diversity to Inclusion. *The American Archivist*, 80(1), 19-29. <https://doi.org/10.17723/0360-9081.80.1.19>
- VON RÜTTE, H. (2018). Access to archives of organizations of faith traditions. *Comma*, 2016(1-2), 143-148. <https://doi.org/10.3828/comma.2016.14>
- WATTS, G. (2017). Applying radical empathy to Women's March documentation efforts: a reflection exercise. *Archives and Manuscripts*, 45(3), 191-201. <https://doi.org/10.1080/01576895.2017.1373361>
- WEBSTER, J. W. (2016). "Filling the Gaps": Oral Histories and Underdocumented Populations in The American Archivist, 1938–2011. *The American Archivist*, 79(2), 254-282. <https://doi.org/10.17723/0360-9081-79.2.254>
- WILLIAMS, S. M. et DRAKE, J. (2017). Power to the People: Documenting Police Violence in Cleveland. *Journal of Critical Library and Information Studies*, 1(2). Repéré à <http://libraryjuicepress.com/journals/index.php/jclis/article/view/33>
- ZAVALA, J., MIGONI, A. A., CASWELL, M., GERACI, N. et CIFOR, M. (2017). 'A process where we're all at the table': community archives challenging dominant modes of archival practice. *Archives and Manuscripts*, 45(3), 202-215. <https://doi.org/10.1080/01576895.2017.1377088>

ZHIYING LIAN. (2017). The creation, preservation and transmission of Shuishu archives in China. *Journal of Documentation*, 73(6), 1192-1208. <https://doi.org/10.1108/JD-11-2016-0143>

2. ART ET ARCHIVES

AGNESE, R. (2017). Éparpiller l'archive, thématiser l'archive: deux études de cas photographiques. Evidence de Larry Sultan et Mike Mandel et Archiv de Peter Piller. *Marges: revue d'art contemporain*, (25). Repéré à <http://www.puv-editions.fr/revues/marges/archives-9782842927233-34-659.html>

BARKHOFEN, E.-M. (2017). *Architecture in Archives: the Collection of the Akademie der Künste*. Berlin, Allemagne: DOM publishers.

BERNARD-NOURAUD, P. (2017). L'image archivée. Sur quelques-unes des formes de l'art contemporain. *Marges: revue d'art contemporain*, (25). Repéré à <http://www.puv-editions.fr/revues/marges/archives-9782842927233-34-659.html>

CARBONE, K. M. (2017). Artists and records: moving history and memory. *Archives and Records*, 38(1), 100-118. <https://doi.org/10.1080/23257962.2016.1260446>

CHAKRABORTY, A. (2018). Digital Game: A Modern Age Folklore Repository to Unlock, Relive and Archive the Collective Unconscious. *Café Dissensus*, (42). Repéré à <https://cafedissensus.com/2018/02/01/digital-game-a-modern-age-folklore-repository-to-unlock-relive-and-archive-the-collective-unconsciousness/>

CHAKRABORTY, I. (2018). Music Archiving in the Age of Digital Revolution and their Role in Building National Identity. *Café Dissensus*, (42). Repéré à <https://cafedissensus.com/2018/02/01/music-archiving-in-the-age-of-digital-revolution-and-their-role-in-building-national-identity/>

CHARUEL, S. (2016). *L'archive numérique comme matériau des artistes contemporains à travers l'exemple de Christian Boltanski*. Lyon, France: enssib.

- CIANCI, L. (2017). Small acts of resistance : teaching young and emerging artists sustainable preservation strategies for contemporary creative practice. *Archives and Manuscripts*, 45(3), 216-236. <https://doi.org/10.1080/01576895.2017.1376286>
- CUOMO, C. (2017). Massimo Mila, the Prismatic Intellectual : An Archival Case Study. *Fontes Artis Musicae*, 64(3), 276-296.
- DALLET, J.-M. (2017). Le traitement de l'archive Vasulka par le SLIDERS_lab : entre conservation et activation. *Marges : revue d'art contemporain*, (25). Repéré à <http://www.puv-editions.fr/revues/marges/archives-9782842927233-34-659.html>
- ENGLAND, E. (2017). The Archive of Place and Land Art as Archive : A Case Study of Spiral Jetty. *The American Archivist*, 80(2), 336-354. <https://doi.org/10.17723/0360-9081-80.2.336>
- GROT, É. (2017). *Les archives numériques et les arts éphémères : le cas du Land Art*. Université de Lyon. Repéré à <http://www.enssib.fr/bibliotheque-numerique/documents/67748-les-archives-numeriques-et-les-arts-ephemeres-le-cas-du-land-art.pdf>
- HEINMAA, H. (2017). Special Collections of Printed Music in the Digital Archive of the National Library of Estonia. *Fontes Artis Musicae*, 64(2), 175-192.
- KIM, E. (2017). Appraising Newness : Whiteness, Neoliberalism & the Building of the Archive for New Poetry. *Journal of Critical Library and Information Studies*, 1(2). Repéré à <http://libraryjuicepress.com/journals/index.php/jclis/article/view/38>
- KIVISIV, A. et KUTMAN, K. (2017). Archiving a Living Composer : Building Arvo Pärt's Personal Archive. *Fontes Artis Musicae*, 64(2), 152-163.
- LAPOINTE, P. L. (2017). Les archives du livre : la clé d'inévitables remises en question. *Histoire Québec*, 22(3), 15-18.
- LEE, M. (2017). Entangled Modernities in the Culture of Korean Music Publishing : Challenges in Establishing A Contemporary Korean Art Music Archive. *Fontes Artis Musicae*, 64(3), 215-225.

LEVY, O. (2017). De la hantise des archives : le réinvestissement fictionnel des images d'archives de la déportation dans le cinéma des années 1960. *Cahiers du CAP*, (4).

LONG, P., BAKER, S., ISTVANDITY, L. et COLLINS, J. (2017). A labour of love : the affective archives of popular music culture. *Archives and Records*, 38(1), 61-79. <https://doi.org/10.1080/23257962.2017.1282347>

LUCET, S. et PROUST, L. (Éds). (2017). *Mémoires, traces et archives en création dans les arts de la scène*. Rennes, France : Presses universitaires de Rennes. Repéré à <http://www.puv-editions.fr/detail.php?idOuv=4504>

MADISON, K. S. (2017). "Who Lives, Who Dies, Who Tells Your Story" :The Use and Representation of Records in Hamilton : An American Musical. *The American Archivist*, 80(1), 53-81. <https://doi.org/10.17723/0360-9081.80.1.53>

MANSION-PRUD'HOMME, N. (2017). Vers une définition épistémologique de l'archive en histoire de l'architecture contemporaine. *Marges : revue d'art contemporain*, (25). Repéré à <http://www.puv-editions.fr/revues/marges/archives-9782842927233-34-659.html>

MIGUEL, M. (2017). Un monde d'archives : Fernand Deligny et les pratiques du langage expositif. *Marges : revue d'art contemporain*, (25). Repéré à <http://www.puv-editions.fr/revues/marges/archives-9782842927233-34-659.html>

MUNOZ, E. L. (2017). Les archives du MAC-USP – entre exposition et activation. *Marges : revue d'art contemporain*, (25). Repéré à <http://www.puv-editions.fr/revues/marges/archives-9782842927233-34-659.html>

NARDIN, P., PERRET, C., PHAY, S. et SEIDERER, A. (2017). *Archives au présent*. Paris, France : Presses Universitaires de Vincennes. Repéré à <http://www.puv-editions.fr/recherche-simple/archives-au-present-9782842927431-archives-au-present-661.html>

NICHOL, J. (2017). *Canada lives here : situating the CBC digital archives within the Canadian Broadcasting Corporation's archival landscape*. University of Manitoba. Repéré à <https://mspace.lib.umanitoba.ca/handle/1993/32227>

- OKE, A. (2017). Keeping time in dance archives: moving towards the phenomenological archive space. *Archives and Records*, 38(2), 197-211. <https://doi.org/10.1080/23257962.2016.1274255>
- PALLADINI, G. et PUSTIANAZ, M. (Éds). (2017). *Lexicon for an Affective Archive*. Bristol, Angleterre: Intellect.
- PINÇON, J. (2017). *Les archives des écrivains, leur place en bibliothèque*. Lyon, France: ens sib. Repéré à <http://www.enssib.fr/bibliotheque-numerique/documents/67311-les-archives-des-ecrivains-leur-place-en-bibliotheque.pdf>
- PISCITELLI, F. (2017). Texas: Where Americans, Mexicans, Germans, and Italians Meet: The Hauschild Music Collection at the Cushing Memorial Library and Archives. *Fontes Artis Musicae*, 64(3), 261-275.
- POST, C. (2017). Preservation practices of new media artists: Challenges, strategies, and attitudes in the personal management of artworks. *Journal of Documentation*, 73(4), 716-732. <https://doi.org/10.1108/JD-09-2016-0116>
- POTIN, Y. et ROULLIER, C. (2017). Des œuvres au dossier? Une contribution des Archives au geste de l'art. *Marges: revue d'art contemporain*, (25). Repéré à <http://www.puv-editions.fr/revues/marges/archives-9782842927233-34-659.html>
- SANT, T. (Éd.). (2017). *Documenting Performance: the Context and Processes of Digital Curation and Archiving*. New York: Bloomsbury.
- SCARPULLA, M. (2016). Archives, danse et récréation. Une introduction. *Archives*, 46(1), 15-34.
- SCOTINI, M. et GALASSO, E. (Éds). (2017). *Politics of Memory: Documentary and Archive*. Berlin, Allemagne: Archives books.
- SINTÈS, G. (2017). Pratiques de l'archive en danse: l'exemple du Projet Waehner 2015-2018. *Marges: revue d'art contemporain*, (25). Repéré à <http://www.puv-editions.fr/revues/marges/archives-9782842927233-34-659.html>
- SUTHERLAND, T. (2016). From (Archival) Page to (Virtual) Stage: The Virtual Vaudeville Prototype. *The American Archivist*, 79(2), 392-416. <https://doi.org/10.17723/0360-9081-79.2.392>

TYL, M. (2017). Archive vivante – Archive Critique. La galerie comme archive en Pologne dans les années 1970 : l'exemple de la galerie Foksa. *Marges : revue d'art contemporain*, (25). Repéré à <http://www.puv-editions.fr/revues/marges/archives-9782842927233-34-659.html>

WINAND, A. (2016). Archives et réemploi dans les films expérimentaux. *Archives*, 46(1), 35-45.

3. ASPECTS JURIDIQUES DES ARCHIVES

BRENDAN EZE ASOGWA et IFEANYI JONAS EZEMA. (2017). Freedom of access to government information in Africa: trends, status and challenges. *Records Management Journal*, 27(3), 318-338. <https://doi.org/10.1108/RMJ-08-2015-0029>

CHARUEST, A.-M. (2017). L'accès aux archives : un droit ou un luxe ? *Histoire Québec*, 22(3), 8-10.

CLARKE, C. M. et SZYDLO, E. J. (2017). *Stealing History: Art Theft, Looting, and Other Crimes Against our Cultural Heritage*. Lanham : Rowman.

COMITÉ INTERMINISTÉRIEL AUX ARCHIVES DE FRANCE. (2016). *Vade-mecum : la revendication des archives publiques*. Paris, France. Repéré à http://www.gouvernement.fr/sites/default/files/contenu/piece-jointe/2017/01/vademecum_missionarchive.pdf

DELANCHY, A. (2017). Inclure la sécurité numérique dans les projets de documentation. *I2D – Information, données & documents*, 55(3), 53-55.

DOMINY, G. (2017). The effects of an administrative and policy vacuum on access to archives in South Africa. *Archival Science*, 17(4), 393-408. <https://doi.org/10.1007/s10502-017-9282-3>

DRYDEN, J. (2017). The Meaning of Publication in Canadian Copyright Law : An Archival Perspective. *Archivaria*, (83). Repéré à <http://archivaria.ca/index.php/archivaria/article/view/13598>

- ÉTIENNE, G. (2017). Le contrôle scientifique et technique: comment comprendre son utilité? *La Gazette des archives*, (247). Repéré à <http://www.archivistes.org/Marie-Paule-Arnauld-La-plenitude-d-un-metier>
- FOISSY, S. (2017). L'intervention des juristes dans la constitution, la valorisation et la consultation des archives de la recherche: un soutien constant. *La Gazette des Archives*, (247).
- FRANCO, S. C. et RODRIGUES, G. M. (2018). One small step (a law) for information, a giant leap for democracy: Brazilian archival legislation and its capacity to strengthen transitional justice. *Comma*, 2016(1-2), 75-92. <https://doi.org/10.3828/comma.2016.8>
- GALLAND, B. et VERRY, É. (2017). Les archivistes au défi des réformes territoriales. *La Gazette des archives*, (247). Repéré à <http://www.archivistes.org/Marie-Paule-Arnauld-La-plenitude-d-un-metier>
- GRUT, S. et PRESS, M. (2017). Active encouragement of accessing archives: a prerequisite for democracy. *Comma*, 2015(2), 21-26. <https://doi.org/10.3828/comma.2015.2.3>
- HENTTONEN, P. (2017). Privacy as an archival problem and a solution. *Archival Science*, 17(3), 285-303. <https://doi.org/10.1007/s10502-017-9277-0>
- KRIESBERG, A. (2017). The future of access to public records? Public-private partnerships in US state and territorial archives. *Archival Science*, 17(1), 5-25. <https://doi.org/10.1007/s10502-016-9268-6>
- MANŽUCH, Z. (2017). Ethical Issues In Digitization Of Cultural Heritage. *Journal of Contemporary Archival Studies*, 4. Repéré à <http://elischolar.library.yale.edu/jcas/vol4/iss2/4/>
- MEISSONNIER, A. et STREIFF, H. (2017). Le règlement eIDAS: un cadre européen de l'archivage électronique? *La Gazette des Archives*, (246), 47-55.
- MILLS, A. (2017). Learning to Listen: Archival Sound Recordings and Indigenous Cultural and Intellectual Property. *Archivaria; Archivaria* 83 (Spring 2017). Repéré à <http://archivaria.ca/index.php/archivaria/article/view/13602>

NAVARRO, D. (2017). Research and secrecy: dealing with archives of intelligence services in Spain. *Archival Science*, 17(4), 331-348. <https://doi.org/10.1007/s10502-017-9278-z>

PROCTER, M. (2017). Protecting rights, asserting professional identity. *Archives and Records*, 38(2), 296-309. <https://doi.org/10.1080/23257962.2017.1285754>

RICARD, B. (2017). La réutilisation des informations du secteur public: quel est l'état du droit? *La Gazette des Archives*, (246), 135-138.

ROCHE, N. (2017). From top secret to publicly disclosed: engaging with NATO's declassified records. *Comma*, 2015(2), 55-65. <https://doi.org/10.3828/comma.2015.2.8>

ROELLY, A. (2017). Le droit, au cœur des activités du bureau du contrôle et de la collecte des archives publiques. *La Gazette des archives*, (247). Repéré à <http://www.archivistes.org/Marie-Paule-Arnauld-La-plenitude-d-un-metier>

ROGÉAUX, N. (2017). Du contrôle scientifique et technique dans un monde mouvant. *La Gazette des archives*, (247). Repéré à <http://www.archivistes.org/Marie-Paule-Arnauld-La-plenitude-d-un-metier>

ROGERS, C. et DURANTI, L. (2017). Ethics in the Cloud. *Journal of Contemporary Archival Studies*, 4. Repéré à <http://elischolar.library.yale.edu/jcas/vol4/iss2/2/>

SAUNOIS, L. (2017). Choisir le bon cloud pour la sécurité des informations. *I2D – Information, données & documents*, 55(3), 66-67.

4. DESCRIPTION DES ARCHIVES

ADDICA, K. (2017). Descriptive Metadata: An Analysis of British Pathé Newsreel Collections from World War Two. *Libri*, 67(2), 141-148.

ANGJELI, A., CLAVAUD, F. et ROUSSEL, S. (2017). Représenter en RDF, interconnecter et visualiser en graphe des jeux de métadonnées archivistes de provenances multiples: un projet de prototype. *La Gazette des Archives*, (246), 157-172.

- BARNES, M. E., LEDCHUMYKANTHAN, N., PHAM, K. et STAPELFELDT, K. (2017). Annotation-based enrichment of Digital Objects using open-source frameworks. *Code4lib Journal*, (37). Repéré à <http://journal.code4lib.org/articles/12582>
- BARREAUX, S., DAILLE, B. et JACQUEY, É. (2017). Indexation automatique en SHS : bilan d'une expérimentation. *I2D – Information, données & documents*, 54(1), 15-17.
- BENOIT, E. (2017). #MPLP Part 1: Comparing Domain Expert and Novice Social Tags in a Minimally Processed Digital Archives. *The American Archivist*, 80(2), 407-438. <https://doi.org/10.17723/0360-9081-80.2.407>
- BROWN, S. (2016). Words, words. They're all we have to go on: Image finding without the pictures. *Digital Scholarship in the Humanities*, 31(4), 671-688.
- CAPLAN, P. (2017). *Understanding Premis*. Library of Congress. Repéré à <http://www.loc.gov/standards/premis/understanding-premis-rev2017.pdf>
- CHARLTON, T. (2017). The Treachery of Archives: Representation, Power, and the Urgency for Self-Reflexivity in Archival Arrangement and Description. *The iJournal: Graduate Student Journal of the University of Toronto's Faculty of Information*, 3(1). Repéré à <http://www.theijournal.ca/index.php/ijournal/article/view/28894>
- CHIH-MING CHEN et MING-YUEH TSAY. (2017). Applications of collaborative annotation system in digital curation, crowdsourcing, and digital humanities. *The Electronic Library*, 35(6), 1122-1140. <https://doi.org/10.1108/EL-08-2016-0172>
- CÔTÉ-LAPOINTE, S. et MAS, S. (2017). La notion de facettes appliquée aux archives : un outil pour faciliter l'organisation et la diffusion. *Arbido*, (2017/3). Repéré à <http://arbido.ch/fr/edition-article/2017/metadonn%C3%A9es-donn%C3%A9es-de-qualit%C3%A9/la-notion-de-facettes-appliqu%C3%A9e-aux-archives-un-outil-pour-faciliter-lorganisation-et-la-diffusion>
- DOOLEY, J. M., FARRELL, K. S., KIM, T. et VENLET, J. (2017). Developing Web Archiving Metadata Best Practices to Meet User Needs. *Journal*

of *Western Archives*, 8. Repéré à <http://digitalcommons.usu.edu/westernarchives/vol8/iss2/5/>

DUNANT GONZENBACH, A. (2017). Archival linked open data – le projet suisse aLOD. *Arbido*, (2017/3). Repéré à <http://arbido.ch/fr/edition-article/2017/metadonn%C3%A9es-donn%C3%A9es-de-qualit%C3%A9/archival-linked-open-data-le-projet-suisse-alod>

ECKARD, M., PILLEN, D. et SHALLCROSS, M. (2017). Bridging Technologies to Efficiently Arrange and Describe Digital Archives: the Bentley Historical Library's ArchivesSpace-Archivematica-DSpace Workflow Integration Project. *Code4lib Journal*, (35). Repéré à <http://journal.code4lib.org/articles/12105>

GRACY, K. F. (2017). Enriching and enhancing moving images with Linked Data: An exploration in the alignment of metadata models. *Journal of Documentation*, 74(2), 354-371. <https://doi.org/10.1108/JD-07-2017-0106>

HAMILL, L. (2017). *Archival Arrangement and Description: Analog to Digital*. Lanham, MD : Rowman.

INTERNATIONAL ORGANIZATION FOR STANDARDIZATION. (2017). *ISO 23081-1 :2017 - Information and Documentation - Records Management Processes - Metadata for Records: Part 1: Principles*. Geneva. Repéré à <https://www.iso.org/standard/73172.html>

JOHNSON, E.-A. (2017). *Toward a collaborative online framework for archival representation*. University of Manitoba, Winnipeg. Repéré à <https://mspace.lib.umanitoba.ca/xmlui/handle/1993/32580>

JONES, M., DARIAN-SMITH, K., TOUT-SMITH, D. et MCCARTHY, G. (2017). The Dorothy Howard Collection: revealing the structures of folklore archives in museums. *Archives and Manuscripts*, 45(2), 100-117. <https://doi.org/10.1080/01576895.2017.1328695>

KIM, J. S. (2017). The application of near-automated georeferencing technique to a strip of historic aerial photographs in GIS. *Library Hi Tech*, 36(1), 43-56. <https://doi.org/10.1108/LHT-10-2016-0115>

- KOVAČEVIĆ, J. et GRAOVAC, J. (2016). Prospective automated hierarchical classification of digitized documents. *Review of the National Center for Digitization*, (29), 42-51.
- LLANES-PADRÓN D. et PASTOR-SÁNCHEZ, J.-A. (2017). Records in contexts: the road of archives to semantic interoperability. *Program*, 51(4), 387-405. <https://doi.org/10.1108/PROG-03-2017-0021>
- MADAY, C. (2017). Les métadonnées, c'est simple comme un pot de confiture! *Arbido*, (2017/3). Repéré à <http://arbido.ch/fr/edition-article/2017/metadonn%C3%A9es-donn%C3%A9es-de-qualit%C3%A9/les-m%C3%A9adonn%C3%A9es-cest-simple-comme-un-pot-de-confiture>
- MAYO, D. et BOWERS, K. (2017). The Devil's Shoehorn: A case study of EAD to ArchivesSpace migration at a large university. *Code4lib Journal*, (35). Repéré à <http://journal.code4lib.org/articles/12239>
- MC GEE, M., DURANTE, K. et WEIMER, K. H. (2017). Toward a Linked Data Model for Describing Cartographic Resources. *Journal of Map & Geography Libraries*, 13(1), 133-144. <https://doi.org/10.1080/15420353.2017.1308291>
- MEIMAN, M. (2016). Documentation for the public: Social editing in The Walt Whitman Archive. *Digital Scholarship in the Humanities*, 31(4), 819-826.
- MOKHTAR, U. A. et YUSOF, Z. M. (2017). *Records Classification: Concepts, Principles and Methods: Information, Systems, Context*. Amsterdam, Pays-Bas: Chandos Publishing.
- MORISOD, P. (2017). Données et métadonnées, aux sources de l'information numérique. *Arbido*, (2017/3). Repéré à <http://arbido.ch/fr/edition-article/2017/metadonn%C3%A9es-donn%C3%A9es-de-qualit%C3%A9/donn%C3%A9es-et-m%C3%A9adonn%C3%A9es-aux-sources-de-linformation-num%C3%A9rique-1>
- MOSCICKA, A. K. (2017). The CENDARI infrastructure in GIS-based historical research. *Program*, 51(2), 132-151. <https://doi.org/10.1108/PROG-09-2015-0058>

NOUGARET, C. (2017). Marie-Paule Arnauld et les instruments de recherche : trente années de compagnonnage. *La Gazette des archives*, (247). Repéré à <http://www.archivistes.org/Marie-Paule-Arnauld-La-plenitude-d-un-metier>

PARILLA, L. et FERRITER, M. (2016). Social Media and Crowdsourced Transcription of Historical Materials at the Smithsonian Institution: Methods for Strengthening Community Engagement and Its Tie to Transcription Output. *The American Archivist*, 79(2), 438-460. <https://doi.org/10.17723/0360-9081-79.2.438>

PARILLA, L.L., MORGAN, R. & FIDLER, C. (2017). Excavating archival description : from collection to data level. *Digital Library Perspectives*, 33(3), 195-202. <https://doi.org/10.1108/DLP-11-2016-0043>

PARIS, P.-H., ABADIE, N. et BRANDO, C. (2017). Linking Spatial Named Entities to the Web of Data for Geographical Analysis of Historical Texts. *Journal of Map & Geography Libraries*, 13(1), 82-110. <https://doi.org/10.1080/15420353.2017.1307306>

PERICLES DIGITAL PRESERVATION. (2017). *An Overview of Semantic Change: Understanding the Phenomenon, Current Trends and Future Research Roadmap*. Repéré à http://www.pericles-project.eu/uploads/files/PERICLES_WP8_Evolving_Semantics_CoP_report_2017.pdf

PITTI, D., STOCKING, B. et CLAVAUD, F. (2018). An introduction to "Records in Contexts" : an archival description draft standard. *Comma*, 2016(1-2), 173-188. <https://doi.org/10.3828/comma.2016.18>

POPOVICI, B. F. (2016). Records in Contexts: Towards a New Level in Archival Description ? (pp. 13-31). Repéré à http://www.pokarh-mb.si/uploaded/datoteke/Radenci/radenci_2016/013-031_popovici_2016.pdf

POPOVICI, B.-F. (2018). A broader perspective on records as seen by Records-in-Contexts. *Comma*, 2016(1-2), 189-198. <https://doi.org/10.3828/comma.2016.19>

SCHMERBAUCH, M. (2017). Metadata standards in international archives. *Arbido*, (2017/3). Repéré à <http://arbido.ch/fr/edition-article/2017/metadonn%C3%A9es-donn%C3%A9es-de-qualit%C3%A9/metadata-standards-in-international-archives>

SIBILLE DE GRIMOÛARD, C. (2017). D’hier à aujourd’hui : les évolutions de la description archivistique. *La Gazette des archives*, (247). Repéré à <http://www.archivistes.org/Marie-Paule-Arnauld-La-plenitude-d-un-metier>

SILVA, A. M. D. da. (2017). Folksonomies in archives: controlled collaboration for specific documents. *Ariadne*, (77). Repéré à <http://www.ariadne.ac.uk/issue77/margaridadiasdasilva>

SOUALAH, M. O., YAHIA, Y. A. A., KEITA, A. et GUESSOUM, A. (2017). Dynamic cataloguing of the old Arabic manuscripts by automatic extraction of metadata. *Library Hi Tech*, 35(2), 251-270. <https://doi.org/10.1108/LHT-07-2016-0076>

UK NATIONAL ARCHIVES. (2017). *Digital Cataloguing Practices at the National Archives*. Repéré à <http://www.nationalarchives.gov.uk/documents/digital-cataloguing-practices-march-2017.pdf>

5. DIFFUSION DES ARCHIVES

BELOVARI, S. (2017). Historians and Web Archives. *Archivaria*, (83). Repéré à <http://archivaria.ca/index.php/archivaria/article/view/13600>

BLAISE-GROULT, M., BRUANT, C., LE CLERC, J.-Y., LELIEVRE, P. et ROY, E. (2017). Archives et pratiques collaboratives en ligne, l’âge mûr ? *La Gazette des Archives*, (246), 257-286.

BOUDREAU, D., DAVEAU, F. et GIULIANO, F. (2016). Diffuser, partager et s’appropriier le patrimoine documentaire québécois. Le projet collaboratif de BANQ sur Wikimédia : une première au Canada. *Archives*, 46(1), 61-81.

BOUYÉ, É. (2017). *L’archiviste dans la cité : un ver luisant*. Dijon, France : Éditions universitaires de Dijon.

BRETT, J. et LADDUSAW, S. (2017). Touring Fantasyland: The “Maps of Imaginary Places” Collection and Exhibit at Cushing Memorial Library and Archives. *Journal of Map & Geography Libraries*, 13(3), 280-299. <https://doi.org/10.1080/15420353.2017.1353473>

BURTON, J. M. et WEDDINGTON, D. (2017). Streamlining Archives Reference through Online Task Management. *Practical Technology for Archives*, (8). Repéré à https://practicaltechnologyforarchives.org/issue8_burton

CASWELL, M., HARTER, C. et JULES, B. (2017). Diversifying the Digital Historical Record: Integrating Community Archives in National Strategies for Access to Digital Cultural Heritage. *D-Lib Magazine*, 23(5-6). Repéré à <http://www.dlib.org/dlib/may17/caswell/05caswell.html>

COLLIN, C. (2017). Des archives à l'écran, numérique et médiation : analyse rétrospective. *La Gazette des Archives*, (246), 218-228.

COOBAN, G. (2017). Should archivists edit Wikipedia, and if so how? *Archives and Records*, 38(2), 257-272. <https://doi.org/10.1080/23257962.2017.1338561>

CORNÈDE, M. (2017). Le public et l'archiviste. *La Gazette des archives*, (247). Repéré à <http://www.archivistes.org/Marie-Paule-Arnauld-La-plenitude-d-un-metier>

COSSON, F. (2017). The small politics of everyday life : local history society archives and the production of public histories. *Archives and Records*, 38(1), 45-60. <https://doi.org/10.1080/23257962.2016.1269646>

COURANT, H., HALAIS, J., RIO, C. et SCHEFFER, J. (2017). Les archives sur les réseaux sociaux : parce que vous le valez bien. *La Gazette des Archives*, (246), 227-240.

DEAN, J. W. et GROVER, E. (2017). Social Media as Entrée into Special Collections Reference Works. *RBM: A Journal of Rare Books, Manuscripts, and Cultural Heritage; Vol 18, No 1 (2017): Spring*. <https://doi.org/10.5860/rbm.18.1.37>

DOLLINGER, S. (2017). Obi Wan Kenobi et Cie dans les archives. *Arbido*, (2). Repéré à <http://arbido.ch/fr/edition-article/2017/enqu%C3%AAtes-en-cours/obi-wan-kenobi-et-cie-dans-les-archives>

GARCIA, P. (2017). Accessing Archives: Teaching with Primary Sources in K-12 Classrooms. *The American Archivist*, 80(1), 189-212. <https://doi.org/10.17723/0360-9081.80.1.189>

- GARCÍA-SANTIAGO L. et OLVERA-LOBO, M.-D. (2017). IPABA Checklist for Heritage in Spanish : How to Assess Visibility and Accessibility on the Web. *Preservation, Digital Technology & Culture*, 46(4), 136. <https://doi.org/10.1515/pdctc-2017-9002>
- GODOY-POWELL, N. L. et DUNHAM, E. G. (2017). 21st Century Community Outreach and Collection Development: ASU Chicano/a Research Collection. *Journal of Western Archives*, 8(1). Repéré à <http://digitalcommons.usu.edu/westernarchives/vol8/iss1/4/>
- GOODALE, I. (2017). The Prague Spring Archive at the University of Texas at Austin. *Journal of Web Librarianship*, 11(3-4), 220-230. <https://doi.org/10.1080/19322909.2017.1373041>
- GORE, E., BITTA, M. D. et COHEN, D. (2017). The Digital Public Library of America and the National Digital Platform. *D-Lib Magazine*, 23(5-6). Repéré à <http://www.dlib.org/dlib/may17/gore/05gore.html>
- GUIGENO, B. (2017). Les activités éducatives dans les archives, entre bilan et perspectives. *La Gazette des archives*, (247). Repéré à <http://www.archivistes.org/Marie-Paule-Arnauld-La-plenitude-d-un-metier>
- GUIGUENO, B. et JONCHERY, A. (2017). Pratiques en ligne, pratiques in situ : les archives ont-elles changé de public ? Retour sur les enquêtes menées auprès des lecteurs, des internautes et du public des activités culturelles (2013–2014). *Comma*, 2015(2), 27-29. <https://doi.org/10.3828/comma.2015.2.4>
- GUILLERM, Y. (2017). *Archives départementales : les basiques de la généalogie*. Paris, France : Archives & cultures.
- HUTCHINSON, T. (2017). Using LibAnswers in the Archives: A review and implementation report. *Practical Technology for Archives*, (7). Repéré à https://practicaltechnologyforarchives.org/issue7_hutchinson/
- HYNING, V. V., BLICKHAN, S., TROUILLE, L. et LINTOTT, C. (2017). Transforming Libraries and Archives through Crowdsourcing. *D-Lib Magazine*, 23(5-6). Repéré à <http://www.dlib.org/dlib/may17/vanhyning/05vanhyning.html>

JAMES-SARAZIN, A. (2017). Les Archives nationales ou la tradition de l'audace. *La Gazette des archives*, (247). Repéré à <http://www.archivistes.org/Marie-Paule-Arnauld-La-plenitude-d-un-metier>

JOY, C., KEANE, A. et CORRIGAN, P. (2017). A Landscape Archive: Methods for Interaction Design, Preservation, Access, and Mapping: a Case Study. *Journal of Web Librarianship*, 11(3-4), 209-219. <https://doi.org/10.1080/19322909.2017.1378149>

KRAUSE, R. S., ROSENZWEIG, J. et JR., P. V. (2017). Out of the Vault: Developing a Wikipedia Edit-a-thon to Enhance Public Programming for University Archives and Special Collections. *Journal of Western Archives*, 8(1). Repéré à <http://digitalcommons.usu.edu/westernarchives/vol8/iss1/3/>

LONIE, E. et ANDROSOFF, A. (2017). Archives 101: Engaging Post-Secondary Students with Primary Sources. *Fonds d'Archives*, 1. Repéré à <https://fondsdarchives.ca/index.php/fondsdarchives/article/view/4>

LUCK, D. (2017). Changing access needs in the hybrid archive. *Comma*, 2015(2), 39-48. <https://doi.org/10.3828/comma.2015.2.6>

Making History with Crowdsourcing. (2017). *Collections: a Journal for Museum and Archives Professionals*, 12(2). Repéré à <https://journals.rowman.com/issues/1017503-collections-vol-12-n2>

MALJKOVIĆ, M., STOJANOVIĆ, B. et MIJAJLOVIĆ, Ž. (2017). Digital Legacy of Mihailo Petrović Alas. *Review of the National Center for Digitization*, (31). Repéré à <http://elib.mi.sanu.ac.rs/files/journals/ncd/31/ncdn31p10-17.pdf>

MARIN, A.-C. (2017). Archivistes, tous médiateurs? Petites réflexions sur les pratiques professionnelles. *La Gazette des archives*, (247). Repéré à <http://www.archivistes.org/Marie-Paule-Arnauld-La-plenitude-d-un-metier>

MATSUUCHI, A. (2017). Connecting Wikipedia and the Archive. *Wiki Studies*, 1(1), 40-64.

MCAULIFFE, C. P., LAGE, K. et MATTKE, R. (2017). Access to Online Historical Aerial Photography Collections: Past Practice, Present State,

and Future Opportunities. *Journal of Map & Geography Libraries*, 13(2), 198-221. <https://doi.org/10.1080/15420353.2017.1334252>

NOVARA, E. A. et NOVARA, V. J. (2017). Exhibits as Scholarship: Strategies for Acceptance, Documentation, and Evaluation in Academic Libraries. *The American Archivist*, 80(2), 355-372. <https://doi.org/10.17723/0360-9081-80.2.355>

OLIVER, A., JAMIESON, A. et DANIEL, A. (2017). Here, there and everywhere: an analysis of reference services in academic archives. *Archives and Manuscripts*, 45(2), 136-154. <https://doi.org/10.1080/01576895.2017.1324801>

PATTERSON, C. (2016). Perceptions and Understandings of Archives in the Digital Age. *The American Archivist*, 79(2), 339-370. <https://doi.org/10.17723/0360-9081-79.2.339>

PUNZALAN, R. L., MARSH, D. E. et COOLS, K. (2017). Beyond Clicks, Likes, and Downloads: Identifying Meaningful Impacts for Digitized Ethnographic Archives. *Archivaria*, (84). Repéré à <https://archivaria.ca/index.php/archivaria/article/view/13614>

PURDY, T. S. (2018). Case Studies in Campus and Community Outreach: The Life and Legacy of the USS Arizona Exhibit and the 75th Anniversary of the Bombing of Pearl Harbor. *Journal of Western Archives*, 9(1). Repéré à <https://digitalcommons.usu.edu/westernarchives/vol9/iss1/2>

RAIČ, A. et STANTIĆ, Z. (2016). Topotheques as a bridge between the national and citizens' archives: the pilot project of the topotheque North Bachka. *Review of the National Center for Digitization*, (29), 25-32.

RHEE, H. L. (2017). Utilizing user studies in archival appraisal practice: feasibility, value, and benefits. *Archival Science*, 17(2), 151-173. <https://doi.org/10.1007/s10502-016-9270-z>

ROBERTO, C. M. (2017). General reflections on improved access and public engagement in the past, present and future in Canada. *Comma*, 2015(2), 49-53. <https://doi.org/10.3828/comma.2015.2.7>

ROUED-CUNLIFFE, H. et COPELAND, A. (Éds). (2017). *Participatory Heritage*. London, Angleterre: Facet.

SANDERS, W. et SALGADO, M. (2017). Re-using the archive in video posters: A win-win for users and archives. *Interactions: Studies in Communication & Culture*, 8(1), 63-78.

SCHNEIDER, J., CHAN, P., EDWARDS, G. et HANGAL, S. (2017). ePADD: Computational Analysis Software Facilitating Screening, Browsing, and Access for Historically and Culturally Valuable Email Collections. *D-Lib Magazine*, 23(5-6). Repéré à <http://www.dlib.org/dlib/may17/schneider/05schneider.html>

SEPPI, G. K. (2018). Reflections on Digitization, Outreach, and the Value of Ephemera in Special Collections: A Case Study. *Journal of Western Archives*, 9(1). Repéré à <https://digitalcommons.usu.edu/westernarchives/vol9/iss1/1>

ST-GERMAIN, M. (2016). *Le Web de données et le Web sémantique à Bibliothèque et Archives nationales du Québec: constats et recommandations fondés sur l'initiative de la Bibliothèque nationale de France*. Université de Montréal. Repéré à <https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/handle/1866/18414>

THORNDIKE-BREEZE, R. et SUITER, G. K. (2017). Hacking Academic Collaboration with GLAM Edit-a-thons. *Wiki Studies*, 1(1), 65-95.

WALTON, R. (2017). Looking for Answers: A Usability Study of Online Finding Aid Navigation. *The American Archivist*, 80(1), 30-52. <https://doi.org/10.17723/0360-9081.80.1.30>

WEINZ, R. (2017). Quel rôle pour les portails dans le « nouveau monde » du Web ? *La Gazette des Archives*, (246), 287.

YACO, S., BROWN, C. et KONRAD, L. (2016). Linking Special Collections to Classrooms: A Curriculum-to-Collection Crosswalk. *The American Archivist*, 79(2), 417-437. <https://doi.org/10.17723/0360-9081-79.2.417>

6. DOCUMENTS SONORES, AUDIOVISUELS ET PHOTOGRAPHIQUES

- ABELA, C. (2017). Les images des géographes : appropriation et restitution. *La Gazette des Archives*, (247).
- BECKER, S. et BLANCHETTE, J.-F. (2017). On the Record, All the Time : Audiovisual Evidence Management in the 21st Century. *D-Lib Magazine*, 23(5-6). Repéré à <http://www.dlib.org/dlib/may17/becke/05becker.html>
- BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES CANADA. (2017). *Lingua franca : un langage commun pour les restaurateurs de documents photographiques*. (s.l.) : (s.n.). Repéré à <http://www.bac-lac.gc.ca/fra/a-notre-sujet/publications/livres-electroniques/Pages/livres-electroniques.aspx>
- BLIMA-BARRU, M. S. (2017). Patrimoine oral et visuel des Archives nationales, entendre et voir autrement les archives. *Sonorités : bulletin de l'Association française des archives orales sonores et audiovisuelles*, (43). Repéré à <http://afas.revues.org/3072>
- BRUNET, F. (2017). *La photographie histoire et contre-histoire*. Paris, France : Presses universitaires de France.
- BYRNE, R. (2017). The San Francisco Silent Film Festival :What Is a Festival Doing As an Affiliate of FIAF ? *Journal of Film Preservation*, (96).
- COCCIOLO, A. (2017). *Moving Image and Sound Collections for Archivists*. Chicago : Society of American Archivists.
- COOK, S. (2017). Shrouded History : The Canadian Film and Photo Unit, Records Creation, Reuse, and the Recontextualizing of « Lost » Audiovisual Heritage. *Archivaria*, (83). Repéré à <http://archivaria.ca/index.php/archivaria/article/view/13603>
- DAIBO, M., HASEGAWA, T. et MIURA, K. (2017). Limiting Colour Grading for Two-colour Film Restoration. Utilising a Spectroradiometer to Create a Specific LUT. *Journal of Film Preservation*, (96).
- FANTOZZI, C., BRESSAN, F., PRETTO, N. et CANAZZA, S. (2017). Tape music archives : from preservation to access. *International Journal on Digital Libraries*, 18(3), 233-249. <https://doi.org/10.1007/s00799-017-0208-8>

- FAUDZI, A. (2017). Challenges of Teaching Sound Studies that Include Preservation Issues in Malaysia. *IASA Journal*, (47).
- HAGEN, W. (2017). On the impossibility of archiving the radio and its virtues. *Interactions: Studies in Communication & Culture*, 8(1), 35-44.
- HORWATH, A. (2017). The Old Life. Reframing Film "Restoration" : Some Notes. *Journal of Film Preservation*, (96).
- KREMOR, R. (2017). Matroska and FFV1 : One File Format for Film and Video Archiving? *Journal of Film Preservation*, (96).
- LOACKER, A. (2017). Filmarchiv Austria. The National Library of the Moving Image. *Journal of Film Preservation*, (96).
- LUCIANO, A. (2017). " Standing in the Way of White Noise " : Preserving Videotape in a Film Collection. *Journal of Film Preservation*, (96).
- MAGALHÃES, F. et PIRES, I. (2017). Providing Access to Music-Theatre Works with Electronic Sound on Tape : The Case of Constança Capdeville. *IASA Journal*, (47).
- MARTIN, J. (2017). Saving America's Endangered Recordings: NEDCC's Conservation Ethic for the Preservation of Significant Audio Media. *Preservation, Digital Technology & Culture*, 46(4), 149. <https://doi.org/10.1515/pdctc-2017-0018>
- MCCANN, L. (2017). The Whole Story: News Agency Photographs in Newspaper Photo Morgue Collections. *The American Archivist*, 80(1), 163-188. <https://doi.org/10.17723/0360-9081.80.1.163>
- MCCARTNEY, L. (2017). The Evolution and Issues Encountered in Providing Meaningful and Useful Online Access to Oral History Recordings. *IASA Journal*, (47).
- MCKERNAN, L. (2017). Audiovisual Archives and the Web. *Journal of Film Preservation*, (96).
- MORAN, R. A. (2017). Concepts of the database in contemporary media practice. *Interactions: Studies in Communication & Culture*, 8(1), 21-34.
- MUKHERJEE, J. (2018). Digital Photography Archive. *Café Dissensus*, (42). Repéré à <https://cafedissensus.com/2018/02/01/digital-photography-archive/>

- OXTOBY, S. (2017). A Decentralized Model: The United States of America – Politics and the Road to Preserving a National Film Heritage. *Journal of Film Preservation*, (96).
- PLANK, M. (2017). Managing Born-Digital Audiovisual Media: A Case Study of Scientific Video Collection Stewardship. *IASA Journal*, (47).
- PONDER, J. (2017). The Sound of an Article: Preserving Audio and Video Supplemental Materials from Print Journals. *IASA Journal*, (47).
- RICHARDSON, I. E. (2017). Video Compression Codecs: A Survival Guide. *IASA Journal*, (47).
- STOELTJE, R., SHIVELY, V., BOSTON, G., GAUSTAD, L. et SCHUELLER, D. (Éds). (2017). *Sustainable Audiovisual Collections Through Collaboration: Proceedings of the 2016 Joint Technical Symposium*. Bloomington: Indiana University Press. Repéré à http://www.iupress.indiana.edu/product_info.php?products_id=808916
- STRNAD, M. (2017). Digital Restoration of Czech Film Heritage: 14 Film Programmes Back on Screen, 2014-2017. *Journal of Film Preservation*, (96).
- THOMAS, A. (2017). Locating Replacement Azimuth Screws for Tascam Compact Cassette Decks. *IASA Journal*, (47).
- WAGNER, K. (2017). The personal versus the institutional voice in an open photographic archive. *Archival Science*, 17(3), 247-266. <https://doi.org/10.1007/s10502-016-9273-9>
- WALDEN, K. L. (2017). Searching for D-9.com in the archives: an archaeology of a film's website. *Interactions: Studies in Communication & Culture*, 8(1), 9-20.
- WEAVER, A., COLLOTON, E., MCMANU, K., CHAU, S., RAMIREZ-LOPEZ, L., LOTT, A. et GRAVES, T. (2017). Building a Digital Preservation Community in Public Broadcasting: A Case Study of the American Archive of Public Broadcasting's National Digital Stewardship Residencies. *IASA Journal*, (47).
- WENGSTRÖM, J. (2017). The Coexistence of Analogue and Digital Strategies in the Archival Film Collections of the Swedish Film Institute. *Journal of Film Preservation*, (96).

WOOD, S. E. (2017). Police Body Cameras and Professional Responsibility: Public Records and Private Evidence. *Preservation, Digital Technology & Culture*, 46(1), 41-51.

YAP, J. M. et BARSAGA, A. S. (2017). Building a timeless audiovisual collection : libraries and archives as repositories of oral history. *Library Management*, 39(3/4), 188-199. <https://doi.org/10.1108/LM-05-2017-0049>

7. ÉVALUATION ET ACCROISSEMENT DES ARCHIVES

BEAUSIRE, J. (2016). L'archivage du web : présentation des méthodes de collecte et recommandations pour l'accès aux contenus et leur structuration. *Revue électronique suisse de science de l'information*, (17). Repéré à http://www.ressi.ch/num17/article_122

COLIN, P. (2017). Building a Living, Breathing Archive: A Review of Appraisal Theories and Approaches for Web Archives. *Preservation, Digital Technology & Culture*, 46(2), 69. <https://doi.org/10.1515/pdtc-2016-0031>

FOLEY, G. (2018). The sanctity of evidence? A journey into past retention and disposal decisions. *Comma*, 2016(1-2), 55-62. <https://doi.org/10.3828/comma.2016.6>

GIESBRECHT, R. et MURDOCK SMITH, J. (2017). Everything Old Is New Again: The Evolution of Generic Appraisal at Library and Archives Canada. *Archivaria*, (84). Repéré à <https://archivaria.ca/index.php/archivaria/article/view/13613>

HYRY, T. (2016). Convergence or Collision? Archival Appraisal and the Expanded Role of Special Collections in the Research Library. Repéré à http://projects.iq.harvard.edu/files/hazen/files/convergence_or_collision_hyry.pdf

LONG, C. (2017). Why Are They Here?: Describing the Circumstances of Archival Acquisition in Literary Archives. *The iJournal: Graduate Student Journal of the University of Toronto's Faculty of Information*, 3(1). Repéré à <http://www.theijournal.ca/index.php/ijournal/article/view/28891>

NOUGARET, C. (2017). *Une stratégie nationale pour la collecte et l'accès aux archives à l'ère numérique*. Conseil supérieur des Archives. Repéré à <https://francearchives.fr/article/28204701>

NYITRAY, K. J. et STIEGLITZ, S. (2017). Spies in the Archive: Acquiring Revolutionary War Spy Letters Through Community Engagement. *RBM: A Journal of Rare Books, Manuscripts, and Cultural Heritage*, 18(1). <https://doi.org/10.5860/rbm.18.1.44>

PINTER, A. T. et GOLDMAN, B. (2017). Recount: Revisiting the 42nd Canadian Federal Election to Evaluate the Efficacy of Retroactive Tweet Collection. *Code4lib Journal*, (37). Repéré à <http://journal.code4lib.org/articles/12676>

RETTIG, P. J. (2017). Collecting Water: An Analysis of a Multidisciplinary Special-Subject Archives. *The American Archivist*, 80(1), 82-102. <https://doi.org/10.17723/0360-9081.80.1.82>

RODRIGUES, A. (2016). Introducing an archival collecting model for the records created by South African Portuguese community organisations. *Archives and Manuscripts*, 44(3), 141-154. <https://doi.org/10.1080/01576895.2016.1258582>

SABER, D. et LONG, P. (2017). 'I will not leave, my freedom is more precious than my blood'. From affect to precarity: crowd-sourced citizen archives as memories of the Syrian war. *Archives and Records*, 38(1), 80-99. <https://doi.org/10.1080/23257962.2016.1274256>

SANDY, H. M., CORRADO, E. M. et IVESTER, B. B. (2017). Personal digital archiving: an analysis of URLs in the .edu domain. *Library Hi Tech*, 35(1), 40-52. <https://doi.org/10.1108/LHT-11-2016-0120>

SINN, D., KIM, S. et SYN, S. Y. (2017). Personal digital archiving: influencing factors and challenges to practices. *Library Hi Tech*, 35(2), 222-239. <https://doi.org/10.1108/LHT-09-2016-0103>

SOCIETY OF AMERICAN ARCHIVISTS. (2017). *Guidelines for Reappraisal and Deaccessioning*. Society of American Archivists. Repéré à https://www2.archivists.org/sites/all/files/GuidelinesForReappraisalDeaccessioning_2017.pdf

VINH-DOYLE, W. P. (2017). Appraising email (using digital forensics): techniques and challenges. *Archives and Manuscripts*, 45(1), 18-30. <https://doi.org/10.1080/01576895.2016.1270838>

8. GESTION D'UN SERVICE D'ARCHIVES ET GESTION DES ARCHIVES

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE LA HAUTE-GARONNE. (2017). *Petit guide d'archivage à l'usage des collèges et des lycées*. Repéré à http://archives.haute-garonne.fr/pdf/quefairecolleges/Guide_archives_colleges_lycees_AD31_2017.pdf

BOTH, A. (2017). *Le sens du temps: le quotidien d'un service d'archives départementales*. Toulouse, France: Anarchasis. Repéré à <http://www.editions-anacharsis.com/Le-Sens-du-temps>

DE VILLIERS, A., LAURENT, N. et STUEVEN, C. (2017). Volunteers in Australian archives. *Archives and Manuscripts*, 45(2), 118-135. <https://doi.org/10.1080/01576895.2017.1326828>

GUIGUENO, B. (2016). Les services d'archives à l'épreuve du numérique. *Culture et recherche*, (134), 53-54.

MATASSA, F. (2017). *Valuing your collection: a practical guide for museums, libraries and archives*. London, Angleterre: Facet.

PHILLIPS, F. (2017). *Creating a Local History Archive at your Public Library*. Atlanta, GA: ALA Editions.

SORET, A. (2017). *Traitement de l'air dans les bâtiments d'archives: conception et gestion des équipements*. Service interministériel des Archives de France. Repéré à <https://francearchives.fr/fr/actualite/30568413>

VIALLE, C. et AUGUIÉ, K. (2017). *La gestion des archives: maîtriser les documents et les données*. Voiron, France: Territorial éditions.

9. GOUVERNANCE ET GESTION DES DOCUMENTS

- AJIBADE, P. et KHAYUNDI, F. E. (n.d.). The role of records management in small Micro and Medium Enterprises (SMMEs) in South Africa and its implications for business sustainability. *African Journal of Library, Archives and Information Science*, 27(2). Repéré à <https://www.ajol.info/index.php/ajlais/article/view/164666>
- AKUFFO, M. N. et ADAMS, M. (2016). Records management practices in ecumenical tertiary institutions: the Trinity Theological Seminary in focus. *Archives and Manuscripts*, 44(2), 61-72. <https://doi.org/10.1080/01576895.2016.1191035>
- APPIAH, K. O., AMOS, K.-N. M., BASHIRU, J., DRAMMEH, P. H. et TUFFOUR, S. (2017). Corporate governance and records management in private and public hospitals in Ghana. *Records Management Journal*, 27(1), 42-56. <https://doi.org/10.1108/RMJ-07-2015-0027>
- ARMA INTERNATIONAL. (2017a). *Implementing the Generally Accepted Recordkeeping Principles (ARMA International TR30-201X)*. Overland Park, KS: ARMA.
- ARMA INTERNATIONAL. (2017b). *Vital Records (ARMA International TR 29-2017)*. Overland Park, KS: ARMA.
- BERNIGAUD, F. et SENAME, C. (2017). Panorama de la collecte d'archives électroniques dans les collectivités. *La Gazette des Archives*, (246), 55-66.
- BOURHIS, T. et DENIS, N. (2017). La gestion des archives courantes et intermédiaires: la Division de la gestion de documents et des archives de l'Université de Montréal au rythme de sa clientèle. *Archives*, 46(2), 35-60.
- BOWKER, L. et VILLAMIZAR, C. (2017). Embedding a records manager as a strategy for helping to positively influence an organization's records management culture. *Records Management Journal*, 27(1), 57-68. <https://doi.org/10.1108/RMJ-02-2016-0005>
- BROWN, D. C. G. et TOZE, S. (2017). Information governance in digitized public administration. *Canadian Public Administration*, 60(4), 581-604. <https://doi.org/10.1111/capa.12227>

CENTRE DE COORDINATION POUR L'ARCHIVAGE À LONG TERME DE DOCUMENTS ÉLECTRONIQUES. (2017). *Modèle conceptuel pour logiciels de gestion d'archives*. Suisse. Repéré à http://kost-ceco.ch/cms/index.php?ais_conceptual_model_fr

CHORLEY, K. M. (2017). The challenges presented to records management by open government data in the public sector in England: A case study. *Records Management Journal*, 27(2), 149-158. <https://doi.org/10.1108/RMJ-09-2016-0034>

CLEMENTS, C. (2017). *Records Management in Charities: a Toolkit for Improvement*. University College London. Repéré à <http://www.voluntarysectorarchives.org.uk/wp-content/uploads/2017/06/records-management-in-charities-9.pdf>

DUFFUS, K. (2017). Recruitment of records management practitioners in Jamaica's public sector and its implications for professional practice. *Records Management Journal*, 27(2), 205-222. <https://doi.org/10.1108/RMJ-10-2016-0039>

DUFRESNE, M.-C. et GRATTON, E. (2016). Réduire les silos d'information – Bilan d'expérience au Cirque du Soleil avec la gestion électronique des documents. *Archives*, 46(1), 83-100.

FINDLAY, C. (2017). Participatory cultures, trust technologies and decentralisation: innovation opportunities for recordkeeping. *Archives and Manuscripts*, 45(3), 176-190. <https://doi.org/10.1080/01576895.2017.1366864>

GOUPIL, P. (2017). La GED, c'est fini! *I2D – Information, données & documents*, 54(2), 18-18.

GRANT, R. (2017). Recordkeeping and research data management: a review of perspectives. *Records Management Journal*, 27(2), 159-174. <https://doi.org/10.1108/RMJ-10-2016-0036>

HAWTHORNE, K. H. & RICHARDS, L. (2017). Personal health records: a new type of electronic medical record. *Records Management Journal*, 27(3), 286-301. <https://doi.org/10.1108/RMJ-08-2016-0020>

JOHNSON, R. J. (2017). *Information Disposition: A Practical Guide to the Secure, Compliant Disposal of Records, Media and IT Assets*. Phoenix : National Association of Information Destruction.

MAROYE, L. (2017). ISO 30301 : une certification qui vous veut du bien. *I2D – Information, données & documents*, 55(3), 9-10.

MAROYE, L., HOOLAND, S. VAN, CELORRIO, F. A., SOYEZ, S., LOSDYCK, B., VANRECK, O. et TERWANGNE, C. de. (2017). Managing electronic records across organizational boundaries: The experience of the Belgian federal government in automating investigation processes. *Records Management Journal*, 27(1), 69-83. <https://doi.org/10.1108/RMJ-11-2015-0037>

MATARAZZO, J. M. et PEARLSTEIN, T. (2017). *The Emerald Handbook of Modern Information Management*. Bingley: Emerald Publishing. Repéré à <http://books.emeraldinsight.com/page/detail/The-Emerald-Handbook-of-Modern-Information-Management/?K=9781787145269>

MAUREL, D., DUFOUR, C. et ZWARICH, N. (2017). La valeur ajoutée de l'archiviste : nouveaux rôles et nouvelles responsabilités au sein de la gouvernance de l'information. *La Gazette des Archives*, (246), 81-96.

MBAN, A. (2017). *Les archives administratives dans les états africains : instruments de gouvernance et de souveraineté*. Paris, France : L'Harmattan.

NAMUKASA, Ja. (2017). Records management and procurement performance: A case of NAADS program in the central region of Uganda. *Records Management Journal*, 27(3), 256-274. <https://doi.org/10.1108/RMJ-04-2016-0011>

NATIONAL ARCHIVES OF AUSTRALIA. (2017). *Information Management Standard: Australian Government*. National Archives of Australia. Repéré à http://www.naa.gov.au/Images/Information%20Management%20Standard_17%20April%202017_tcm16-99205.pdf

PAN, W. (2017). The implementation of electronic recordkeeping systems: An exploratory study of socio-technical issues. *Records Management Journal*, 27(1), 84-98. <https://doi.org/10.1108/RMJ-04-2016-0014>

PASQUIER, M. (2016). *L'acculturation du records management dans la pratique archivistique française*. Lyon, France: enssib. Repéré à <http://www.enssib.fr/bibliotheque-numerique/documents/67292-l-acculturation-du-records-management-dans-la-pratique-archivistique-francaise.pdf>

ROLAN, G. (2017a). Agency in the archive: a model for participatory recordkeeping. *Archival Science*, 17(3), 195-225. <https://doi.org/10.1007/s10502-016-9267-7>

ROLAN, G. (2017b). Towards interoperable recordkeeping systems: A meta-model for recordkeeping metadata. *Records Management Journal*, 27(2), 125-148. <https://doi.org/10.1108/RMJ-09-2016-0027>

SEXTON, A., SHEPHERD, E., DUKE-WILLIAMS, O. et EVELEIGH, A. (2017). A balance of trust in the use of government administrative data. *Archival Science*, 17(4), 305-330. <https://doi.org/10.1007/s10502-017-9281-4>

SOCIETY OF AMERICAN ARCHIVISTS. (2017). *Archiving Constituent Services Data of the U.S. Congress*. Repéré à https://www2.archivists.org/sites/all/files/2017_CSS_CMS_Report_0.pdf

STUART, K. (2017). Methods, methodology and madness: Digital records management in the Australian government. *Records Management Journal*, 27(2), 223-232. <https://doi.org/10.1108/RMJ-05-2017-0012>

SVÄRD, P. (2017). *Enterprise Content Management, Records Management and Information Culture Amidst E-Government Development*. Amsterdam, Pays-Bas: Chandos Publishing.

TYLER, J. E. (2017). Asset management the track towards quality documentation. *Records Management Journal*, 27(3), 302-317. <https://doi.org/10.1108/RMJ-11-2015-0039>

UPWARD, F., REED, B., OLIVER, G. et EVANS, J. (Éds). (2017). *Recordkeeping Informatics for a Networked Age*. (S.I.): Monash University Press. Repéré à <http://www.publishing.monash.edu/books/rina-9781925495881.html>

VERMINSKI, A. et BLANCHAT, K. M. (2017). *Fundamentals of Electronic Resources Management*. London, Angleterre: Facet.

WANG, X. (2018). Implementing an EDRMS: case study of a nuclear power company in China. *Comma*, 2016(1-2), 209-214. <https://doi.org/10.3828/comma.2016.22>

10. HISTOIRE, PATRIMOINE ET MÉMOIRE

ABOUT, I. et BORDIGONI, M. (2018). *Présences tsiganes: enquêtes et expériences dans les archives*. Paris, France: Le Cavalier bleu. Repéré à <http://www.lecavalierbleu.com/livre/presences-tsiganes/>

AMADIEU, J.-B., JOUBERT, J.-M., PLOTON-NICOLLET, F. et VÂRTEJANU-JOUBERT, M. (Éds). (2017). *Les sources au cœur de l'épistémologie historique et littéraire*. Paris, France: École nationale des chartes.

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE LA HAUTE-SAVOIE. (2017). *De part et d'autre des Alpes: le périple des archives savoyardes*. Annecy, France: Archives départementales de la Haute-Savoie. Repéré à http://www.archives.hautesavoie.fr/?id=698_980_1015_1023

ARTIÈRES, P. et GIRY, E. (2018). *68: les archives du pouvoir: chroniques inédites d'un état face à la crise*, Paris, France: Éditions Iconoclastes. Repéré à <https://www.editions-iconoclaste.fr/livres/68-archives-pouvoir/>

ATALLAH, M. (2017). Distortion of Content and Endangered Archives: A Case Study of a Donation to the American University of Beirut, Lebanon. *RBM: A Journal of Rare Books, Manuscripts, and Cultural Heritage*; Vol 18, No 1 (2017): Spring. <https://doi.org/10.5860/rbm.18.1.14>

BACHIMONT, B. (2017). *Patrimoine et numérique: technique de la politique de la mémoire*. (S.l.): INA Éditions.

BAILLARGEON, D. (2017). L'apport de François Beaudin: la mise en place du rapport Deschênes. *Archives*, 46(2), 15-26.

BAK, G. (2016). How Soon Is Now? Writings on Digital Archiving in Canada from the 1980s to 2011. *The American Archivist*, 79(2), 283-319. <https://doi.org/10.17723/0360-9081-79.2.283>

BATTERSHILL, C., SOUTHWORTH, H., STAVELEY, A., WIDNER, M., GORDON, E. W. et NICOLA WILSON. (2017). *Scholarly Adventures in*

Digital Humanities: Making The Modernist Archives Publishing Project. Basingstoke, Angleterre : Palgrave Macmillan.

Bordeaux, les clefs du trésor: 800 ans d'histoire des archives de la ville. (2017). Bordeaux, France: Le Festin.

BUCHHOLZ, M. (2018). The Archive of Oppressed Literature in the German Democratic Republic. *Comma*, 2016(1-2), 41-54. <https://doi.org/10.3828/comma.2016.5>

BUSSEAU, L. (2017). Sur les traces du galérien iroquois Ouréhouaré: nouvelle analyse des archives du xvii^e siècle. *Histoire Québec*, 22(3), 11-14.

CHAPOUTHIER, G., LAGUËS, M. et BEAUDOIN, D. (2017). *L'invention de la mémoire: écrire, enregistrer, numériser.* Paris, France: CNRS Editions. Repéré à <http://www.cnrseditions.fr/histoire-des-sciences-et-des-techniques/7523-linvention-de-la-memoire.html>

CLARKE, D. (2017). *UFO Drawings From The National Archives.* London, Angleterre: Four Corners. Repéré à <https://www.fourcornersbooks.co.uk/books/ufo-drawings/>

CLAVERT, F., DANIEL, J., FLECKINGER, H., GRANDJEAN, M. et IDMHAND, F. (2017). Histoire et humanités numériques: nouveaux terrains de dialogue entre les archives et la recherche. *La Gazette des archives*, (245), 121-134.

CURTIS, S. A. (2017). Writing the Lives of Saints: Archives and the Ownership of History. *French Historical Studies*, 40(2), 241-266. <https://doi.org/10.1215/00161071-3761607>

CZAJKA, E. (2018). The role of archives in creating national identity and harmony in post-communist society. *Comma*, 2016(1-2), 35-40. <https://doi.org/10.3828/comma.2016.4>

DELSALLE, P. et PROCTER, M. (2017). *A History of Archival Practice.* London, Angleterre: Routledge.

DUGAS, C. (2017). La Division de la gestion de documents et des archives de l'Université de Montréal et l'Association des archivistes du Québec: des chemins croisés. *Archives*, 46(2), 133-143.

- FAVREAU, S. et BELLEFEUILLE, J. (2017). Les archives, notre mémoire collective. *Histoire Québec*, 22(3), 19-22.
- FEHR, C. (2017). *Novel Ideas: Archives in English-Canadian Literary Life and Fiction, 1960-2017*. University of Manitoba, Winnipeg. Repéré à <https://mspace.lib.umanitoba.ca/xmlui/handle/1993/32571>
- FILIPOV, I. et SABATÉ, F. (Éds). (2017). *Identity and Loss of Historical Memory: the Destruction of Archives*. Berne, Suisse: Peter Lang. Repéré à <https://www.peterlang.com/view/product/78250>
- FLÜCKIGER, P. (2017). L'affaire Calvin: un mandat disparu réapparaît à New York. *Arbido*, (2). Repéré à <http://arbido.ch/fr/edition-article/2017/enqu%C3%AAtes-en-cours/laffaire-calvin-un-mandat-disparu-r%C3%A9appara%C3%AEt-%C3%A0-new-york>
- GELFAND, A. (2016). "As Vast as the Sea": An Overview of Archives and the Archival Profession in Russia from the Time of Ivan the Terrible to World War I. *The American Archivist*, 79(2), 230-253. <https://doi.org/10.17723/0360-9081-79.2.230>
- GUBEREK, T. et HEDSTROM, M. (2017). On or off the record? Detecting patterns of silence about death in Guatemala's National Police Archive. *Archival Science*, 17(1), 27-54. <https://doi.org/10.1007/s10502-017-9274-3>
- LESPÉRANCE, M. (2017). Bref historique des grandes réalisations de la Division de la gestion de documents et des archives de l'Université de Montréal (1966-2016). *Archives*, 46(2), 7-14.
- MACNEIL, H. (2017). Catalogues and the Collecting and Ordering of Knowledge (II): Debates about Cataloguing Practices in the British Museum and the Forebears of the Public Record Office of Great Britain, ca. 1750–1850. *Archivaria*, (84). Repéré à <https://archivaria.ca/index.php/archivaria/article/view/13612>
- MAROTEAUX, V. (2017). Les Archives départementales, quelle place dans l'histoire locale? Retour sur l'expérience de la Seine-Maritime. *La Gazette des archives*, (247). Repéré à <http://www.archivistes.org/Marie-Paule-Arnauld-La-plenitude-d-un-metier>

MCELREA, H. (2017). *Keep holding on: the uses, continuing value, and enduring power of the records of the First World War*. University of Manitoba. Repéré à <https://mspace.lib.umanitoba.ca/handle/1993/32226>

MINOTTO, C. (2017). La mémoire utile, fond et forme au menu des années 2000. *Archives*, 46(2), 27-33.

MOORE, C. et ROBINSON, L. (2017). The Monty Hyams Archive: A new resource for the information history of the late twentieth century. *Journal of Documentation*, 73(2), 357-367. <https://doi.org/10.1108/JD-10-2016-0127>

MOUNIER, P. (2017). *Les humanités numériques: une histoire critique*. Paris, France: Éditions de la Maison des sciences de l'homme.

MOUSTAFA, L. H. (2016). Cultural Heritage and Preservation: Lessons from World War II and the Contemporary Conflict in the Middle East. *The American Archivist*, 79(2), 320-338. <https://doi.org/10.17723/0360-9081-79.2.320>

NEW YORK STATE ARCHIVES PARTNERSHIP TRUST (Éd.). (2017). *The Best of New York Archives: Selections from the Magazine, 2001-2011*. New York, NY: Excelsior Editions.

OTTAWA JEWISH ARCHIVES. (2017). *Face to Face: Portraits from the Ottawa Jewish Archives*. San Francisco, CA: Blurb. Repéré à <http://www.blurb.com/b/8162577-face-to-face-portraits-from-the-ottawa-jewish-arch>

PAIRAULT, L.-G. (2018). Les archives d'un crime de masse: comment « traïter » les archives de la traite négrière française? *Comma*, 2016(1-2), 93-104. <https://doi.org/10.3828/comma.2016.9>

REETH, B. V. (Éd.). (2017). *Histoires d'outre-mer: les Archives nationales d'outre-mer ont 50 ans*. Paris, France: Somogy éditions d'Art.

REID, K. et PAISLEY, F. (Éds). (2017). *Sources and Methods in Histories of Colonialism: Approaching the Imperial Archive*. London, Angleterre: Routledge.

- RIGGS, C. (2017). The body in the box: archiving the Egyptian mummy. *Archival Science*, 17(2), 125-150. <https://doi.org/10.1007/s10502-016-9266-8>
- ROSSER, D. (2018). Administration records: a largely untapped source of information for people who were in out-of-home care as children. *Comma*, 2016(1-2), 63-74. <https://doi.org/10.3828/comma.2016.7>
- ROYBAL, K. R. (2017). *Archives of Dispossession: Recovering the Testimonios of Mexican American Herederos, 1848–1960*. Chapel Hill: University of North Carolina Press. Repéré à <https://www.uncpress.org/book/9781469633824/archives-of-dispossession/>
- STEINLIGHT, A. (2017). The Liberation of Paper: Destruction, Salvaging, and the Remaking of the Republican State. *French Historical Studies*, 40(2), 291-318. <https://doi.org/10.1215/00161071-3761631>
- STEWART, M. et BROWN, C. (2017). Exploring encounters between families, their histories and archived oral histories. *Archives and Records*, 38(2), 228-243. <https://doi.org/10.1080/23257962.2017.1303367>
- STOYKOVICH, E. C. (2017). Public Records in War: Toward an Archival History of the American Civil War. *The American Archivist*, 80(1), 135-162. <https://doi.org/10.17723/0360-9081.80.1.135>
- SWALWELL, M., NDALIANIS, A. et STUCKEY, H. (Éds). (2017). *Fans and Videogames: Histories, Fandom, Archives*. London, Angleterre: Routledge.
- TOROPOV, A. (2018). Korean historical documents in Russian archives. *Comma*, 2016(1-2), 135-142. <https://doi.org/10.3828/comma.2016.13>
- TRACE, C. B. (2017). Sweeping out the Capitol: The State Archives and the Politics of Administration in Georgia, 1921–1923. *The American Archivist*, 80(2), 373-406. <https://doi.org/10.17723/0360-9081-80.2.373>
- TRELEANI, M. (2017). *Qu'est-ce que le patrimoine numérique? Une sémiologie de la circulation des archives*. (S.l.): Éditions Le bord de l'Eau. Repéré à <http://www.editionsbdl.com/fr/books/quest-ce-que-le-patrimoine-numrique-une-smiologie-de-la-circulation-des-archives-/621/>

VEALE, L., BOWEN, J. P. et ENDFIELD, G. H. (2017). 'Instead of fetching flowers, the youths brought in flakes of snow': exploring extreme weather history through English parish registers. *Archives and Records*, 38(1), 119-142. <https://doi.org/10.1080/23257962.2016.1260531>

VUKLIŠ, V. (2017). Writing social history of socialist Yugoslavia: the archival perspective. *Archival Science*, 17(1), 55-77. <https://doi.org/10.1007/s10502-016-9269-5>

WEIMER, K. H. et ANDREW, P. G. (2017). Shannon Mattern: Perspectives on Place—In, For, and With Libraries and Archives. *Journal of Map & Geography Libraries*, 13(3), 330-342. <https://doi.org/10.1080/15420353.2017.1415017>

ZHANG, J. (2017). Lakota winter counts, pictographic records, and record making and remaking histories. *Archives and Manuscripts*, 45(1), 3-17. <https://doi.org/10.1080/01576895.2017.1279062>

11. NUMÉRISATION

AFNOR. (2017). *NF Z42-026: Définition et spécifications des prestations de numérisation fidèle de documents sur support papier et contrôle de ces prestations*. Paris, France: Afnor.

BEELEN, K., THIJM, T. A., COCHRANE, C., HALVEMAAN, K., HIRST, G., KIMMINS, M., ... WHYTE, T. (2017). Digitization of the Canadian Parliamentary Debates. *Canadian Journal of Political Science*, 50(3), 849-864. <https://doi.org/10.1017/S0008423916001165>

CALLAGHAN, S. (2017). Has the introduction of orphan works licensing schemes solved the problem that orphan works present to digitization projects? *Archives and Records*, 38(2), 244-256. <https://doi.org/10.1080/23257962.2017.1327847>

CARBOU, G. (2017). Analyser les textes à l'ère des humanités numériques : quelques questions pour l'analyse statistique des données textuelles. *Les Cahiers du numérique*, 13(3-4), 91-114.

CHENARD, G. (2016). L'acte II de la dématérialisation dans les archives. *Culture et recherche*, (134), 23-25.

- CHRISTY, M., GUPTA, A., GRUMBACH, E., MANDELL, L., FURUTA, R. et GUTIERREZ-OSUNA, R. (2017). Mass Digitization of Early Modern Texts With Optical Character Recognition. *Journal on Computing and Cultural Heritage*, 11(1), 1-25.
- CORREA, D. J. (2017). Digitization: Does It Always Improve Access to Rare Books and Special Collections? *Preservation, Digital Technology & Culture*, 45(4), 177-179.
- CROOKSTON, M., OLIVER, G., TIKAO, A., DIAMOND, P., LIEW, C. L. et DOUGLAS, S.-L. (2016). *The impacts of digitised te reo archival collection*. InterPARES Trust. Repéré à https://interparestrust.org/assets/public/dissemination/Korerokiteareport_final.pdf
- DJORDJEVIC, I. D., VASILJEVIC, M., CUKIC, R. et VLAJIC, A. (2017). Visual archive of Yugoslavia: digitizing photographic material of museum of Yugoslav history. *Review of the National Center for Digitization*, (30), 35-39.
- FERRANTE, R. (2017). Engineering a Digitization Workflow to Accommodate Crowdsourcing. *Collections: a Journal for Museum and Archives Professionals*, 12(2). Repéré à <https://journals.rowman.com/issues/1017503-collections-vol-12-n2>
- JARLBRINK, J. et SNICKARS, P. (2017). Cultural heritage as digital noise: nineteenth century newspapers in the digital archive. *Journal of Documentation*, 73(6), 1228-1243. <https://doi.org/10.1108/JD-09-2016-0106>
- KOCH, G. (2017). *Digitisation: Theories and Concepts for Empirical Cultural Research*. London, Angleterre: Routledge.
- LAMPERT, C. (2017). Ramping up: Evaluating large-scale digitization potential with small-scale resources. *Digital Library Perspectives*, 34(1), 45-59. <https://doi.org/10.1108/DLP-06-2017-0020>
- MCLOUGHLIN, I. P., GARRETY, K. et WILSON, R. (2017). *The Digitalization of Health Care: Electronic Records and the Disruption of Moral Orders*. Oxford, Angleterre: Oxford University Press.

MIATTI, Y. (2017). *Numérisation d'un fonds sonore à vocation de préservation*. Université de Lyon. Repéré à <http://www.enssib.fr/bibliotheque-numerique/documents/67749-numerisation-d-un-fonds-sonore-a-vocation-de-preservation.pdf>

PERSON, D. A. et PLUMB, T. K. (2017). Digital archives from the ground up. *Digital Library Perspectives*, 33(3), 253-263. <https://doi.org/10.1108/DLP-07-2016-0019>

POPOVIĆ, S., KRSTIĆ, N. et CVETKOVIĆ, Z. (2017). Effective publishing of digitalized cultural heritage on the web. *Review of the National Center for Digitization*, (30), 17-27.

RENARD, S. (Éd.). (2017). *La dématérialisation des procédures administratives*. Paris, France: Mare et martin.

SMOLENSKI, N., ZIKIC, N., MILOSEVIC, M., KOSTIC, M., MILNOVIC, V. et SOFRONIJEVIC, A. (2017). New Horizon of Digitization in Serbia improvement of digitization through cooperation with world leading institutions and the in-house development of digital tools. *Review of the National Center for Digitization*, (30), 7-17.

STOJANOVIĆ, B. (2016). Digitizing the archive of student services of the Faculty of Mathematics. *Review of the National Center for Digitization*, (29), 33-41.

VOŠTINIĆ, A., JAKŠIĆ, M. et HRENKO, I. (2017). Digitalization in the Service of National Memory? *Review of the National Center for Digitization*, (31). Repéré à <http://elib.mi.sanu.ac.rs/files/journals/ncd/31/ncdn31p1-9.pdf>

WHITE, K. et RADICK, C. (2017). Legacies and lifecycles: digitizing oral histories at Rutgers University libraries. *Digital Library Perspectives*, 33(3), 203-220. <https://doi.org/10.1108/DLP-09-2016-0038>

12. OUTILS POUR ARCHIVISTES

BENOIT III, E. A. (2017). Digital V-Mail and the 21st Century Soldier: Preliminary Findings from the Virtual Footlocker Project. *Preservation, Digital Technology & Culture*, 46(1), 17-31. <https://doi.org/10.1515/pdtp-2017-0023>

- CHANDLER, K. S. (2017). Investigating original order with cybernetics and community detection algorithms. *Archival Science*, 17(3), 267-283. <https://doi.org/10.1007/s10502-017-9276-1>
- COBOURN, A. B. (2017). Case Study: Washington and Lee's First Year Using Archive-It. *Journal of Western Archives*, 8(2). Repéré à <http://digitalcommons.usu.edu/westernarchives/vol8/iss2/2/>
- HIGHT, C., TODD-DIAZ, A., SCHULTE, R. & CHURCH, M. (2017). Collaboration Made It Happen! The Kansas Archive-It Consortium. *Journal of Western Archives*., 8(2). Repéré à <http://digitalcommons.usu.edu/westernarchives/vol8/iss2/4/>
- HUTCHINSON, T. (n.d.). Archidora: Integrating Archivemata and Islandora. *Code4lib Journal*, (39). Repéré à <http://journal.code4lib.org/articles/13150>
- JONES, G. M. et NEUBERT, M. (2017). Using RSS to Improve Web Harvest Results for News Web Sites. *Journal of Western Archives*, 8(2). Repéré à <http://digitalcommons.usu.edu/westernarchives/vol8/iss2/3/>
- KELLY, E. J. (2017). Altmetrics and Archives. *Journal of Contemporary Archival Studies*, 4. Repéré à <http://elischolar.library.yale.edu/jcas/vol4/iss1/1>
- KETELAAR, E. (2018). Archiving technologies. *Comma*, 2016(1-2), 25-34. <https://doi.org/10.3828/comma.2016.3>
- LEE, R. K., NIMER, C. L., DAINES III, J. G. et RUPP, S. (2017). Using Google Analytics, Voyant and Other Tools to Better Understand Use of Manuscript Collections at L. Tom Perry Special Collections. *Practical Technology for Archives*, (7). Repéré à https://practicaltechnologyforarchives.org/issue7_lee
- MOUFFLET, J.-F. (2017). Les archives à la carte: potentialités de la cartographie numérique pour les archives. *La Gazette des Archives*, (246), 241-256.
- SOPHOCLEOUS, C., MARINI, L., GEORGIU, R., ELFARARGY, M. et MCHENRY, K. (2017). Medici 2: A Scalable Content Management System for Cultural Heritage Datasets. *Code4lib Journal*, (36). Repéré à <http://journal.code4lib.org/articles/12317>

SPENCER, R. (2017). Binary trees? Automatically identifying the links between born-digital records. *Archives and Manuscripts*, 45(2), 77-99. <https://doi.org/10.1080/01576895.2017.1330158>

WALSH, T. (2017). Data-Driven Reporting and Processing of Digital Archives with Brunnhilde. *Practical Technology for Archives*, (8). Repéré à https://practicaltechnologyforarchives.org/issue8_walsh

WIEDEMAN, G. (2017). Python for Archivists: breaking down barriers between systems. *Practical Technology for Archives*. Repéré à https://practicaltechnologyforarchives.org/issue7_wiedeman/

WILSON, C., MCGUINNESS, R. et JUNG, J. (2017). veraPDF: building an open source, industry supported PDF/A validator for cultural heritage institutions. *Digital Library Perspectives*, 33(2), 156-165. <https://doi.org/10.1108/DLP-08-2016-0031>

13. PRÉSERVATION ANALOGIQUE

BOYLES, E. V. (2017). Hand Bookbinding: Materials, Methods, and Techniques as they Relate to Preservation and Conservation. *The iJournal: Graduate Student Journal of the University of Toronto's Faculty of Information*, 2(2). Repéré à <http://theijournal.ca/index.php/ijournal/article/view/28124>

CABRAL, U. P. et QUERNER, P. (2017). Four Step Strategy for Implementing IPM in Libraries in Sri Lanka. *Restaurator. International Journal for the Preservation of Library and Archival Material*, 38(4), 383. <https://doi.org/10.1515/res-2017-0011>

GIORGIA, F. et GRAZIA, F. M. (2016). An Unexpensive Self-Produced Trap for Entomological Monitoring in Libraries and Archives. *Restaurator. International Journal for the Preservation of Library and Archival Material*, 38(1), 77. <https://doi.org/10.1515/res-2016-0012>

INSTITUT CANADIEN DE CONSERVATION. (2016). *La méthode ABC pour appliquer la gestion des risques à la préservation des biens culturels*. Repéré à <http://canada.pch.gc.ca/fra/1479915907418/1479916046042>

- IRACI, J. (2016). The Soaking Resistance of Electronic Storage Media. *Restaurator: International Journal for the Preservation of Library and Archival Material*, 38(1), 33. <https://doi.org/10.1515/res-2016-0002>
- IRACI, J. (2017). *Le soin des supports d'enregistrement audio, vidéo et de données*. Institut canadien de conservation. Repéré à <http://canada.pch.gc.ca/fra/1473881202082/1473881277192>
- KOSTADINOVSKA M., ORHIDEJA, G., ZORICA, J. S. et MINČEVA-ŠUKAROVA B. (2017). Micro-Chemical and Spectroscopic Study of Component Materials in 18th and 19th Century Sacred Books. *Restaurator. International Journal for the Preservation of Library and Archival Material*, 38(3), 299. <https://doi.org/10.1515/res-2016-0027>
- KURAL ÖZGÖRÜŞ N., ÜNLÜ C. H., GRUPÇE O., BAKAN F. et SEZEN M. (2017). Analysis of Deterioration Phenomena in a Koran by Nineteenth Century Ottoman Calligrapher Mehmed Şevki. *Restaurator. International Journal for the Preservation of Library and Archival Material*, 38(4), 331. <https://doi.org/10.1515/res-2017-0002>
- LUCAS C., DÉNIEL F. et DANTIGNY P. (2017). Ethanol as an Antifungal Treatment for Silver Gelatin Prints: Implementation Methods Evaluation. *Restaurator. International Journal for the Preservation of Library and Archival Material*, 38(3), 235. <https://doi.org/10.1515/res-2017-0003>
- MACELI M. et COCCIOLO A. (2017). Monitoring Environmental Conditions with Low-Cost Single Board Computers. *Preservation, Digital Technology & Culture*, 46(4), 124. <https://doi.org/10.1515/pdte-2017-0008>
- MARIKO, W. (2017). Reconstituted Parchment: Its Physical Properties and Suitability as a Repair Material for Parchment Bindings. *Restaurator. International Journal for the Preservation of Library and Archival Material*, 38(2), 127. <https://doi.org/10.1515/res-2016-0003>
- MCGATH M. K., HALL A. K.I., ZACCARON S., WALLACE J., MINTER W. D. et MCGUIGGAN P. M. (2017). Stewing in Its Own Juices? The Permeability of PET by Water and Acetic Acid. *Restaurator. International Journal for the Preservation of Library and Archival Material*, 38(4), 355. <https://doi.org/10.1515/res-2017-0008>

RACHMAN, Y. B. (2017). The Use of Traditional Conservation Methods in the Preservation of Ancient Manuscripts : A Case Study from Indonesia. *Preservation, Digital Technology & Culture*, 46(3), 109. <https://doi.org/10.1515/pdte-2017-0006>

SISTACH M., MARIN E. et GARCIA J. (2017). Evaluation of Alkaline Compounds Used for Deacidification and Simultaneous Lining of Extremely Degraded Manuscripts. *Restaurator. International Journal for the Preservation of Library and Archival Material*, 38(3), 249. <https://doi.org/10.1515/res-2016-0034>

STEFAN M. (2017). *Exigences de base de la conservation préventive*. Institut canadien de conservation. Repéré à <http://canada.pch.gc.ca/fra/1484772999602/1484939184568>

ZHANG J., LIN J., ZHANG Y. et MADDEN A. (2017). Education and Training of Preservation and Conservation in Sun Yat-sen University (2001–2016). *Preservation, Digital Technology & Culture*, 46(2), 61. <https://doi.org/10.1515/pdte-2017-0001>

14. PRÉSERVATION NUMÉRIQUE

ALAGNA, L. (2017). *Archiving Content from Mobile Devices: Challenges and Strategies*. Society of American Archivists. Repéré à <http://files.archivists.org/pubs/CampusCaseStudies/CASE-18-Laura-Alagna.pdf>

ALLIEZ, P., BERGEROT, L., BERNARD, J.-F., BOUST, C., BRUSEKER, G., CARBONI, N., ... DUTAILLY, B. (2017). *Digital 3D Objects in Art and Humanities: challenges of creation, interoperability and preservation*. Parthenos. Repéré à <https://hal.inria.fr/hal-01526713v2/document>

BANAT-BERGER, F. et NOUGARET, C. (2017). La traduction d'InterPARES 2 : un nouvel outil conceptuel pour l'archivistique et la diplomatique numériques. *La Gazette des Archives*, (246), 67-80.

BERNARD, T. (2018). La politique du Service Interministériel des Archives de France (SIAF) en matière d'archivage numérique : entre mutations et ruptures. *Comma*, 2016(1-2), 155-164. <https://doi.org/10.3828/comma.2016.16>

- BOSS, K. et BROUSSARD, M. (2017). Challenges of archiving and preserving born-digital news applications. *IFLA Journal*, 43(2), 150-157.
- CALAHAN, L., KUSSMANN, C. et University of Minnesota Electronic Records Task Force. (2017). Electronic Records Task Force Phase 2 Final Report. Repéré à <http://hdl.handle.net/11299/189543>
- CARTA, G. (2017). Metadata and video games emulation: an effective bond to achieve authentic preservation? *Records Management Journal*, 27(2), 192-204. <https://doi.org/10.1108/RMJ-10-2016-0037>
- CINDA, A. M. (2017). InDiPres: a statewide collaborative approach to digital preservation. *Digital Library Perspectives*, 33(3), 221-230. <https://doi.org/10.1108/DLP-08-2016-0035>
- CORRADO, E. M. et SANDY, H. M. (2017). *Digital Preservation for Libraries, Archives, and Museums* (Second). Lanham: Rowman.
- CROFT, N. (Holly). (2016). We've Got Mail: Email Preservation at a Small, Private University. *Journal of the North Carolina Society of Archivists*, 13. Repéré à http://www.ncarchivists.org/wp-content/uploads/2017/04/JSNCA_2016_Vol13_Croft.pdf
- DRESSLER, V. A. (2017). The state of affairs with digital preservation at ARL member libraries: A survey and analysis of policy. *Digital Library Perspectives*, 33(2), 137-155. <https://doi.org/10.1108/DLP-08-2016-0030>
- FISHER, K. (2017). Barriers to Digital Preservation in Special Collections Departments. *Preservation, Digital Technology & Culture*, 45(4), 180-185.
- FLERMOND, R. (2017). *Histoire des supports de stockage: de la carte perforée à la clé USB*. Université de Lyon. Repéré à <http://www.enssib.fr/bibliotheque-numerique/documents/67744-histoire-des-supports-de-stockage-de-la-carte-perforee-a-la-cle-usb.pdf>
- FRY, J., DOIRON, J., LÉTOURNEAU, D., PERRIER, L., PERRY, C. & WATKINS, W. (2017). *Research Data Management Training Landscape in Canada: A White Paper*. Canadian Association of Research Libraries. Repéré à https://portagenetwork.ca/wp-content/uploads/2017/02/Portage_Training_White_Paper_EN.pdf

GALLINGER, M., BAILEY, J., CARIANI, K., OWENS, T. et ALTMAN, M. (2017). Trends in Digital Preservation Capacity and Practice: Results from the 2nd Bi-annual National Digital Stewardship Alliance Storage Survey. *D-Lib Magazine*, 23(5-6). Repéré à <http://www.dlib.org/dlib/july17/gallinger/07gallinger.html>

GALLOWAY, P. K. (2017). Archiving Digital Objects as Maintenance: Reading a Rosetta Machine. *Preservation, Digital Technology & Culture*, 46(1), 7-16.

HANSEN, K. A. et PAUL, N. (2017). *Future-Proofing the News: Preserving the First Draft of History*. Lanham, MD : Rowman.

HUA, X. et SIXIN, X. (2018). A framework for risk assessment of cloud digital archives. *Comma*, 2016(1-2), 215-224. <https://doi.org/10.3828/comma.2016.23>

HUDSON-VITALE, C., IMKER, H., JOHNSTON, L.R., CARLSON, J., KOZLOWSKI, W., OLENDORF, R. et STEWART, C. (2017). *SPEC Kit 354: Data Curation*. Association of Research Libraries. Repéré à <http://www.arl.org/news/arl-news/4268-data-curation-spec-kit-354-published-by-arl>

INTERNATIONAL ORGANIZATION FOR STANDARDIZATION. (2017). *ISO 17068:2017 - Information and Documentation - Trusted Third Party Repository for Digital Records*. Geneva, Suisse. Repéré à <https://www.iso.org/standard/66760.html>

IRACI JOE. (2017). Longevity of Optical Disc Media: Accelerated Ageing Predictions and Natural Ageing Data. *Restaurator. International Journal for the Preservation of Library and Archival Material*, 38(3), 273. <https://doi.org/10.1515/res-2016-0032>

JANCOVIC, MAREK. (2017). Lossless compression and the future of memory. *Interactions: Studies in Communication & Culture*, 8(1), 45-62.

JOHNSTON, L. R. (2017a). *Curating Research Data, Volume One: Practical Strategies for Your Digital Repository* (Vol. 1). Chicago, IL: ALA Editions.

JOHNSTON, L. R. (2017b). *Curating Research Data, Volume Two: A Handbook of Current Practice* (Vol. 2). Chicago, IL: ALA Editions.

- JUHASZ, A. (2017). A Preservationist's Guide to #100hardtruths-#fakenews: One Fake News Preserve. *Preservation, Digital Technology & Culture*, 46(3), 103. <https://doi.org/10.1515/pdte-2017-0011>
- JÚNIOR, L. P. DA S. et BORGES, M. M. (2017). Digital preservation policies of the institutional repositories at Brazilian Federal Universities. *The Electronic Library*, 35(2), 311-321. <https://doi.org/10.1108/EL-09-2015-0170>
- KLIDNT, M. (n.d.). PDF/A considered harmful for digital preservation (p. 10). Communication présentée au iPres 2017. Repéré à <https://ipres2017.jp/wp-content/uploads/15Marco-Klindt.pdf>
- LEE, K. (2018). Records management for electronic laboratory notebooks in Korea. *Comma*, 2016(1-2), 165-172. <https://doi.org/10.3828/comma.2016.17>
- LISCHER-KATZ, Z. (2017). Studying the materiality of media archives in the age of digitization: forensics, infrastructures and ecologies. *First Monday*, 22(1). Repéré à <http://www.firstmonday.org/ojs/index.php/fm/article/view/7263>
- LOWE, T. (2017). Artists' Books and the Problem of Digital Preservation. *Preservation, Digital Technology & Culture*, 46(4), 132. <https://doi.org/10.1515/pdte-2017-0019>
- LYNCH, C. (2017). Born-Digital News Preservation in Perspective. *Preservation, Digital Technology & Culture*, 46(3), 94. <https://doi.org/10.1515/pdte-2017-0012>
- MAKHLOUF-SHABOU, B. et ECHERNIER, L. (2017). La gouvernance du cycle de vie des données de la recherche en Suisse: transfert et pérennisation. *La Gazette des archives*, (247).
- MANNHEIMER, S. et COTE, C. (2017). Cultivate, assess, advocate, implement, and sustain: A five-point plan for successful digital preservation collaborations. *Digital Library Perspectives*, 33(2), 100-116. <https://doi.org/10.1108/DLP-07-2016-0023>
- MARSHALL, B. H. (2017). *The Complete Guide to Personal Digital Archiving*. London, Angleterre: Facet. Repéré à <http://www.facetpublishing.co.uk/title.php?id=302666>

MATTOCK, L. K., THEISEN, C. et PIERCE, J. B. (2018). A case for digital squirrels : Using and preserving YouTube for popular culture research. *First Monday*, 23(1). Repéré à <http://firstmonday.org/ojs/index.php/fm/article/view/8163>

MATUSIAK, K. K., TYLER, A., NEWTON, C. et POLEPEDDi, P. (2017). Finding access and digital preservation solutions for a digitized oral history project : A case study. *Digital Library Perspectives*, 33(2), 88-99. <https://doi.org/10.1108/DLP-07-2016-0025>

MCLEOD, J. et GORMLy, B. (2017). Using the cloud for records storage : issues of trust. *Archival Science*, 17(4), 349-370. <https://doi.org/10.1007/s10502-017-9280-5>

MEDDEB, S. (2018). L'archivage à l'ère du numérique : défis et solutions. *Comma*, 2016(1-2), 205-208. <https://doi.org/10.3828/comma.2016.21>

MEYERSON, J., VOWELL, Z., HAGENMAIER, W., LEVENTHAL, A., RIOS, F., ROKE, E. R. et WALSH, T. (2017). The Software Preservation Network (SPN): A Community Effort to Ensure Long Term Access to Digital Cultural Heritage. *D-Lib Magazine*, 23(5-6). Repéré à <http://www.dlib.org/dlib/may17/meyerson/05meyerson.html>

MOSS, M. S. et GOLLINS, T. (2017). Our Digital Legacy: an Archival Perspective. *Journal of Contemporary Archival Studies*, 4. Repéré à <http://elischolar.library.yale.edu/jcas/vol4/iss2/3/>

MOULTHROP, S. et GRIGAr, D. (2017). *Traversals: The Use of Preservation for Early Electronic Writing*. Cambridge : MIT Press.

NGOEPE, M. (2017). Archival orthodoxy of post-custodial realities for digital records in South Africa. *Archives and Manuscripts*, 45(1), 31-44. <https://doi.org/10.1080/01576895.2016.1277361>

PINNICK, J. (2017). Exploring digital preservation requirements : A case study from the National Geoscience Data Centre (NGDC). *Records Management Journal*, 27(2), 175-191. <https://doi.org/10.1108/RMJ-04-2017-0009>

PINTARIC, P. (2017). Sécuriser ses archives numériques. *I2D – Information, données & documents*, 55(3), 40-41.

- PREFORMA. (2017). *The Preforma Handbook: Validating Formats, a Prerequisite for Preserving Digital Objects*. Repéré à http://www.digitalmeetsculture.net/wp-content/uploads/2017/10/pfo_roadmap_print.pdf
- PRESERVING FAKE NEWS. (2017). *Preservation, Digital Technology & Culture*, 46(3), 89. <https://doi.org/10.1515/pdte-2017-9001>
- REBOURS, M. (2018). Programme Vitam: a cross-departmental project developing a free software for digital archives and records preservation, bringing together archivists, records managers and IT professionals. *Comma*, 2016(1-2), 199-204. <https://doi.org/10.3828/comma.2016.20>
- REILLY B. F. (2017). The Library and the Cloud: Digital News Production and Preservation. *Preservation, Digital Technology & Culture*, 46(2), 57. <https://doi.org/10.1515/pdte-2017-0005>
- RICHARDS, L. L. (2016). Teaching Data Creators How to Develop an OAIS-Compliant Digital Curation System: Colearning and Breakdowns in Support of Requirements Analysis. *The American Archivist*, 79(2), 371-391. <https://doi.org/10.17723/0360-9081-79.2.371>
- ROSA, C. A., CRAVEIRO, O. et DOMINGUES, P. (2017). Open Source Software for Digital Preservation Repositories: a Survey. *International Journal of Computer Science & Engineering Survey*, 8(3), 21-39.
- SELES, A. (2016). *The Transferability of Trusted Digital Repository Standards to an East African Context*. University College London. Repéré à http://discovery.ucl.ac.uk/1473881/1/Seles_Anthea_thesis.pdf
- TANG, G. (2017). Sex in the Archives: The Politics of Processing and Preserving Pornography in the Digital Age. *The American Archivist*, 80(2), 439-452. <https://doi.org/10.17723/0360-9081-80.2.439>
- TRACZYK, T., OGRYCZAK, W., PAŁKA, P. et ŚLIWIŃSKI, T. (Éds). (2017). *Digital Preservation: Putting It to Work*. Berlin, Allemagne: Springer.
- TRUJILLO, S., BERGIN, M., JESSUP, M., RADDING, J. et MCGOWAN, S. W. (2017). Archivemata outside the box: Piloting a common approach to digital preservation at the Five College Libraries. *Digital Library Perspectives*, 33(2), 117-127. <https://doi.org/10.1108/DLP-08-2016-0037>

UNESCO PERSIST. (2017). Report on National Policies and Strategies of the Preservation of Digital Heritage. Repéré à <https://unescopersist.org/2017/09/26/persist-policy-working-group-publishes-report-on-national-policies-and-strategies-on-the-preservation-of-digital-heritage/>

WEIDNER, A., WATKINS, S., SCOTT, B., KREWER, D., WASHINGTON, A. et RICHARDSON, M. (2017). Outside The Box : Building a Digital Asset Management Ecosystem for Preservation and Access. *Code4lib Journal*, (36). Repéré à <http://journal.code4lib.org/articles/12342>

WILSON, T. C. (2017). Rethinking digital preservation : definitions, models, and requirements. *Digital Library Perspectives*, 33(2), 128-136. <https://doi.org/10.1108/DLP-08-2016-0029>

YOLKOWSKI, J. et JAMIESON, K. (2017). Access and Preservation in Archival Mass Digitization Projects. *Practical Technology for Archives*, (7). Repéré à https://practicaltechnologyforarchives.org/issue7_yolkowski

ZASTE, C. (2017). *Another bit bytes the dust: the technological and human challenges of digital preservation*. University of Manitoba. Repéré à <https://mspace.lib.umanitoba.ca/xmlui/handle/1993/32013>

15. PROFESSION ARCHIVISTIQUE

ASSOCIATION DES ARCHIVISTES DU QUÉBEC. (2017). *Archiviste d'aujourd'hui, guide pratique* (2^e édition). (S.l.) : Association des archivistes du Québec. Repéré à <https://archivistes.qc.ca/2017/05/01/archiviste-daujourd'hui-guide-pratique-2e-edition/>

ASSOCIATION DES ARCHIVISTES FRANÇAIS. (2017). *Guide d'archivage pour les hôpitaux et établissements de santé*. Paris : Association des archivistes français. Repéré à <http://www.archivistes.org/Guide-d-archivage-pour-les-hopitaux-et-etablissements-de-sante>

BAILLARGEON, D. (2017). Les prochains défis de la Division de la gestion de documents et des archives de l'Université de Montréal. *Archives*, 46(2), 163-175.

- BALSAMO, I. (2017). Aux origines, une archiviste engagée. *La Gazette des archives*, (247). Repéré à <http://www.archivistes.org/Marie-Paule-Arnauld-La-plenitude-d-un-metier>
- BARBAT, P. (2017). Une source d'inspiration. *La Gazette des archives*, (247). Repéré à <http://www.archivistes.org/Marie-Paule-Arnauld-La-plenitude-d-un-metier>
- BECKER, C. et GRANGE, D. (2017). Le PIAF, entre actualité et projets d'avenir. *La Gazette des archives*, (247). Repéré à <http://www.archivistes.org/Marie-Paule-Arnauld-La-plenitude-d-un-metier>
- BÉLIER, C. (2017). Marie-Paule Arnauld et la renaissance du musée des Monuments français. *La Gazette des archives*, (247). Repéré à <http://www.archivistes.org/Marie-Paule-Arnauld-La-plenitude-d-un-metier>
- BELIN, A. et RIETSCH, J.-M. (2016). Archivage électronique et analyse de risque : les nouveaux défis de l'archiviste. *Archives*, 46(1), 47-60.
- BESNARD, M. et DELOBELLE, G. (2017). Les archives du Bureau de recherches géologiques et minières en transition. *La Gazette des Archives*, (247).
- BROCHU, F. (2017). L'harmonisation des principes et des méthodes des sciences de l'information : l'approche gagnante d'une pratique professionnelle de l'archivistique (Témoignage). *Archives*, 46(2), 113-118.
- BUCHANAN, S., GRUNING, J., GURSOY, A. et BARKER, L. (2017). Surveying Archivists and Their Work toward Advocacy and Management, or "Enterprise Archiving". *The American Archivist*, 80(2), 268-295. <https://doi.org/10.17723/0360-9081-80.2.268>
- CAYA, M. et ERMISSE, G. (2017). La genèse du Portail international archivistique francophone (PIAF). *La Gazette des archives*, (247). Repéré à <http://www.archivistes.org/Marie-Paule-Arnauld-La-plenitude-d-un-metier>
- CHAMPAGNE, M. (2017). Les archives définitives à la Division de la gestion de documents et des archives de l'Université de Montréal : accroissement, traitement, diffusion. *Archives*, 46(2), 61-80.

CHAVE, I. et PATTYN, C. (2017). Une décennie au service de la Société française d'archéologie. *La Gazette des archives*, (247). Repéré à <http://www.archivistes.org/Marie-Paule-Arnauld-La-plenitude-d-un-metier>

CHOUINARD, D. (2017). L'influence du Service des archives de l'Université de Montréal sur la pratique archivistique au Québec : une affaire de fierté (Témoignage). *Archives*, 46(2), 119-122.

CLEYET-MICHAUD, R. (2017). L'Association des archivistes français dans les années 1970 : vers l'indépendance. *La Gazette des archives*, (247). Repéré à <http://www.archivistes.org/Marie-Paule-Arnauld-La-plenitude-d-un-metier>

COATE, J. (2017). Perspectives on records and archives: an update from the Royal Commission. *Archives and Manuscripts*, 45(3), 237-246. <https://doi.org/10.1080/01576895.2017.1366819>

COUTAZ, G. (2016). *Fédéralisme ou archivistes en cause dans le débat sur l'archivage en Suisse? Le point de vue des Archives cantonales vaudoises*. Repéré à http://www.patrimoine.vd.ch/fileadmin/groups/19/publications/Dossier_thematique_2016.pdf

DA SILVA PRADO, D. (2016). L'archivistique au Brésil : points de repère. *Archives*, 46(1), 5-14.

DELMAS, M.-C. (2017). La conservation : naissance d'un département aux Archives nationales. *La Gazette des archives*, (247). Repéré à <http://www.archivistes.org/Marie-Paule-Arnauld-La-plenitude-d-un-metier>

DION, I. (2017). De la théorie à la pratique : l'exemple des stages de la Division de la gestion de documents et des archives de l'Université de Montréal. *Archives*, 46(2), 91-112.

EVANS, J. (2017). Setting the Record Straight for the Rights of the Child Summit. *Archives and Manuscripts*, 45(3), 247-252. <https://doi.org/10.1080/01576895.2017.1373244>

FARRUGIA, C. J. (2018). Lone Rangers no more: archival cooperation in transition. *Comma*, 2016(1-2), 115-124. <https://doi.org/10.3828/comma.2016.11>

- FORGET, P. (2017). *Labeur, conscience et vérité : Alfred Leroux (1855-1921), archiviste et historien protestant*. Limoges : Presses universitaires de Limoges. Repéré à http://www.pulim.unilim.fr/index.php?option=com_booklibrary&task=view&id=876&Itemid=9&catid=0
- FORSMARK, A.-S. et PLOOM, L. (2017). In the interest of the citizen : remaking the Stockholm City Archives. *Comma*, 2015(2), 13-20. <https://doi.org/10.3828/comma.2015.2.2>
- GAUTIER-DESVAUX, É. (2017). Du CIA au PIAF : un demi-siècle de coopération internationale. *La Gazette des archives*, (247). Repéré à <http://www.archivistes.org/Marie-Paule-Arnauld-La-plenitude-d-un-metier>
- GEORGES, M. et MOYSAN, M. (2017). Têtes chercheuses et archives à l'ère de l'informatique. *La Gazette des Archives*, (246), 191-202.
- GEORGES, M. et MOYSAN, M. (2018). Archives et chercheurs : comprendre leurs relations pour mieux coopérer. *Comma*, 2016(1-2), 105-114. <https://doi.org/10.3828/comma.2016.10>
- GOLFO-BARCELONA, M. G. (2017). *Towards a master's program in archival studies at the School of Library and Information Studies (SLIS), University of the Philippines*. University of Manitoba. Repéré à <https://mspace.lib.umanitoba.ca/handle/1993/32220>
- GRAU, O., COONES, W. et RÜHSE, V. (Éds). (2017). *Museum and Archive on the Move : Changing Cultural Institutions in the Digital Era*. Berlin, Allemagne : De Gruyter. Repéré à <https://www.degruyter.com/view/product/480930>
- HANBURY, D. (2016). Who Are We, What Are We ? : Archival Identity, Digital Records, and the Quest for Professionalization. *Journal of the North Carolina Society of Archivists*, 13. Repéré à http://www.ncarchivists.org/wp-content/uploads/2017/04/JSNCA_2016_Vol13_Hanbury.pdf
- HANSEN, L.-E. et SUNDQVIST, A. (2016). Memory at stake : Swedish private archives in a changing landscape. *Archives and Manuscripts*, 44(3), 124-140. <https://doi.org/10.1080/01576895.2016.1262267>
- HASEGAWA, T. (2018). Recent projects and initiatives at Toyota Archives. *Comma*, 2016(1-2), 149-154. <https://doi.org/10.3828/comma.2016.15>

HÉON, G. (2017). L'Association des archivistes du Québec : une association en phase avec sa société. *Histoire Québec*, 22(3), 5-7.

HOCKING, J. et BIAGIONI, C. (2018). Out of the box, into the world : the contribution of archives and archivists to today's world. *Comma*, 2016(1-2), 15-24. <https://doi.org/10.3828/comma.2016.2>

JONES, M. (2017). From personal to public : field books, museums, and the opening of the archives. *Archives and Records*, 38(2), 212-227. <https://doi.org/10.1080/23257962.2016.1269645>

JOSEPH, P. & HARTEL, J. (2017). Visualizing information in the records and archives management (RAM) disciplines : Using Engelhardt's graphical framework. *Records Management Journal*, 27(3), 234-255. <https://doi.org/10.1108/RMJ-06-2016-0017>

KLOPMANN, A. (2017). *L'avenir du passé : comment sauver mille ans de patrimoine genevois*. Genève, Suisse : Éditions Slatkine. Repéré à <https://www.slatkine.com/fr/editions-slatkine/70289-book-07210830-9782832108307.html>

LAFAYE, C. (2017). L'archivage de la recherche : un enjeu vital pour le ministère de la Défense. *La Gazette des Archives*, (247).

LAJEUNESSE, M. (2017). Le Service des archives de l'Université de Montréal et la formation des archivistes. *Archives*, 46(2), 81-90.

LALONDE, M. (2017). Le Service des archives de l'Université de Montréal : une formidable école ! (Témoignage). *Archives*, 46(2), 123-132.

LAURENT, N. (2017). Setting the Record Straight for the Rights of the Child National Summit. *Archives and Manuscripts*, 45(3), 253-254. <https://doi.org/10.1080/01576895.2017.1367875>

LAVERDURE, H. (2017). L'influence de la Division de la gestion de documents et des archives de l'Université de Montréal sur la pratique archivistique nationale. *Archives*, 46(2), 145-150.

LAWSON, J.-P. C. (2017). Les archives contemporaines au Bénin : de l'état des lieux aux défis à relever pour le développement du secteur. *Comma*, 2015(2), 31-38. <https://doi.org/10.3828/comma.2015.2.5>

- LE DEUFF, O. et LAKEL, A. (2017). À quoi peut bien servir l'analyse du web ? Les communautés de sites des humanités numériques sur Internet. *Les Cahiers du numérique*, 13(3-4), 39-61.
- MARSHALL, J. (2018). Converged and professional: the model of archive, library and museum services at the University of Edinburgh's Centre for Research Collections. *Comma*, 2016(1-2), 125-134. <https://doi.org/10.3828/comma.2016.12>
- MOSSER, F. (2017). La restructuration de la Direction des Archives de France dans le « grand chantier » de la modernisation des archives (1994-1998). *La Gazette des archives*, (247). Repéré à <http://www.archivistes.org/Marie-Paule-Arnauld-La-plenitude-d-un-metier>
- NEUSHWANDER, I. (2017). Le Centre historique des Archives nationales au défi du « projet Pierrefitte » : genèse et ambition de la refondation des Archives nationales (1998-2009). *La Gazette des archives*, (247). Repéré à <http://www.archivistes.org/Marie-Paule-Arnauld-La-plenitude-d-un-metier>
- PESSARRODONA, A. et GREGORI, J. M. (2017). Unearthing Catalan Musical Heritage: The IFMuC Project. *Fontes Artis Musicae*, 64(4), 331-345.
- ROTERMUND, H. et HERZOG, C. (2017). Archives of the digital. *Interactions: Studies in Communication & Culture*, 8(1), 3-8.
- RUSCHIENSKY, C. (2017). Meaning-Making and Memory-Making in the Archives: Oral History Interviews with Archives Donors. *Archivaria*, (84). Repéré à <https://archivaria.ca/index.php/archivaria/article/view/13615>
- SAY, H. (2017). Archives en Limousin. *La Gazette des archives*, (247). Repéré à <http://www.archivistes.org/Marie-Paule-Arnauld-La-plenitude-d-un-metier>
- SHELLNACK-KELLY, I. (2017). Role of public archivists in post-apartheid South Africa: passive custodians or proactive narrators. *Archives and Records*, 38(2), 273-295. <https://doi.org/10.1080/23257962.2016.1214560>

SERVAIS, P. (2017). La Division de la gestion de documents et des archives de l'Université de Montréal: un regard d'outre-Atlantique. *Archives*, 46(2), 151-161.

SHAW, S., ADLER, R. C. et DOOLEY, J. (2017). *Demystifying IT: a Framework for Shared Understanding between Archivists and IT Professionals*. OCLC. Repéré à <http://www.oclc.org/content/dam/research/publications/2017/oclcresearch-demystifying-it-shared-understanding-2017.pdf>

SHEPHERD, E. (2017). Pioneering women archivists in England: Ethel Stokes (1870–1944), record agent. *Archival Science*, 17(2), 175-194. <https://doi.org/10.1007/s10502-016-9272-x>

SOBCZAK, A. (2016). *Traditional versus Virtual Archives: the Evolving Digital Identity of Archives in Germany*. Szczecin, Pologne : Szczecin University. Repéré à <https://depot.ceon.pl/bitstream/handle/123456789/11109/Virtual%20Archives%20-%20dr%20Anna%20Sobczak.pdf?sequence=1&isAllowed=y>

SVÄRD, P. (2017). The woes of Swedish private archival institutions. *Records Management Journal*, 27(3), 275-285. <https://doi.org/10.1108/RMJ-01-2016-0003>

SZEKELY, I. (2017). Do Archives Have a Future in the Digital Age? *Journal of Contemporary Archival Studies*, 4. Repéré à <http://elischolar.library.yale.edu/jcas/vol4/iss2/1/>

TIMCKE, S. (2017). The materials of memory: tracing archives in communication studies. *Interactions: Studies in Communication & Culture*, 8(1), 9-20.

Tjarda de Hann. Web Archaeologist and Digital Heritage Expert. (2017). *Preservation, Digital Technology & Culture*, 46(2), 78. <https://doi.org/10.1515/pdpc-2017-5000>

WEBER, C. S. (2017). *Research and Learning Agenda for Archives, Special, and Distinctive Collections in Research Libraries*. Dublin, OH: OCLC. Repéré à <http://www.oclc.org/research/publications/2017/oclcresearch%20%80%93research%20%80%93and%20%80%93learning-agenda.html>

WRIGHT, P. (2017). Digital disruption at the U.S. National Archives. *Comma*, 2015(2), 67-74. <https://doi.org/10.3828/comma.2015.2.9>

ZANELLA, S., BRUN, J.-P., DENOYELLE, M., ROUILLARD, P. et VERGER, S. (Éds). (2017). *Les archives de fouilles : modes d'emploi*. Paris, France : Collège de France. Repéré à <http://books.openedition.org/cdf/4859>

16. THÉORIE DES ARCHIVES

BACHIMONT, B. (2017). L'archive et la massification des données : une nouvelle raison numérique. *La Gazette des Archives*, (246), 27-46.

BATTLE, B. (2017). Co-producing archival research with communication, reflexivity and friendship : crossing the three-wire bridge. *Archival Science*, 17(4), 371-391. <https://doi.org/10.1007/s10502-017-9279-y>

BAUSI, A., BROCKMANN, C., FRIEDRICH, M. et KIENITZ, S. (2017). *Manuscripts and Archives: Comparative Views on Record-Keeping*. Berlin, Allemagne : Walter de Gruyter. Repéré à <https://www.degruyter.com/view/product/488155>

BÉNEL, A. (2017). Archives numériques et construction du sens ou « Comment échapper au Web sémantique ? ». *La Gazette des Archives*, (246), 173-190.

BOLOGNA, M. (2017). Historical Sedimentation of Archival Materials: Reinterpreting a Foundational Concept in the Italian Archival Tradition. *Archivaria*, (83). Repéré à <http://archivaria.ca/index.php/archivaria/article/view/13599>

BOUNTOURI, L. (2017). *Archives in the Digital Age: Standards, Policies and Tools*. Amsterdam, Pays-Bas : Chandos Publishing.

CARAVACA, M. M. (2017). The concept of archival "sedimentation" : its meaning and use in the Italian context. *Archival Science*, 17(2), 113-124. <https://doi.org/10.1007/s10502-015-9256-2>

CARBONNEL, L. (2017). Archives (des) sciences humaines : trois mots clefs pour engager les responsabilités. *La Gazette des archives*, (247).

CHAMBEFORT, H. (2017). Archiver la recherche : des responsabilités partagées. *La Gazette des Archives*, (247).

- CIFOR, M. et Wood, S. (2017). Critical Feminism in the Archives. *Journal of Critical Library and Information Studies*, 1(2). Repéré à <http://libraryjuicepress.com/journals/index.php/jclis/article/view/27>
- CIULA, A. (2017). Digital palaeography: What is digital about it? *Digital Scholarship in the Humanities*, 32(suppl_2), ii89-ii105. <https://doi.org/10.1093/llc/fqx042>
- COMMISSO C. (2017). The Post-Truth Archive: Considerations for Archiving Context in Fake News Repositories. *Preservation, Digital Technology & Culture*, 46(3), 99. <https://doi.org/10.1515/pdct-2017-0010>
- DASTON, L. (Éd.). (2017). *Science in the Archives: Pasts, Presents, Futures*. Chicago, IL: University of Chicago Press. Repéré à <http://press.uchicago.edu/ucp/books/book/chicago/S/bo25231630.html>
- DEJOB, A. et MOSER, C. (2017). Métamorphoses des archives, constance de l'archiviste? *La Gazette des Archives*, (246), 97-120.
- EVANS, J., MCKEMMISH, S. et ROLAN, G. (2017). Critical Archiving and Recordkeeping Research and Practice in the Continuum. *Journal of Critical Library and Information Studies*, 1(2). Repéré à <http://libraryjuicepress.com/journals/index.php/jclis/article/view/35>
- FINDLAY, C. (2016). Archival activism. *Archives and Manuscripts*, 44(3), 155-159. <https://doi.org/10.1080/01576895.2016.1263964>
- FOWLER, S., THOMAS, D. et JOHNSON, V. (2017). *The Silence of the Archive*. London, Angleterre: Facet.
- GAULD, C. (2017). Democratising or privileging: the democratisation of knowledge and the role of the archivist. *Archival Science*, 17(3), 227-245. <https://doi.org/10.1007/s10502-015-9262-4>
- GRACY, K. F. (2017). *Emerging Trends in Archival Science*. Lanham, MD: Rowman & Littlefield. Repéré à <https://rowman.com/ISBN/9781442275157/>
- GUYON, C. (2016). Le concept d'archives: d'une définition à l'autre. Repéré à <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01401138/document>
- LARSEN, H. (2017). Archives, libraries and museums in the Nordic model of the public sphere. *Journal of Documentation*, 74(1), 187-194. <https://doi.org/10.1108/JD-12-2016-0148>

- HARRIS, V. (2017). Insisting Derrida: Cixous, Deconstruction, and the Work of Archive. *Journal of Critical Library and Information Studies*, 1(2). Repéré à <http://libraryjuicepress.com/journals/index.php/jclis/article/view/28>
- FENG, H. (2017). Identity and archives: return and expansion of the social value of archives. *Archival Science*, 17(2), 97-112. <https://doi.org/10.1007/s10502-016-9271-y>
- IVANOV, A. O. (2017). Practice theory: a new approach for archival and recordkeeping research. *Records Management Journal*, 27(2), 104-124. <https://doi.org/10.1108/RMJ-10-2016-0038>
- JARVIE, K., ROLAN, G. et SOYKA, H. (2017). Why 'radical recordkeeping'? *Archives and Manuscripts*, 45(3), 173-175. <https://doi.org/10.1080/01576895.2017.1384299>
- KELLEHER, C. (2017). Archives Without Archives: (Re)Locating and (Re) Defining the Archive Through Post-Custodial Praxis. *Journal of Critical Library and Information Studies*, 1(2). Repéré à <http://libraryjuicepress.com/journals/index.php/jclis/article/view/29>
- KELLERHALS, A. (2017). Les archives démocratiques. *Revue électronique suisse de science de l'information*, (18). Repéré à http://www.ressi.ch/num18/article_140
- KLARELD, A.-S. et GIDLUND, K. L. (2017). Rethinking Archives as Digital: The Consequences of « Paper Minds » in Illustrations and Definitions of E-archives. *Archivaria*, (83). Repéré à <http://archivaria.ca/index.php/archivaria/article/view/13601>
- KONARSKI, K. et NOWOŻYCKI, B. (2017). On the Issues of Modern Polish Archival Science. *The American Archivist*, 80(1), 213-229. <https://doi.org/10.17723/0360-9081.80.1.213>
- SUNDBERG, K. & KJELLMAN, U. (2017). The tattoo as a document. *Journal of Documentation*, 74(1), 18-35. <https://doi.org/10.1108/JD-03-2017-0043>
- MACNEIL, H. et EASTWOOD, T. (Éds). (2017). *Currents of Archival Thinking* (Second). Santa Barbara, CA: Abc-clio.

MGUNI, S. (2017). *Archival Theory, Chronology and Interpretation of Rock Art in the Western Cape, South Africa*. Oxford, Angleterre : Archaeopress.

MILLAR, L. (2017a). *Archives : Principles and Practices* (Second). London, Angleterre : Facet.

MILLAR, L. (2017b). On the crest of a wave: transforming the archival future. *Archives and Manuscripts*, 45(2), 59-76. <https://doi.org/10.1080/01576895.2017.1328696>

MUSIANI, F. et SCHAFFER, V. (2017). Les archives du Web : gouvernance et identités. *La Gazette des Archives*, (246), 203-218.

OCLC. (2017). *Collective Wisdom: An Exploration of Library, Archives and Museum Cultures*. Dublin, OH : OCLC Research. Repéré à <http://www.oclc.org/research/publications/2017/oclcresearch-collective-wisdom-lam-culture.html>

PRASAD, M. (2018). Buffering History: Configurations of Digital Archive. *Café Dissensus*, (42). Repéré à <https://cafedissensus.com/2018/02/01/buffering-history-configurations-of-digital-archive/>

RANQUET, M. et ROELLY, A. (2017). Faut-il euthanasier les archives ? : tension entre mémoire et oubli dans la société française contemporaine. *La Gazette des Archives*, (246), 139-156.

SMIT, F., GLAUDEMANS, A. et JONKER, R. (2017). *Archives in Liquid Times*. Repéré à http://kvan.nl/images/SAP/Archives_in_Liquid_Times.pdf

SMOLICKI, J. (2017). *Para-Archives: Rethinking Personal Archiving Practices in the Times of Capture Culture*. Malmö University. Repéré à <http://muep.mau.se/handle/2043/23599>

SOMÉ-BLAD, É. (2017). *Du leak en tant qu'archive, ou comment le leak est devenu une archive*. Université de Lyon. Repéré à <http://www.enssib.fr/bibliotheque-numerique/documents/67750-leak-en-tant-qu-archive-ou-comment-le-leak-est-devenu-une-archive-du.pdf>

SZONIECKY, S. et BOUHAÏ, N. (Éds). (2017). *Collective Intelligence and Digital Archives: Towards Knowledge Ecosystems*. Hoboken, NJ : Wiley-ISTE.

THEIMER, K. (2017). *Well, What Came Next?: Selections from ArchivesNext, 2007-2017*. (S.l.): CreateSpace Independent Publishing Platform.

TURTON, A. (2017). *The International Business Archives Handbook: Understanding and managing the historical records of business*. London, Angleterre: Routledge.

VAN ZUNDERT, J. J. et ANDREWS, T. L. (2017). Qu'est-ce qu'un texte numérique? A new rationale for the digital representation of text. *Digital Scholarship in the Humanities*, 32(suppl_2), ii78-ii88. <https://doi.org/10.1093/llc/fqx039>

Archivaria

Number 84

Fall 2017

This publication is printed on acid-free paper.

Articles

- Catalogues and the Collecting and Ordering of Knowledge (II): Debates about Cataloguing Practices in the British Museum and the Forebears of the Public Record Office of Great Britain, ca. 1750–1850
HEATHER MACNEIL 1
- Everything Old Is New Again: The Evolution of Generic Appraisal at Library and Archives Canada
REBECCA GIESBRECHT and JENNA MURDOCK SMITH 37
- Beyond Clicks, Likes, and Downloads: Identifying Meaningful Impacts for Digitized Ethnographic Archives
RICARDO L. PUNZALAN, DIANA E. MARSH, and
KYLA COOLS 61
- Meaning-Making and Memory-Making in the Archives: Oral History Interviews with Archives Donors
CARMEN RUSCHIENSKY 103

Study in Documents

- From Meteorological Registers to Climate Data: Information Gathering in the Early Years of the Meteorological Service of Canada
TOM BELTON 127

Notes and Communications

He Tohu

- LILLIE LE DORRÉ 151

Book Reviews

- HEATHER MACNEIL and TERRY EASTWOOD, eds., *Currents of Archival Thinking, 2nd ed.* (Jonathan Dorey) 157
- KATHERINE BIBER and TRISH LUKER, eds., *Evidence and the Archive: Ethics, Aesthetics and Emotion* (Steven Maynard) 161
- ANNE J. GILLILAND, SUE McKEMMISH, and ANDREW J. LAU, eds., *Research in the Archival Multiverse* (Rebecka T. Sheffield) 165
- SONJA LUEHRMANN, *Religion in Secular Archives: Soviet Atheism and Historical Knowledge* (Alexandra Wieland) 168

Exhibition Reviews*Arresting Images: Mug Shots from the OPP Museum.*

PETERBOROUGH MUSEUM & ARCHIVES (Jodi Aoki)	173
<i>Free Black North.</i> ART GALLERY OF ONTARIO (Rachel Lobo)	177
<i>Hank Bull: Connexion.</i> BURNABY ART GALLERY (Shyla Seller)	182

Archivaria Awards	187
--------------------------------	-----

Advice to Authors of Submissions / Avis aux auteurs

Information about submitting articles is available on the Association of Canadian Archivists website at: <https://archivaria.ca/index.php/archivaria/about/submissions>.

Pour des renseignements au sujet de la soumission d'articles, veuillez consulter le site web de l'Association of Canadian Archivists, à l'adresse suivante : <https://archivaria.ca/index.php/archivaria/about/submissions>.

Subscriptions and Sales of Back Issues Inside back cover

Cover Illustration:

Hank Bull's audiovisual records on display at the Burnaby Art Gallery, February 2017. Credit: Shyla Seller

Copyright

Starting with *Archivaria* 56 (Fall 2003), authors of articles, reviews, notices, obituaries, and letters have formally granted *Archivaria* a non-exclusive licence to publish and distribute their work in the journal; however, since the journal's inception, authors have retained the copyright in their work. *Archivaria* maintains the most recent eight issues in a Reserved Collection available only to members and subscribers; all requests for permission to reproduce articles from the Reserved Collection should be directed to the general editor. Requests for permission to reproduce articles from the earlier issues (in the Main Collection) should be directed to the individual authors. Any reproduction of a work must include an acknowledgement of its original publication in *Archivaria*.

LA REVUE ARCHIVES

Abonnement au volume 47

La revue *Archives* est disponible pour abonnement et paraît au rythme de 2 numéros par année: 117-157 \$

Pour vous abonner à la revue *Archives*, communiquez avec l'AAQ à cette adresse infoaaq@archivistes.qc.ca.

Numéros antérieurs

De nombreux numéros antérieurs de la revue *Archives* sont encore disponibles.

Veillez commander les numéros à la Boutique en ligne de l'AAQ à l'adresse suivante : <http://www.archivistes.qc.ca/boutique>

Pour proposer un article ou un compte rendu critique

Veillez consulter la politique d'édition et le guide de rédaction <https://archivistes.qc.ca/publications/revue-archives-guide-redaction/>

Appel de textes pour le 48-2 (automne 2018)

Date de tombée: 15 mai 2018

Autres publications de l'AAQ

Infolettre AAQ, bulletin d'information mensuel distribué gratuitement

Archives, revue semestrielle, distribuée gratuitement aux membres

Actes du congrès

Livrel – *Archiviste d'aujourd'hui*

Calendrier de conservation-type pour associations professionnelles

Guide de classification et de classement des documents

Comment classer vos archives personnelles et familiales

ASSOCIATION DES ARCHIVISTES DU QUÉBEC

Société sans but lucratif fondée le 9 décembre 1967 et incorporée le 19 février 1975 en vertu de la troisième partie de la loi sur les compagnies du Québec

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Comité exécutif

Carole Saulnier
Présidente

Jeanne Darche
Vice-présidente

Cédric Champagne
Vice-président aux affaires associatives

Pierre Lavigne
Trésorier

Manon Dufresne
Secrétaire

Louis Germain
Directeur général

Directeurs régionaux

Anne-Isabelle Côté
Est

Francis Rancourt-Proulx
Ouest

Cynthia Viau-Mainville
Montréal

Poste vacant
Nord

Comités permanents

Marysol Moran
Directrice des affaires professionnelles

Poste vacant
Directeur certification et perfectionnement

Catherine Dugas
Directrice des communications

Vivianne Maréchal
Directrice de la Revue Archives

Jonathan Guilbault
Président du 47^e congrès

Albe Guiral
Représentante étudiante

POUR COMMUNIQUER AVEC L'AAQ

Pour plus d'informations, veuillez communiquer avec l'AAQ à l'adresse suivante :

Association des archivistes du Québec

C.P. 9768, succ. Sainte-Foy (Québec) G1V 4C3

Téléphone : (418) 652-2357

Courriel : infoaaq@archivistes.qc.ca

Adresse du site : <http://www.archivistes.qc.ca>



**La puissance
des archives :
investir,
performer,
rentabiliser**

**47^e CONGRÈS DE
L'ASSOCIATION
DES ARCHIVISTES
DU QUÉBEC**

**30 mai
au 1^{er} juin 2018**
Drummondville,
Centre Expo Cogeco

PARTENAIRES
INSTITUTIONNELS

Bibliothèque
et Archives
nationales
Québec

 **Canada**
Library and Archives
Canada